

Après la clôture de la conférence plénière à Madrid

Le conflit sur le lieu des pourparlers bilatéraux entrave le processus de paix au Proche-Orient

Comme prévu...

AVANT même que le rideau ne retombe, vendredi 1^{er} novembre, sur le spectacle de Madrid, la vraie négociation israélo-arabe a commencé en coulisses. Comme prévu, elle s'annonce longue et rude. Comme prévu, elle échappe d'emblée sur une question préalable : où se réunir à nouveau pour engager des discussions bilatérales ? A Madrid, selon le souhait des Arabes, ou au Proche-Orient, comme le demande Israël ?

Ce conflit de procédure, hautement politique, touche au fond du problème : quel rôle peut-on attendre de l'ennemi un premier geste, en témoignage de sa sincérité. Le monde arabe n'attend rien lui cacher d'entrée du jeu sans contrepartie. Il n'est pas prêt, à ce stade, à envoyer des négociateurs en terre d'Israël. Ainsi M. James Baker affronte-t-il sa première épreuve de l'après-Madrid.

TOUT cela, au fond, n'est pas pour surprendre. Arabes et Israéliens n'ont aucune raison - ni aucune intention - de se faire le moindre cadeau du jour au lendemain. L'« ambiguïté constructive », chère à l'administration Bush, a permis pendant trois jours de réunir d'introuvables adversaires autour d'une même table. Quelle que soit la suite, ce sera une performance historique. Mais la méthode de MM. Bush et Baker a sans doute ses limites.

Légitimement soucieux de n'imposer aucune solution, les États-Unis s'emploient à favoriser l'inévitable face-à-face d'où sortira, à terme, l'indispensable compromis, clé d'une réconciliation durable. Mais, laissés à eux-mêmes, les ennemis risquent de trop s'abandonner à leurs vieux griefs, comme ce fut le cas vendredi lorsque le Syria et Israël se livrèrent à des attaques mutuelles d'un autre âge. Déjà plus que surpris, M. Baker a fait la leçon - et presque la morale - aux intéressés en les priant de se montrer désormais à la hauteur de leurs responsabilités.

Il n'est pas facile pour l'Amérique d'être un « catalyseur ». Il lui faudra, maintenant - plus ou moins discrètement - une pression permanente sur les parties en conflit. Telle est bien son intention, de l'avis même de M. Baker. Ce dernier ne manquera pas de faire valoir aux deux camps le vif déplaisir qu'il suscite à Washington s'ils s'enferment dès maintenant dans leur intransigence, au risque de torpiller la négociation.

Les Palestiniens - qui savent que le temps travaille contre leur cause - seront sans doute les plus attentifs aux arguments américains. Madrid a consacré leur légitimité et fait d'eux - pour la première fois - des partenaires à part entière. L'admission, désormais, d'une autonomie pour les territoires occupés, selon la formule intérimaire esquissée à Camp David, rend ainsi possible l'ébauche d'un compromis avec la droite israélienne. Cet espoir justifié, à lui seul, tous les efforts qui aboutiront à la conférence de Madrid.

M0146 - 1104 0 - 6.00 F



L'incertitude planait toujours, samedi 2 novembre, sur la seconde phase du processus de paix, les négociations bilatérales, qui devaient s'ouvrir dans un premier temps, dimanche, à Madrid, entre les délégations israélienne et arabe. Tout en proposant que ces pourparlers se poursuivent au Proche-Orient, alternativement chez lui et chez ses

voisins - ce que refusent l'ensemble des Arabes, - Israël a accepté que la première séance ait lieu dans la capitale espagnole. Palestiniens et Jordaniens étaient aussi disposés à entamer la discussion sans attendre une entente sur la localisation des autres réunions, mais les Syriens ont fait savoir qu'il n'y avait même pas d'accord sur ce point.

Les notes du professeur Baker

MADRID

de nos envoyés spéciaux

Le rideau est tombé sur le premier acte, mais on ne sait toujours pas où et comment se déroulera le second. Les acteurs de la conférence de paix de Madrid ont joué chacun leur rôle, sans sortir d'un registre connu, même si Israéliens et Syriens ont forcé la note en séance de clôture, la dernière, il est vrai, devant tant de caméras. Metteur en scène de ce spectacle sans « bonne » surprise, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a dans un brillant épilogue rédigé par ses soins, tiré la conclusion de ces

trois jours de session inaugurale. « Un début, un bon et historique début (...) mais un début seulement et ce n'est pas assez », a-t-il dit à ses interlocuteurs ministres-chefs de délégation, avant de le tancer : « Ne permettez pas que ce début n'aboutisse pas ». A la tribune, il a distribué bonnes et mauvaises notes sur un ton de professeur s'adressant à une classe agitée. Dans les annales de l'histoire diplomatique, la démarche doit avoir peu de précédents. « Vous avez trouvé des arrangements sur les méthodes et les objectifs de ces négociations. Vous vous êtes mis d'accord sur des bases de référence (les résolutions

242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU), qui sont équitables : vous avez lancé un processus de négociations qui peut réussir. Mais votre refus de prendre des mesures de confiance a été décevant, et vous avez échoué à répondre convenablement aux dimensions humaines du conflit », leur a-t-il dit, ajoutant : « Les formules, les bases de référence, les négociations ne suffisent pas. N'attendez pas que l'autre côté commence. Faites le premier pas ».

FRANÇOISE CHIPAUX
PATRICE CLAUDE
et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 3

Manifestation islamiste en Algérie



Lire l'article de GEORGES MARION, page 5

Pouvoirs spéciaux à M. Eltsine

Le congrès des députés de Russie lui a accordé les moyens de lancer son programme radical de réformes. page 5

HEURES LOCALES

Bretagne : le sursaut d'une presqu'île

Nous poursuivons notre tour de France des régions par un voyage en Bretagne. La région a eu bénéficié des largesses de l'État dans les années 80. Mais la construction de l'Europe menace l'Ouest. Lire pages 10 et 11 l'enquête de FRANÇOIS GROSCHARD

Lire également

« Nancy malade de son urbanisme » Le « jardin secret » d'Hessan II. pages 9 et 12

« Le grand jury RTL-Le Monde » Mgr Joseph Duval invité dimanche, à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 28

LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- **ÉTATS-UNIS** : L'Amérique de M. Bush ne renonce pas à la puissance militaire, par Richard J. Barnet. - Déficit budgétaire ou déficit social ?, par Jacques Decroix.
- **DÉFENSE** : Washington s'assure la suprématie dans la nouvelle donne stratégique, par Paul-Marie de La Gorce. - Un bilan de la politique de défense Reaganienne, par Jean Klein.
- **EUROPE DE L'EST** : La Serbie dans le bombardier de la guerre, par Catherine Samary. - L'affrontement yougoslave vu d'Albanie, par Odette Marquet et Christiane Montecot. - Les lenteurs de la recomposition roumaine, par Jean-Yves Potel. - La Slovaquie tentée par la séparation, par Joseph Yacoub.
- **URSS** : L'union est morte, vive la communauté économique ?, par Jean Radvanyi.
- **MÉDIAS** : La guerre des chaînes d'information, par Yves Eudes.
- **CULTURE** : Retrouver la violence beauté de la symphonie urbaine, par Pierre Armand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Déréglementation et réduction des dépenses publiques

L'Argentine libéralise son économie

Le président argentin, M. Carlos Menem, a lancé un plan de déréglementation de l'économie, qui élimine les principaux mécanismes de contrôle de l'État mis en place depuis 1930. Ce pas en avant vers le libre marché s'accompagne de nouvelles règles salariales, qui réduisent le pouvoir des syndicats. Ces mesures répondent aux exigences du Fonds monétaire international. Elles vont à contre-courant de la tradition nationale comme des acquis sociaux du péronisme.

Le glas du péronisme

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

M. Carlos Menem a qualifié d'« historiques et de profondément révolutionnaires » les mesures annoncées jeudi 30 octobre à Buenos-Aires, au cours d'un discours télévisé. Fort de ses derniers succès électoraux (Le Monde du 30 octobre), c'est par décret présidentiel et sans consulter le Parlement que le gouvernement péroniste a étendu la loi de l'offre et de la demande à tous les niveaux de l'activité économique. Les organismes de régulation de la production et de la commercialisation de produits de base, comme la viande, les grains

et le sucre, sont supprimés. Les prix et les lieux de vente des médicaments sont libres. Les horaires dans les commerces et les ports ne sont plus réglementés. Parallèlement à la réforme de l'État et à la nouvelle vague de privatisations en cours, le gouvernement espère ainsi réduire les dépenses publiques et améliorer les recettes fiscales.

Ces objectifs répondent aux exigences fixées par le Fonds monétaire international (FMI) et constituent la principale préoccupation du ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo.

CHRISTINE LEGRAND
Lire la suite page 17

Zambie : la fin d'un règne

Chassé par les électeurs, le président Kenneth Kaunda abandonne le pouvoir, qu'il détenait depuis vingt-sept ans

par Jean-Claude Pomonti

« Gentil géant » de l'Afrique australe - un surnom que lui valurent sa haute taille et une apparente bonhomie, - Kenneth Kaunda aura consacré une bonne partie de son existence à la quête laborieuse et souvent malentendue d'un « modus vivendi » avec le « pouvoir pale » installé au sud du Zambèze. Le verbe généreux et souvent confus, il aura tout tenté pour empêcher une conflagration généralisée dans la région tout

en mesurant mieux, au fil des années, la vanité de ses efforts et, peut-être aussi, le déclin de son influence personnelle lié aux résultats plutôt médiocres de sa politique dans son propre pays.

Né en avril 1924 à Lubwa, dans le nord de la Zambie, Kenneth Kaunda est le huitième enfant d'un pasteur malawite presbytérien envoyé dans cette région en 1904. L'inattendu - tel est le prénom de cet enfant venu sur le tard - fait ses études primaires sur place et secondaires à Lusaka. Il revient à Lubwa en

1943, d'abord comme instituteur, puis il est assistant dans l'une des mines de la « ceinture de cuivre » zambienne, et enfin fermier.

C'est par le biais d'une association locale de fermiers qu'il se lance avec succès dans la politique et devient, dès 1953, secrétaire général du Congrès national africain (branche de la Rhodésie du Nord, le nom de l'actuelle Zambie avant son indépendance).

Lire la suite et les articles de FRÉDÉRIC FRITSCHER page 4

Gros sous en Ovalie

La deuxième Coupe du monde de rugby a consacré la professionnalisation du jeu

La révolution du rugby est définitivement en marche. Tel est bien le principal enseignement de la deuxième Coupe du monde dont la finale devait opposer l'Angleterre à l'Australie samedi 2 novembre au stade de Twickenham de Londres. Ce sport, longtemps érigé en modèle de conservatisme pour son amateurisme sourcilieux, est entré dans une ère nouvelle, celle des contrats en dollars, de « sponsoring » et des « primes de match » officielles ou officieuses.

Cette mutation était attendue. Mais la vitesse du processus a sans doute surpris les plus convaincus des progressistes. Au cours de la compétition, il a souvent été question d'argent autour des terrains.

Celui des organisateurs, d'abord, qui se réjouissent d'avoir rempli pratiquement tous leurs stades (60 000 spectateurs à

Twickenham pour la rencontre Angleterre-Etats-Unis, disputée un vendredi après-midi). Celui des joueurs, ensuite, qui n'ont pas tous bénéficié des mêmes avantages. Ainsi, les Français ont-ils vivement critiqué leurs homologues anglais, coupables, à leurs yeux, d'être déjà des « professionnels » de l'ovale sans l'avouer.

A ce jeu de la surenchère, les dirigeants britanniques se sont montrés à la fois les plus audacieux et les plus sorniois, obligeant Albert Ferrasse, le président de la fédération française, à s'élever à plusieurs reprises - mais très timidement - contre « ceux qui veulent tout régenter » ou encore à regretter « l'esprit du sport qui se meurt à cause du pognon ».

PHILIPPE BROUSSARD
Lire la suite page 13

لندون من 11 شهر

هنا من اجل

2 Le Monde • Dimanche 3 - Lundi 4 novembre 1991 •

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
630 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde

Jacques Lesourme, président

Françoise Hugues-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72

Reproduction interdite de tout article

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0193-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et

Index du Monde au (1) 40-65-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tapes LEMONDE

ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF

FRANCE

SURSE

BEIGIQUA

LUXEMB.

PAYS-BAS

Autres pays

et territoires

3 mois

408 F

577 F

790 F

6 mois

800 F

1123 F

1508 F

1 an

1 620 F

2 086 F

2 960 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés

provisoirement nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

nommes propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris 1991 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme : gérant

directeur de la publication

Bruno Freppart

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Manuel Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef

Jacques Arnal

Jean-Marie Colombari

Robert Solé

Indépendant au directeur

de la rédaction

Thomas Farnoud

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur

des relations internationales)

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1993)

Jacques Faivre (1993-1992)

André Laurens (1992-1993)

André Fontaine (1993-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

La naissance de Combat

Dans les premiers jours du mois de novembre 1941 naît Combat. C'est à la fois le nom d'un mouvement de résistance et le titre d'un journal clandestin. L'un et l'autre sont l'aboutissement d'efforts entrepris un an plus tôt, dans les premiers mois de l'Occupation.

EN ce début d'hiver 1940, Vichy est surpris. Les hôtels sont pleins de ministres, de députés, de généraux défaits, les salles de bains sont transformées en secrétariat. L'appareil d'Etat essaie d'exister face à une opinion publique effondrée attendant un miracle, le regard tourné vers les lambris d'une station thermale reconstruite en capitale politique. Dans un pays coupé en deux, une drôle de paix se met en place, avec 1 600 000 prisonniers enfermés dans les stalags allemands, des centaines de milliers de réfugiés en quête d'un nouveau lieu de vie, et un million de chômeurs.

Novembre 1940, la zone non occupée se prépare à l'hiver, les soucis quotidiens dominent les esprits et, pourtant, quelques-uns imaginent pouvoir refuser la défaite. Ils sont une petite quinzaine : un abbé et un caporal à Avignon, deux officiers à Saint-Raphaël, un ingénieur et un journaliste, Jean Genesthling (il deviendra chef du renseignement du mouvement Combat), deux médecins, un vendeur de billets de la Loterie nationale dans le Vaucluse, un professeur à Aix, un directeur de la Banque ottomane et deux lieutenants à Marseille, dont l'un, Maurice Chevalance, en instance de congé de la coloniale, rêve de créer une agence de voyages et de transport vers l'Afrique. Avec eux, il y a Berty Albrecht. Dès 1933, elle a mis son aisance financière au service de la gauche antifasciste ; à la veille de la guerre, elle est surintendante d'usine, engagée dans les premières expériences de travail social en entreprise. Enfin, à l'origine de cette tentative, un officier d'état-major, Henri Frenay. Bon connaisseur de l'Allemagne grâce à sa formation au Centre d'études germaniques de Strasbourg, il a grandi dans le giron de la « droite française, traditionnelle, pauvre, patriote et paternaliste » (1).

Ensemble, ils forment le premier noyau de ce qui deviendra le mouvement Combat.

Le silence cependant s'installe, rompu parfois par les foules enthousiastes venues se presser sur le passage du maréchal. A Marseille, Lyon ou Toulouse, on applaudit, on remercie le vainqueur de Verdun. De son côté, Berty Albrecht, impatiente, pénétrée sur sa vieille machine à écrire, s'acharne sur plusieurs épaisseurs de feuilles et de carbones. Elle fabrique un bulletin d'information, une simple page recto verso, des nouvelles à l'état brut, des notes brèves sur la situation en Alsace-Lorraine, les pertes allemandes ou la bataille d'Angleterre. Un bulletin sans nom pour affronter la vague pacifiste. La tâche est modeste, mais elle mobilise les énergies et évite aux uns et aux autres de se laisser aller au mal et aux formes du désespoir.

Dix-huit exemplaires, tel est le tirage du premier bulletin. Douze seront diffusés à Vichy, glissés dans un magazine et envoyés par la poste à des hommes politiques, six arriveront à Marseille. Ainsi s'expriment quelques individualités entrées modestement en résistance après la rencontre Hitler-Pétain de Montoire.

Novembre 1940 - novembre 1941. En un an, de l'éparpillement va naître un mouvement de résistance. Incontestable meneur d'hommes, Henri Frenay a très tôt pensé la mise en œuvre d'une vaste organisation couvrant les deux zones, avec son armée secrète, ses corps francs, son service social, sa propagande et sa hiérarchie : centrale, régionale, départementale et locale. Il lui a aussi donné un nom : Mouvement de libération nationale. Le cadre est là, méticuleusement pensé, parfaitement ordonné. Mais la coquille est vide, ou presque. On recrute par relations : Maurice Chevalance a pris en charge la région marseillaise ; Claude Bourdet, contacté en février 1941, se voit nommer responsable des Alpes-Maritimes ; Berty Albrecht, envoyée à Lyon par l'administration vichyste pour prendre en charge les problèmes du chômage féminin, engage dans le mouvement naissant ses propres collaborateurs. En avril, le capitaine Robert Guédon, sous-officier saint-eyrien d'Henri Frenay, regroupe des noyaux épars de la zone nord, dans la Somme, le Pas-de-Calais, à Reims, dans les Deux-Sèvres, à Paris.

L'argent ? Il ne vient ni du côté des industriels de la vallée du Rhône, beaucoup trop impressionnés

par la victorieuse percée allemande, commencée le 23 juin, contre la Russie rouge, ni du côté de Londres, où l'on se méfie plutôt d'un groupe clandestin ne se limitant pas à une activité classique de réseau : le renseignement économique-militaire. La première aide d'importance vient d'un homme : le colonel Bernard. Militaire reconverti dans les affaires, intellectuellement proche de la pensée humaniste de Léon Blum, il va, simplement, financer le démarrage du mouvement. Sa fille, Jacqueline Bernard, recrutée par Berty Albrecht, deviendra la cheville ouvrière du journal Combat ; son fils, Jean-Guy Bernard, jeune polytechnicien, X 38, entrera en résistance pendant l'hiver 1940-1941.

« Les Petites Ailes de France »

En créant les Petites Ailes de France, le MLC s'est doté d'un « vrai » journal, imprimé d'urgence à La Garde-Colombes pour les équipes résistances des zones occupées et interdites, d'autre part à Lyon, dans le quartier du Tonkin. « On le tira sur trois feuillets piqués en coin, cela faisait sérieux comme un compte-rendu financier d'une grosse société anonyme (2). » Dernière un petit pavillon, un atelier d'artisan : Joseph Martinet et son épouse sont plutôt spécialisés dans le faire-part ; ils acceptent de fabriquer les Petites Ailes et de former André Bollier, jeune cadre aux Câbles de Lyon, et lui aussi sorti de la promotion X 38 de l'École polytechnique. Il a vingt et un ans et sera l'exceptionnel maître d'œuvre de l'imprimerie centrale du mouvement. Ses talents et ceux de son équipe permettront, en 1943, de tirer par l'ordre de 250 000 exemplaires pour le seul Combat. Au début de l'année 1944, trois tonnes de papier seront mensuellement nécessaires pour alimenter les machines installées rue Viala, dans de modestes bâtiments à l'enseigne d'un fantomatique laboratoire de l'Institut national de physique et de géodésie.

Les Petites Ailes de France, organe du Mouvement de libération nationale, ménagent volontairement le maréchal Pétain. Simple tactique politique pour se faire entendre d'une opinion profondément monarchiste ou respect tout militaire, mais largement partagée, pour le vainqueur de Verdun ? Les deux raisons coexistent, elles expliquent les premières méfiances d'autres groupes de la Résistance envers l'équipe de Frenay et l'attention particulière de certains milieux vichystes pour cette organisation. Une telle modération ouvre quelques portes, celle, par exemple, du ministre l'intérieur Puebeu ; elle freine un court moment les activités de répression ; et apporte quelque argent. Ainsi, par l'intermédiaire de relations monarchistes, le contact est pris avec le général de La Laurencie, pétainiste convaincu et ennemi juré de Pierre Laval. Evincé en décembre 1940, sous la pression allemande, de son poste de député du maréchal dans le Paris occupé, il annonce publique-

ment son souhait d'une victoire anglaise et cache à peine son désir de prendre la direction d'une résistance intérieure. Il offre 350 000 francs à Henri Frenay. L'origine des fonds ? Les services secrets américains. Le but ? Allan Dulles, le patron du service pour l'Europe, a décidé de soutenir un mouvement d'opposition à Laval capable de ménager le vainqueur de Verdun. Un courant anti-allemand et antiganuliste. De La Laurencie à des

ment de libération nationale et les résistants de Libération. Une nouvelle organisation voit le jour, le Mouvement de libération française : un journal unique est créé : Combat. Régionalement, les équipes se regroupent sans problèmes majeurs ; au niveau central, le comité directeur mais en place est plus sensible aux conflits de personnes et aux différences d'appréciation sur le devenir du Mouvement. Sans démissionner, avec discrétion, les anciens fonde-

avec Jean Moulin ne changeront l'attitude de principe de l'organisation vis-à-vis de de Gaulle jusqu'à la Libération ; il restera, pour le mouvement, « le chef et symbole de la Résistance », mais il ne sera que cela.

En juillet 1942, tous les responsables régionaux et nationaux du mouvement se retrouvent près d'Albi chez Charles d'Ammon. On y évoque à nouveau les problèmes de fusion avec Libération et Franco-Ti-



Dans la commune de Margency (Val-d'Oise), le mariage, dans la clandestinité, d'Yvette et Jean-Guy Bernard. Elle est responsable du service social du mouvement Combat, lui s'occupe du NAF (nouveaux administrateurs publics) et de Résistance-Far. Autour d'eux : à gauche, le maire ; Pierre Guillemin de Bannerville, organisateur de la filière vers la Suisse ; Jacqueline Bernard, coordinatrice de la rédaction de « Combat » ; à droite, Claude Bourdet, qui dirige le NAF.

ambitions, Henri Frenay a besoin d'argent. Ces relations financières avec les services américains cessent vite, mais reprendront en mars 1943. Une période de tension extrême entre la direction de Combat et les services de Jean Moulin qui pour continuer une résistance sévère, mais de courte durée, de l'aide financière au mouvement.

Novembre 1941. Henri Frenay, dont le mouvement s'appuie sur ses capacités organisationnelles, cherche à regrouper l'ensemble des activités de la zone sud. Depuis juin, une discussion est engagée avec, d'une part, l'équipe socialisante et laïque de Libération, dirigée par Emmanuel d'Astier, et d'autre part, les animateurs chrétiens (3) de Libération, journal diffusé clandestinement à 45 000 exemplaires dans les milieux universitaires de Toulouse, Montpellier, Clermont-Ferrand, parmi les anciens du Sillon et les habitués des Semaines sociales.

Début novembre, une ultime réunion se tient à Grenoble. D'Astier est absent, Libération se retire de facto du projet. « Il n'y avait pas d'opposition fondamentale de doctrine », assure aujourd'hui Pierre-Henri Teitgen. La fusion est donc rapidement décidée entre le Mouve-

ment de Libération s'éloignait assez vite de ce que l'on appelle déjà le mouvement Combat. La plupart rejoindront les services de Jean Moulin dans le cadre du comité général d'études chargé de penser la remise en route d'un aspect d'Etat épuré et de préparer l'installation, dès le débarquement, des commissaires et préfets de la Libération.

Un journal unique

Intelligence des hommes, volonté d'abord de lutter, les divergences n'empêchent pas le mouvement Combat de développer ses activités et son implantation. Corps francs, armée secrète, service social, renseignements, la zone sud est couverte. Le journal, grâce à une organisation minutieuse et à l'activité de bon nombre d'artisans imprimeurs, est diffusé dans toutes les régions. Certes, il faudra attendre mai 1942 pour que le cordon soit officiellement coupé avec le mythe Pétain, mais dès février, Combat n'hésite pas à soutenir les initiatives gaulliennes pour asseoir l'indépendance de la France vis-à-vis de ses alliés. Ni l'arrivée sur le devant de la scène du général Girard ni les conflits

reux, mais le débat s'engage d'abord sur la rédaction du manifeste politique du mouvement, le premier. Il sera rédigé par Henri Frenay, André Hauriou et Claude Bourdet pour être publié dans Combat clandestinement (4), sous le titre : « Combat et révolution ». En omettant soigneusement de se référer à l'expérience du Front populaire, il annonce une révolution socialiste pour « arracher à une puissante oligarchie le contrôle et le bénéfice de l'économie », et une révolution de l'esprit parce que « la République bourgeoise doit faire d'égocisme, d'égoïsme et de craintes à peine masquées par de bonnes volontés oratoires ». Enfin, le programme rétablit l'institution républicaine et annonce une IV^e République, « une République moderne (...), parce qu'elle fait que l'administration publique, dans son esprit comme dans sa technique, bénéficie des progrès qui ont fait la force des entreprises privées ». Nous sommes loin des prudences monarchistes de la première année de résistance, le mouvement Combat commence à penser l'avenir : « les Etats-Unis d'Europe, étape vers l'unité mondiale ».

Jusqu'à la Libération, il restera fidèle à ses rêves et à son manifeste de juillet 1942. S'opposant avec force au retour des politiques de la III^e République, notamment au sein du Conseil national de la Résistance, la référence à ce programme, écrit par « les hommes de la Résistance, endurcis par l'épreuve quotidienne », sera constante. La paix revenue, les morts enterrés, les débats politiques de la IV^e République ayant exposé l'organisation. Seul signe encore vivant d'un passé récent d'espérance et de douleurs : Combat, le journal, survit, d'abord avec succès, ensuite avec difficulté. « Nous allons faire un journal intelligent », annonce d'emblée Pascal Pia, patron incontesté de la rédaction. Et il ajoute : « Il ne vivra pas longtemps ». Albert Camus, son ami et disciple au temps d'Alger républicain, croit un peu plus en l'avenir d'une presse de réflexion, d'un journalisme critique. Dans l'euphorie de la Libération, les jeunes intellectuels de Saint-Germain-des-Près, particulièrement ceux de l'écrivain Gallimard, désireux de sortir enfin de la confidentialité, viennent s'essayer au journalisme. L'engouement sera éphémère, mais il forgera l'image de marque du journal pour toute une génération de lecteurs, et ce jusqu'à la mort du titre en 1974. Ce 30 août, un journaliste avait écrit sous la rubrique « Vie moderne » : « Venu de la clandestinité... Combat y retourne. » Le mot de la fin.

YVES-MARC AUCHENBAUM

« Auteur d'un livre à paraître à

Monde éditions sur l'histoire du

journal Combat.

(1) Henri Frenay, La nuit finira,

Robert Laffont, 1986, p. 93.

(2) Joseph Martinet, in Combat dans

l'ombre, éd. P. Desailly, Lyon.

(3) François de Menthon, Pierre-Henri

Teitgen, René Courin, Edmond Miche-

let, les frères Cocte-Floret.

(4) Combat, septembre 1942, n° 34.

“GRAND JURY”

RTL - Le Monde

MONSIEUR

DUVAL

ARCHEVÊQUE DE ROUEN
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
ET HENRI TINOQ (LE MONDE)
BERNARD DE LA VILLARDIÈRE
ET PHILIPPE BALLARD (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

La fin de la session plénière de la conférence de Madrid

Le pilonnage du Liban sud par Israël est allé crescendo durant la conférence de Madrid. Vendredi 1^{er} novembre, au dernier jour de la première phase des négociations, l'aviation israélienne est entrée en action, détruisant deux points reliant trois régions entre elles. L'artillerie a parallèlement intensifié ses tirs, faisant huit blessés. Conséquence: l'exode s'est accentué dans les localités qui avaient été en grande partie désertées les jours précédents. Ainsi le grand bourg de Nabatyah a perdu les deux tiers de ses 40 000 habitants. L'objectif de ces opérations militaires est de paralyser le Hezbollah qui, de son côté, a annoncé sa volonté d'intensifier sa résistance à l'occupation israélienne, mais qui, après

s'être montré fort actif à la veille de la conférence, ne s'est plus manifesté depuis qu'elle s'est ouverte.

Le Jihad islamique en Palestine, qui a revendiqué mardi une attaque anti-Israélienne au Liban sud, a affirmé pour sa part vendredi qu'il «multipliera les opérations contre Israël, dans les territoires occupés et dans le sud du Liban afin de faire échouer la conférence de Madrid». Le porte-parole de cette formation de la résistance islamique, Mohamed Abou Samra, qui apparaissait pour la première fois en public, a violemment critiqué la délégation palestinienne de Madrid, la qualifiant de «délégation israélo-américaine».

A Téhéran, l'ayatollah Moussavi Ardebili a

dénoncé la conférence de Madrid, vendredi au cours de la prière hebdomadaire à l'université de la capitale iranienne, et a appelé «tous les musulmans à se révolter pour sauver l'Islam et la Palestine». S'adressant aux musulmans dans le monde, il leur a dit: «Vous êtes forts et vous avez la logique du Martyr. Si vous tuez (pour cette cause) ou si vous êtes tués, vous irez au paradis.»

Dans les territoires occupés, l'armée israélienne a imposé dans la nuit de jeudi à vendredi un couvre-feu quasi général sur les 750 000 habitants de la bande de Gaza, à la suite des violences inter-palestiniennes qui ont éclaté jeudi entre partisans et adversaires de la conférence de

Madrid et qui se sont soldées par cinquante blessés. A Pékin, où il se trouve, M. Jacques Chirac a déclaré samedi, évoquant la conférence de Madrid sur le Proche-Orient: «C'est une grave défaite diplomatique pour la France d'être exclue d'un règlement de paix au Proche-Orient. J'avais proposé dès la mois de février une conférence régionale qui se serait tenue à Paris, sous la présidence technique de la France, avec la participation des Etats-Unis et de l'Union soviétique. M. Roland Dumas m'avait alors accusé de faire preuve, une nouvelle fois, d'irresponsabilité. On a manqué une occasion historique en s'accrochant à l'idée d'une conférence internationale impossible.»

Les notes du secrétaire d'Etat américain

Suite de la première page

Une invite nécessaire - ces trois journées l'ont prouvé - se réunir est une chose, dialoguer véritablement en est une autre, mais qui ne se détermine pas. Appelant les protagonistes au compromis dans leurs aspirations contradictoires, «la revendication des territoires pour les Arabes, la sécurité pour Israël», M. Baker a affirmé: «La terre, la paix et la sécurité sont d'inséparables éléments dans la recherche d'un règlement global. La paix seule est un leurre sans une solution territoriale et la sécurité. Une solution territoriale seule ne résoudra pas le conflit si elle ne s'accompagne de la paix et de la sécurité. La sécurité ne peut être garantie sans une solution territoriale et la paix.»

Ces compromis, les Etats-Unis, comme l'Union soviétique, les deux coprésidents de la conférence, ne peuvent pas les faire «à votre place», a répété en substance M. Baker. «Les Etats-Unis, au plus haut niveau, resteront intimement engagés dans ce processus, mais nous ne pouvons désirer la paix plus que vous. La poursuite et le succès de ce processus sont entre vos mains», a poursuivi le secrétaire d'Etat américain. «Si vous ne saisissez pas cette occasion historique, personne ne pourra blâmer quiconque en dehors de vous.»

Double explosion de colère

Ce pressant appel s'imposait après la double explosion de colère du premier ministre israélien et du ministre des affaires étrangères syrien. Ignorant les uns, les autres, la majesté du désert, la symbolique du moment, MM. Itzhak Shamir et Farouk El Charrach avaient, quel que deux heures plus tôt, échangé invectives et accusations sur un mode très peu pacifique.

Le chef du gouvernement israélien, premier à s'exprimer, avait violemment répliqué à M. Charrach qui, la veille, avait accusé l'Etat hébreu d'incarnier l'«agression et l'expansionnisme»: «Le représentant de la Syrie, a-t-il dit, a dit que son pays est un modèle de liberté et de protection des droits de l'homme, y compris ceux des

Juifs.» Et de poursuivre: «Une telle déclaration passe l'entendement. A ce jour, la Syrie est le refuge d'une multitude d'organisations terroristes qui répandent la violence et la mort sur des milliers d'innocents, y compris des civils. Cette dévotion à l'explosion d'un Boeing d'une compagnie américaine au-dessus de la ville de Lockerbie, en Ecosse, «Je pourrais continuer et révéler la liasse de faits qui montrent à quel point la Syrie mérite l'accusation d'être l'un des régimes les plus tyranniques au monde», a encore dit le premier ministre israélien.

A la table de conférence, M. Farouk El Charrach écoutait, attentif, tout ce préparait sa réponse. Celle-ci ne se fit pas attendre, mais M. Shamir avait déjà quitté la salle pour cause de sabbat, quand le ministre syrien est monté à la tribune. Réfutant point par point l'argumentation développée la veille par le chef du gouvernement israélien, qui avait évoqué la «présence immémoriale du peuple juif en Palestine», il a accusé M. Shamir de réécriture l'histoire, avant de développer: «Si le chef de la délégation israélienne dit que c'est le droit de chaque juif de retourner en Palestine après une absence de deux mille ans, alors comment se fait-il qu'un Palestinien, dont l'absence

remonte à quarante ans, n'ait pas le droit d'y rentrer? Puis, brandissant un «avis de recherche» vieux de quarante-trois ans, portant une photo de M. Itzhak Shamir à l'âge de trente-deux ans, le ministre syrien déclarait: «Pourquoi cette photo a-t-elle été publiée? Parce qu'il était recherché. Il a reconnu lui-même qu'il avait été un terroriste, et qu'il avait participé à l'assassinat du comte Bernadotte (envoyé spécial de l'ONU en Palestine) en 1948. Il a tué un médiateur de paix, et c'est lui qui parle de terrorisme syrien et libanais?..»

«Une question très importante»

Cette passe d'armes peu diplomatique illustre une des réalités de la conférence, qui a pris le



tour d'un dur affrontement israélo-syrien, occultant vendredi le rôle des Palestiniens sur la scène internationale. Contraints de se rendre à Madrid sur l'insistance pressante des Etats-Unis, Israéliens et Syriens se déclarent certes en faveur de la paix, mais une paix que chacun apprécie chacun à l'aune de ses exigences et à laquelle ils préfèrent peut-être le statu quo actuel. Chacun a en tout cas avancé ses pions dans l'évidente perspective de pousser l'autre à la rupture, pour ne pas porter la responsabilité d'un éventuel échec.

Simple, la tactique syrienne a consisté, depuis le début de cette conférence, à se retrancher derrière la légitimité internationale des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, demandant à M. Hadass de refuser l'offre et de rentrer en Israël. Tandis que plusieurs centaines de Palestiniens manifestaient vendredi dans les territoires occupés pour exprimer leur soutien à la conférence de Madrid, notamment à Ramallah, où quatre cents jeunes ont défilé dans les rues en brandissant des drapeaux d'olivier, un sondage publié par le quotidien Hadashot faisait apparaître que 67,5 % des Israéliens ne croient pas que la conférence aboutira à la paix, contre 32,5 % qui pensent le contraire.

Toujours selon ce sondage, une majorité des Israéliens (56,1 %) est hostile à l'idée de concessions territoriales en échange de la paix, face à 43,9 % qui soutiennent cette proposition. Mais 60,3 % se déclarent en faveur d'un gel des implantations israéliennes dans les territoires occupés durant les négociations, contre 39,7 % qui y sont opposés. (AFP, Reuters, AP)

Portion congrue

Ce dernier, qui avait déjà exprimé son mécontentement de n'avoir pu diriger la délégation israélienne à Madrid, a également protesté contre la décision du premier ministre de confier à ses proches collaborateurs la direction des délégations chargées de prendre part aux négociations directes avec la Syrie ainsi qu'avec la délégation jordanienne-palestinienne, ne laissant au ministère des affaires étrangères (représenté par son directeur général adjoint, M. Yossef Hadass), que le contrôle des négociations avec la délégation libanaise. M. Levy a donc

plusieurs membres de son gouvernement, mais pas par M. Ariel Sharon, hostile à la participation de l'Etat hébreu à la conférence de Madrid, où per le ministre des affaires étrangères, M. David Levy.

Nouvelles frictions entre M. Shamir et son ministre des affaires étrangères

De retour en Israël vendredi 1^{er} novembre en provenance de Madrid, M. Shamir a maintenu sa demande que les négociations bilatérales israélo-arabes aient lieu en alternance en Israël et dans les pays arabes. «Nous avons l'intention de ne pas continuer ces négociations à Madrid après dimanche prochain. Mais il y aura des discussions à ce sujet et on verra bien», a-t-il dit à son arrivée à l'aéroport Ben-Gourion.

Le premier ministre israélien a ajouté: «Il est important que le processus de paix se déroule dans la région. C'est ainsi que se sont déroulées les négociations avec l'Egypte autour des accords de Camp David (en 1978), ainsi que les négociations avec le Liban en 1983.» Remontant encore plus loin dans le passé, M. Shamir a rappelé que les négociations d'armistice de 1949 avaient également eu lieu «dans la région» (dans l'île de Rhodes).

M. Shamir s'est accueilli par

L'impatience et la déception de M. Baker

Exaspéré par le désaccord entre Arabes et Israéliens sur le lieu de leurs négociations bilatérales, M. James Baker, dans son discours qui éclostait vendredi 1^{er} novembre la session plénière de la conférence, s'est joint à toutes les parties de commencer leurs entretiens à Madrid le plus tôt possible: «Il serait très difficile de comprendre comment l'une des parties peut maintenant refuser de participer aux négociations bilatérales simplement en raison d'un désaccord sur le lieu de ces négociations. Ce week-end, des négociations bilatérales directes visent une paix globale et réelle devraient commencer (...) et dans quelques semaines celles des parties qui le désirent se réuniront pour préparer des négociations multilatérales.»

Le secrétaire d'Etat américain a également reproché aux uns et aux autres de ne pas s'être engagés à la dimension humaine du conflit, par leur refus «d'écouter» de prendre «des mesures» de confiance pour le créer.

«Un moyen doit être trouvé de lancer des signaux de paix et de réconciliation qui concernent les peuples de la région. N'attendez pas que l'autre fasse le premier pas», a-t-il ajouté.

«Ce n'est qu'un début»

Revenant sur les objectifs de la négociation, M. Baker a précisé: «Les parties ont clairement dit que la paix en elle-même n'est pas réalisable sans une solution (des questions) territoriales et de sécurité, qu'une solution territoriale ne résoudra pas le conflit sans qu'il y ait également la paix et la sécurité, et que la sécurité est impossible sans une solution territoriale et la paix. Le processus dans lequel nous nous sommes engagés peut réussir uniquement si toutes les questions sont (...) réglées de manière satisfaisante.»

M. Baker a ensuite précisé le rôle que son pays et l'URSS entendaient continuer de jouer:

«Les Etats-Unis, aux plus hauts niveaux, demeureront intimement engagés dans le processus. Les Etats-Unis et l'URSS sont disposés à participer directement aux négociations elles-mêmes avec l'agrément de toutes les parties. (...) Ils fourniront encouragement, conseils, recommandations, propositions et avis pour aider le processus de paix. Vous serez parfois satisfaits de nos positions, parfois frustrés par elles. Nous soutiendrons tantôt les vôtres et tantôt nous ne les soutiendrons pas. Nous agissons parfois discrètement et en coulisses et parfois nous ferons connaître publiquement nos points de vue.»

Dressant le bilan de la conférence plénière, M. Baker a estimé: «Cela a été un début historique qui a brisé les vieux tabous, un début important qui ouvre d'autres occasions. Mais ce n'est qu'un début et cela ne suffit pas. Vous ne devez pas laisser ce début devenir une fin.» (AFP, AP)

la Syrie que la lettre d'invitation à la conférence ne mentionnait pas expressément le lieu des conversations bilatérales à venir.

Dans cet affrontement, Damas a cherché le soutien des autres délégations arabes qui se sont réunies sans succès vendredi soir à Madrid. Toutes les parties arabes sont d'accord pour repousser la proposition israélienne de tenir alternativement ces conversations en Israël et dans la capitale arabe concernée. Mais les partenaires de la Syrie - hormis le Liban qui n'a pas le choix, solidarité avec Damas oblige - ne tendent pas à bloquer le processus sur cette question. Ils n'ont pas accepté la proposition syrienne de reporter les conversations bilatérales de quelques jours et d'exiger un engagement américain que celles-ci se déroulent bien à Madrid.

De nouveaux contacts inter-arabes devraient avoir lieu durant le week-end afin qu'une solution soit trouvée avant dimanche soir, date à laquelle

M. Baker, qui n'a pas caché une lassitude certaine, voudrait bien pouvoir enfin rejoindre les Etats-Unis. «N'importe quelle capitale européenne nous convient», précise-t-on à cet égard dans la délégation palestinienne, pour qui nous ne rencontrons pas de problèmes de visa pour tous les Palestiniens qui souhaitent venir et qu'il existe une structure de l'OLP, c'est-à-dire une ambassade de Palestine. Cette dernière préoccupation tient aux délicats problèmes de contacts qu'entretient la délégation palestinienne avec la direction de l'OLP à Tunis, et qui doivent rester discrets. Une telle bataille sur le lieu de la deuxième phase de la conférence, alors que n'ont pas été abordés les problèmes de fond, donne une idée des obstacles qui attendent M. Baker pour maintenir les uns et les autres à la table de négociations...

FRANÇOISE CHIPAUX, PATRICE CLAUDE et ALAIN FRACHON

Rapprochement in extremis du «keffieh» et de la «kippa»

MADRID

de notre correspondant

Lorsque, vendredi 1^{er} novembre peu avant 13 heures, M. Boris Pankine, ministre soviétique des affaires étrangères, a déclaré la séance plénière «close», son homologue syrien, M. Farouk El Charrach n'a pas voulu y croire. Il s'est emparé du micro et a déclaré à la stupeur générale: «...ajournée, non pas close, jusqu'à ce qu'elle reprenne par consensus». M. Pankine a alors précisé: «J'ai bien dit la séance plénière.» M. El Charrach avait-il pris goût à ce type de réunions ou regrette-t-il ne plus pouvoir dire à Israël, devenu un tel territoire, ce qu'il avait sur le cœur?

Il fallait bien s'y résoudre, c'était fini. En attendant les conversations bilatérales. Le salon des colonnes du palais royal a été vidé très rapidement. Une dame vêtue de noir est venue amener les deux marabouts de bois utilisés par MM. Pankine et James Baker

pour ouvrir et clore les séances, comme s'il s'agissait déjà de pièces de musée. Les projecteurs des caméras se sont éteints. Les ombres des policiers ont disparu de l'embrasure des fenêtres. L'enceinte aille à manger royale va désormais retrouver ses touristes. Ces derniers pourront bientôt peut-être lire: «La paix au Moyen-Orient est née dans cette pièce entre le 30 octobre et le 1^{er} novembre 1991.»

Même s'il n'y pas eu de poignées de main, des regards se sont échangés, des physionomies sont devenues plus familières. Pour la première fois le dialogue s'est noué publiquement, vendredi 1^{er} novembre, à la grande joie des photographes, entre le seul Palestinien qui coiffait son keffieh et un Israélien, kippa sur la tête. Si la conversation eût lieu derrière un pilier, ce n'était pas pour la dissimuler, simple coïncidence, et ce rapprochement photographique, dans cette enceinte, avait valeur de symbole.

MICHEL BOLE-RICHARD

شركة من الجليل

AFRIQUE

ZAMBIE : M. Kenneth Kaunda abandonne le pouvoir

Large victoire de l'opposition aux élections législatives et présidentielle

M. Frederick Chiluba, dirigeant de l'opposition zambienne, a remporté une victoire écrasante aux élections présidentielle et législatives du jeudi 31 octobre, dont les résultats définitifs ne seront connus que dans quelques jours.

LUSAKA

de notre envoyé spécial

La Zambie a un nouveau président. M. Frederick Chiluba, le patron du Mouvement pour le multipartisme et la démocratie (MMD), a défait M. Kenneth Kaunda et l'appareil de son Parti unifié de l'indépendance nationale (UNIP), qui fut, dix-huit ans durant, l'omnipotent parti unique. Au cours d'une conférence de presse improvisée au milieu de la nuit de vendredi à samedi, au domicile d'un ami, M. Frederick Chiluba a annoncé que le président Kaunda l'avait appelé au téléphone peu avant 20 heures pour le féliciter et l'assurer de sa future collaboration.

Dans le salon-salle à manger d'une maison chère de Kabulonga, un quartier résidentiel de Lusaka, M. Frederick Chiluba, vêtu d'un strict costume beige croisé, assis derrière une table où peu de temps auparavant trônaient une salière et un poivrier, dit avoir « accepté les félicitations » de son prédécesseur.

Très petit de taille, le nouveau chef de l'Etat, dont le menton s'orne d'un bon poil court, pousse des yeux sous les éclats des flashs des photographes. Usant d'un ton beaucoup plus conciliant qu'il ne l'avait fait au cours de la campagne électorale, il affirme avoir de la considération pour M. Kenneth Kaunda, père de la Zambie et maintenant chef d'un parti d'opposition : « C'est un digne homme. Il doit se sentir un Zambien parmi d'autres Zambiens et savoir qu'il jouira de tout le respect qu'il mérite », a déclaré M. Chiluba.

Félicitations de M. Carter

Assis entre M. Dipak Patel, directeur de sa campagne électorale, nouveau député du centre de Lusaka, et l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, venu lui présenter ses félicitations, M. Frederick Chiluba précise qu'il prêtera serment devant la Haute Cour de justice samedi 2 novembre dans la matinée, après que le président sortant, M. Kenneth Kaunda, se sera adressé à la nation.

Dans la journée, au lendemain des élections, le quartier général de son parti bruisait comme une ruche. M. Michael Sata, député MMD de la circonscription de Kabwata fraîchement élu, considère que M. Kenneth Kaunda, « K.K. », comme l'appellent familièrement les Zambiens, a eu « tort » de ne pas vouloir accepter l'idée de changement plus tôt.

« Il croyait qu'il pourrait toujours gagner la présidentielle sur sa seule popularité », explique-t-il en rappelant que « K.K. » avait annoncé sa « victoire portée par un raz de marée de l'UNIP ». M. Sata, surnommé « le cobra noir » par ses amis, lui-même dissident de l'UNIP puisqu'il siège au Parlement sous la bannière du parti unique de 1983 à 1990, constate, heureux : « On voit bien aujourd'hui de quel côté il vient ce raz de marée ».

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : prochaine visite du ministre des affaires étrangères à Moscou et dans les pays baltes. — Le porte-parole du ministre sud-africain des affaires étrangères a annoncé, vendredi 1^{er} novembre, que M. Botha se rendra prochainement en URSS et dans les pays baltes. M. Botha sera le premier Sud-Africain à effectuer une visite au niveau gouvernemental en Union soviétique. Les deux pays n'entretenaient pas de relations diplomatiques, mais ont récemment ouvert des sections auprès des ambassades d'Australie, à Moscou et à Pretoria, pour représenter leurs intérêts respectifs. — (Reuters)

INDE : confirmation de l'enlèvement d'un ingénieur français par des indépendantistes du Cachemire. — Le groupe Al-Fatah (indépendantiste du Cachemire) a fait cir-

culé, vendredi 1^{er} novembre, des lettres manuscrites et une photographie de M. Antonio Silva, l'ingénieur français d'origine portugaise qu'il détient et qu'il menace d'exécuter, si le gouvernement indien ne libère pas de prison onze des siens. L'une de ces lettres est adressée au président Mitterrand. Le groupe Al-Fatah affirme qu'à l'heure actuelle, la libération de M. Silva mettrait en danger ses propres membres, en raison du rattachement effectif par les forces de sécurité indiennes dans la vallée du Cachemire. — (AP)

IRLANDE : manœuvres militaires indiennes. — Le ministre irlandais de la défense a été interpellé au Parlement par un député à propos d'une caractéristique curieuse des exercices de tir de l'armée de réserve : faute d'un budget suffisant pour acheter des

munitions, les soldats se contentent de pointer leurs armes et de crier « Bang! Bang! ». En réponse au parlementaire, le ministre a souligné la nécessité des coupes budgétaires et assuré les députés que « le moral des troupes » n'était pas affecté. — (AFP)

PHILIPPINES : reddition d'officiers rebelles. — Quinze officiers ayant participé à l'une ou l'autre des sept mutineries menées contre la présidente, M^{me} Corason Aquino depuis son arrivée au pouvoir en 1986, se sont rendus vendredi 1^{er} novembre aux autorités militaires. Parmi eux, figure M. Eduardo Kapunan, considéré comme l'inspirateur du colonel Gregorio Honasan, lui-même réputé le plus important des officiers rebelles passés à la clandestinité après l'échec des soulève-

ments. La reddition est survenue après des négociations auxquelles a participé le chef d'état-major, le général Lisandro Abadía. — (AP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : consultation sur l'avenir de la Fédération. — Le président Václav Havel a convoqué les principaux dirigeants politiques tchèques et slovaques à une « réunion urgente », dimanche 3 novembre, dans sa maison de campagne, sur l'avenir de la Fédération. Le but de cette réunion est d'éclairer le danger d'une division du pays en deux Etats indépendants, réclamée par les mouvements séparatistes slovaques. — (AFP)

TOGO : arrestation de trois officiers supérieurs proches du chef de l'Etat. — Le premier ministre de transition du Togo, M. Joseph

Kokou Kothogoh, a indiqué, jeudi 31 octobre, que trois officiers supérieurs impliqués dans les coups de force militaires du mois dernier avaient été placés aux arrêts de rigueur le 15 octobre, en attendant d'être jugés. Ces officiers sont considérés comme des proches du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma. Parmi eux, figurent le colonel Toyi Gnassingbé, commandant la garde présidentielle et demi-frère du général Eyadéma, ainsi que le commandant Narcisse Djoua, « tête noire » des dirigeants de l'opposition. — (AFP)

TURQUIE : un activiste d'extrême gauche condamné à mort. — Un tribunal militaire d'exception d'Istanbul a prononcé, vendredi 1^{er} novembre, une condamnation à mort (sur 180 demandées) et 41 condamnations à la réclusion à perpétuité à l'issue du procès fleuve de 1 243 membres présumés de l'organisation Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) soupçonnés de multiples attentats et qui a duré plus de dix ans. 553 personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement variant de trente-trois mois à vingt ans. 382 accusés ont été acquittés et le tribunal a ordonné un non-lieu pour 66 accusés, dont ceux qui sont décédés pendant la durée du procès. — (AFP)

Rectificatif. — Dans l'entretien qu'il nous a accordé (le Monde du 1^{er} novembre), M. Ghazali, premier ministre algérien, a déclaré : « Soyons prolétaires de notre côté, soyons propriétaires du nôtre », et non pas le contraire, comme une méconnaissance erreur de transmission nous l'a fait écrire.

Fin de règne

Suite de la première page

Interné deux mois en 1955 pour possession de littérature interdite, il rompt avec l'ANC trois ans plus tard pour former le Congrès national de Zambie, qui sera interdit en 1959. Kenneth Kaunda passe alors neuf mois en prison et, dès sa sortie, prend la tête d'un nouveau parti, l'UNIP (Parti unifié pour l'indépendance nationale). Elu député au Conseil législatif en 1962, il remporte avec l'UNIP les élections suivantes et devient ainsi, le 22 janvier 1964, le plus jeune premier ministre du Commonwealth. A ce titre, il négocie l'indépendance de la Rhodésie du Nord, en mai 1964, à Londres, et, lorsque la République de Zambie est proclamée, le 24 octobre de la

même année, il en devient le premier président. Il sera réélu à la tête de l'Etat tous les cinq ans, non sans avoir dû surmonter plusieurs crises internes et avoir placé son pays, en décembre 1972, sous le régime de parti unique.

En janvier 1976, il déclare la Zambie « en guerre » en annonçant l'application d'un état d'urgence vieux de onze ans et quelque peu oublié. L'Etat ne tire plus de revenus suffisants du cuivre, qui assure deux ans plus tôt, la moitié de ses ressources. Le régime fait alors face aux pressions d'un « lobby sud-africain » favorable au rétablissement officiel des relations commerciales avec la Rhodésie (l'actuelle Zambie) et la République sud-africaine. Kaunda se trouve dans une impasse : ni l'économie ni la société post-coloniale de la Zambie ne semblent se prêter aux rajustements nécessaires. Douze années après l'indépendance, le pays fait peut-être encore trop penser à l'ancienne Rhodésie du Nord.

Un carrefour important

La « zambianisation » tant prônée par le chef de l'Etat n'est guère un succès. L'exploitation du cuivre est demeurée entre les mains des cadres européens de sociétés multinationales. A Lusaka, le style de vie ne s'est pas beaucoup modifié depuis l'époque coloniale : chacun continue de vivre chez soi, l'Européen au bord de sa piscine, l'Indien dans son magasin et l'Africain à sa place, à cette nuance près que les conditions de sécurité se sont nettement dégradées. Pour nourrir quelque cinq millions de citoyens, le gouvernement s'en remet même de plus en plus à de discrètes importations d'Afrique du Sud. Depuis l'indépendance, la superficie des terres en culture a diminué.

En revanche, sur le plan régional, la capitale zambienne est devenue un important carrefour et le président Kaunda participe à toutes les négociations sur l'avenir de l'Afrique australe. En janvier 1973, il prend la souveraine décision de fermer la frontière de son pays avec la Rhodésie de M. Smith, ce qui prive la Zambie de sa principale voie d'exportation de cuivre. Fin 1974, quand M. Vorster lance sa politique de

« détente » avec l'Afrique noire, qui fera long feu, le président zambien évoque, bien imprudemment, la « voix de la raison » et ira même jusqu'à rencontrer, le 25 août 1975, à l'occasion d'une conférence sans lendemain sur le problème rhodésien, le premier ministre sud-africain, geste qu'il renouvellera sept ans plus tard, en mai 1982, sans avantage de succès, à l'égard de M. Botha, successeur de M. Vorster.

Entre-temps, les louvoisements de « K.K. » tous les Africains l'appellent désormais ainsi — ne lui valent pas que des amis.

Pendant le conflit anglois, Kenneth Kaunda prend partie pour l'UNITA de M. Jonas Savimbi contre le MPLA d'Angustinho Neto. C'est par la Zambie que transite une partie du matériel de guerre de l'UNITA. « K.K. » aurait même été l'un des chefs d'Etat d'Afrique noire à réclamer une intervention armée de l'Afrique du Sud contre les troupes cubaines.

S. Kenneth Kaunda a parfois donné l'impression d'être pris entre deux feux, ou celle d'être un peu dépassé par le cyclone qui s'est élevé en Afrique australe dans le sillage de la décolonisation portugaise, c'est peut-être qu'il n'a jamais renoncé au rêve de voir le « pouvoir civil » s'amender suffisamment pour lui permettre de rebâter de la Zambie un marché pour l'Afrique du Sud. « Un homme qui collecte du miel, a-t-il dit en sortant de prison en 1960, s'attend à être piqué par des abeilles. » Ce chef d'Etat, qui s'est si souvent effondré en larmes au milieu d'un discours, était sans doute mieux fait pour le combat de l'indépendance politique de la Zambie que pour celui, beaucoup plus dur, de la libération de l'Afrique australe, dont il n'a jamais vraiment accepté toutes les implications. Paradoxalement, l'échec de sa politique intérieure est devenu évident alors que l'Afrique du Sud évoluait dans le bon sens.

Le masque tombe

Tout entier occupé à dénouer l'apartheid, il néglige les problèmes de son pays au point que, faute de mesures économiques cohérentes, celui-ci s'appauvrit rapidement après la chute des cours du cuivre. Réélu sans coup férir à la présidence en 1985, Kenneth Kaunda doit faire face, trois ans plus tard, à des « émeutes de la faim » dans la « ceinture de cuivre », où le ras-le-bol populaire a atteint son comble. Incapable de trouver un arrangement avec le FMI, qui prescrit à ses yeux une action trop amère, il tente d'ouïr, ses ennemis domestiques en se présentant, avec succès, à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine.

En 1990, quelques semaines après avoir accueilli triomphalement à Lusaka M. Nelson Mandela, dont la libération change radicalement la donne en Afrique du Sud et dans la région, le héros quelque peu fatigué du combat contre l'apartheid doit interrompre ses vacances pour rentrer d'urgence à Lusaka, où le couvre-feu a été décrété, le 26 juin, après des troubles sur les campus. Dans une Afrique noire où l'heure de la contestation sonne partout, le masque de respectabilité du régime Kaunda venait de tomber. La République zambienne, Etat à parti unique depuis 1972, était contrainte de s'ouvrir au multipartisme. M. Kaunda accepterait-il pour autant d'aller au-delà du discours ? Samedi, au lendemain de sa défaite, dans une adresse à la nation, il s'est incliné : « C'est la multipartisme, un jour on en perd, ça n'est pas la fin du monde », a-t-il dit à la télévision. Et d'ajouter : « Je quitte State House [la présidence] très fier, mais pas très fier. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le nouveau chef de l'Etat

M. Frederick Chiluba, un syndicaliste populaire

LUSAKA

de notre envoyé spécial

Le nouveau président de l'Etat zambien est un homme de petite taille à l'allure et au visage volontaires qui n'était connu, jusqu'à l'en passe, que pour ses qualités de syndicaliste et d'homme d'affaires. Son aïeul est égaré avec son avènement à la tête du Mouvement pour le multipartisme et la démocratie (MMD), le principal parti d'opposition.

La popularité de M. Frederick Chiluba en sein de son parti s'est étendue rapidement depuis le mois de mars de cette année. Dans les réunions publiques organisées au cours de la campagne électorale, ses supporters l'appellent « le libérateur » comme si, le megalé eident, il avait eu le pouvoir de remédier à l'inflation galopante, aux pénuries, au manque de manuels sco-

laire et de médicaments dans les hôpitaux.

Cet homme providentiel, David appelé à terrasser Goliath, est né en 1943 dans la province de Luapula, dans l'extrême nord du pays, avant de suivre ses parents à Kitwe, dans la Copperbelt, littéralement la « ceinture de cuivre », poutre de l'économie zambienne, où il passe son enfance. Son père, mineur, mourut alors qu'il était encore enfant. Elevé par sa grand-mère, il abandonna l'école assez tôt et partit travailler quelque temps comme employé aux écritures dans une plantation de sisal en Tanzanie.

« C'est là, dit-il volontiers, que mon intérêt pour le syndicalisme naquit. » M. Frederick Chiluba, encore aujourd'hui, est fier d'avoir pu étudier les sciences politiques par correspondance. Il lui reste de cette époque un

goût avéré pour la lecture. Il cite du reste aussi fréquemment le Bible que les grands auteurs.

Il débute réellement dans la vie professionnelle en 1968 en travaillant pour Atlas-Copco, à Ndola, dans la Copperbelt. Il rejoignit ensuite le mouvement syndical en adhérant à l'Union nationale du bâtiment, de l'ingénierie et des travailleurs qualifiés (NUEBW), dont il devint président en 1971. Trois ans plus tard, il est élu à la tête du Congrès zambien des syndicats (ZCTU), une puissante confédération qu'il dirigea jusqu'en 1981 en étant réélu régulièrement.

M. Chiluba connut la prison en 1981. Il fut incarcéré pour avoir, selon les dires du pouvoir, « formé des troubles sociaux ». Il eut le cœur de penser que son arrestation allait déclencher

les foudres populaires. Il n'en fut rien. Et M. Frederick Chiluba affirme que cette indifférence a forgé sa « détermination à lutter contre l'injustice ».

Sea collègue le décrivent comme un être plutôt autoritaire aimant à s'entourer de compagnons fidèles et supportant mal la critique. Il est incontestablement un habile manœuvrier pour être resté dix-sept ans à la barre du ZCTU, soumis aux tempêtes qu'il n'ont pas épargné le mouvement syndical. En tout cas, le candidat Chiluba avait fait le bon choix en prenant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les Zambiens en ont reconnu les qualités essentielles pour déferler sur son terrain le vieux dinosaure africain, M. Kenneth Kaunda, qu'il a finalement terrassé.

F. F.

AFRIQUE

ALGERIE : plus de cent mille manifestants à Alger

La démonstration de force du Front islamique accroît l'embarras du gouvernement

Le trente-septième anniversaire du début de l'insurrection algérienne contre la colonisation française a été célébré, vendredi 1^{er} novembre, dans tout le pays par de nombreuses cérémonies. Le Front islamique du salut (FIS), pour sa part, avait choisi ce jour pour défilé dans les rues de la capitale en se présentant comme le seul héritier légitime du mouvement d'insurrection. La manifestation a rassemblé cent cinquante mille à trois cent mille personnes, selon les estimations.

ALGER

de notre correspondant

C'est comme si rien n'avait changé. Cinq mois après les événements qui, en juin dernier, avaient conduit à l'arrestation des principaux dirigeants du FIS, à la chute du gouvernement et au report des élections législatives, le parti intégriste, toujours aussi puissant, défie dans les rues de la capitale, avec les mêmes slogans pour réclamer un « Etat islamique », les mêmes fantasmes pour dénoncer « la presse juive », la même détermination à marquer sa présence sur la scène politique.

Vendredi, après la grande prière, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont donc traversé Alger, de la place du 1^{er} Mai à celle des Martyrs, d'où la police les avait brutalement chassés en juin dernier. Vus de tout le pays, ils étaient bientôt rejoints par la jeunesse de Bab-el-Oued et de la Casbah, qui a rapidement renforcé le cortège. La « saucisse islamique », une fois de plus, a pris : un fond de vrais dévots, un grand bol d'extrême gauche, quelques milliers de commerçants qui voient, loin et, pour pimenter le tout, une copieuse caillonnée de jeunes qui, la rage au cœur, n'ont plus pour boussole que la haine des éternels vaincus.

Retour à la case départ

Le réveil est dur pour ceux qui pensaient, sinon espéraient, que ses morts, l'emprisonnement de ses dirigeants et la fermeture de ses locaux allaient contenir le parti intégriste pour longtemps. Malgré les entraves portées à ses

activités - ses bureaux demeurent clos et sa presse interdite de fait - le FIS est encore là, sans doute désorganisé au sommet, mais toujours tonique à la base.

Cinq mois après les émeutes de juin, on semble en être revenu à la case départ. Pour protester contre le découpage électoral qu'il jugeait inique, le FIS menaçait alors de boycotter les élections législatives tout en désignant ses candidats et en se donnant les moyens de faire campagne. Aujourd'hui, de la même façon, il affirme que la libération des détenus est un quasi-préalable à sa participation aux prochaines élections, mais il a retiré les dossiers qui lui permettraient éventuellement d'inscrire ses candidats.

Autant de similitudes qui font craindre à certains la répétition, demain, des dérapages d'hier. De fait l'éventuelle participation du FIS aux élections de décembre prochain est en train de devenir le problème politique numéro un du gouvernement. Soit les islamistes présentent leurs candidats et ils seront vraisemblablement (le sont-ils ?) les principaux candidats à la démission du gouvernement. Soit, comme certains de leurs responsables le préconisent, ils boycottent la consultation, et ils diminueront d'autant la crédibilité de l'événement alors que se développe, y compris parmi les partis qui ont annoncé leur participation, un fort courant de scepticisme autour de ces élections trop souvent promises et reportées.

Conscient du danger que représenterait un important mouvement d'abstention, le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, a plusieurs fois affirmé, comme il l'a fait lors d'un récent entretien au Monde (numéro du 1^{er} novembre), que l'une de ses priorités était d'inciter les Algériens à utiliser leur bulletin de vote. De son côté, le président Chadli vient de laisser entendre qu'il pourrait exercer son droit de grâce une fois que seraient jugés les dirigeants du FIS incarcérés. La déclaration, faite jeudi, a été aussitôt ressentie comme un appel du pied en direction des intégristes qui seraient tentés d'échanger la participation de leur parti contre la libération de leurs dirigeants.

GEORGES MARION

ZAÏRE : alors que les nouveaux ministres prêtaient serment

L'opposition a créé un « gouvernement-bis »

Alors que l'opposition zaïroise demande le maintien d'une présence militaire étrangère dans le pays, le gouvernement a fait savoir, vendredi 1^{er} novembre, au Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il souhaitait le départ immédiat des troupes belges de son territoire. Selon la radio belge, les parashutistes envoyés par Bruxelles auront quitté le Zaïre lundi.

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Garde présidentielle en uniforme de parade, long tapis à imprimé léopard dans les allées, fanfare, Mercedes et serveurs en livrée : c'est avec un faste ostensible que la cérémonie de prestation de serment du nouveau gouvernement zaïrois, dirigé par M. Mungul Diaka, a été organisée, vendredi, dans le domaine présidentiel de Nsèle, à une cinquantaine de kilomètres de Kinshasa.

Un à un, les trente-quatre ministres et secrétaires d'Etat sont venus signer, sous le regard impassible du chef de l'Etat, le document officiel par lequel chacun d'eux s'engage à « respecter la constitution ».

La télévision nationale, qui a retransmis des extraits de la cérémonie, a omis, en revanche, de signaler la tenue, au même moment, d'un premier « conseil

des ministres » organisé par les partis de l'opposition au domicile du ministre de l'Intérieur, M. Edouard Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), figure de proue de la contestation, qui fut récemment un premier ministre « consenti » et vite révoqué par le président. A l'exemple de leurs collègues congolais malgaches, les opposants zaïrois ont ainsi mis sur pied une sorte de « gouvernement-bis », dont il est encore difficile de mesurer la crédibilité et la popularité dans le pays.

Visiblement soucieux de faire un peu de ménage dans leurs rangs, les dirigeants de l'UDPS et du Parti démocrate-chrétien - devenus, de facto, les deux principales composantes de l'Union sacrée, la coalition des mouvements d'opposition - ont décidé d'exclure les partis dont les membres ont accepté de participer au gouvernement de M. Mungul Diaka.

L'opposition a, demandé une nouvelle fois à la France et à la Belgique de « maintenir et renforcer » la présence de leurs troupes au Zaïre. Cet appel semble cependant ne devoir être qu'un vœu pieux : les militaires français ont quitté le pays jeudi et leurs homologues belges devraient avoir plié bagages et paquets au milieu de la semaine prochaine. En revanche, l'Union sacrée a exclu d'organiser, dans les jours qui viennent, des manifestations de rue ou des réunions publiques.

CATHERINE SIMON

EUROPE

URSS

Les députés de Russie ont accordé les pouvoirs spéciaux à M. Eltsine

Le Congrès des députés de Russie a été réuni, vendredi 1^{er} novembre, à M. Boris Eltsine les pouvoirs exceptionnels qu'il demandait afin de lancer son programme radical de réformes exposé il y a une semaine (le Monde du 30 octobre). Le président de la Fédération de Russie a été investi, par un vote très largement majoritaire, du droit de gouverner par décrets et de suspendre « les actes légaux et législatifs de l'Union soviétique » contraires à sa propre réforme en Russie.

L'adoption de deux textes formant l'ossature du programme de libéralisation de l'économie russe a donné lieu à de longs débats. A la dernière minute, les députés ont adopté, par 753 voix pour et 59 contre, le texte sur les « garanties légales de la réforme économique » qui accorde au président russe le droit de gouverner par décrets dans le domaine social et économique. Les députés ont également approuvé par 787 voix pour et 56 contre le

texte sur l'« organisation du pouvoir exécutif » qui donne au président russe le droit de nommer les dirigeants des administrations locales pendant un an, après avis des députés de la région concernée. Toutes les élections locales sont en outre suspendues jusqu'au 1^{er} décembre 1992.

Le conseiller d'Etat de la Russie, M. Sergueï Chakhrai, inspirateur de la plupart des décrets pris par le président Eltsine ces derniers mois, a dû défendre point par point les deux textes, adoptés finalement avec des amendements mineurs. Le Parlement russe et sa direction collégiale, le présidium, conservent ainsi un droit de veto pour les décrets « contraires à la législation de la Fédération de Russie », à utiliser dans un délai d'une semaine.

La libéralisation des prix que M. Eltsine s'est engagé, lundi, d'introduire avant la fin de l'année avait immédiatement replongé les Russes dans une frénésie d'achats et de stockage des rares produits encore en magasins, donnant un nouveau coup de spirale aux prix. Vendredi, les conseillers de M. Eltsine expliquaient que cette libéralisation ne se fera pas brutalement, qu'il faudra

d'abord lancer les mécanismes de la privatisation et que, en tout état de cause, les prix des produits énergétiques et de l'alimentation de base (pain, lait, aliments pour enfants et vodka) resteraient contrôlés.

Menaces

sur la Gosbank

La confusion reste également entière sur la question de la décentralisation monétaire et financière au niveau de l'Union. Jeudi, M. Boris Eltsine annonçait qu'il envisageait de supprimer la Banque d'Etat soviétique (Gosbank) au profit de la Banque d'Etat russe, qui émettrait la monnaie, ce qui avait vivement inquiété les milieux occidentaux. Mais vendredi M. Eltsine avait « changé d'avis », déclarait M. Ivan Silaev, confirmé le même jour dans ses fonctions de président du Comité économique inter-républicain, vestige du gouvernement central soviétique.

Plus peut-être qu'une volte-face, ces déclarations contradictoires du président russe traduisent le pressentiment qu'il exerce régulièrement sur les autres Républiques et sur le

vieux « centre » de M. Gorbatchev. Entre-temps, en effet, ce comité inter-républicain annonçait une série de mesures allant dans le sens souhaité par la Russie : il suspendait une nouvelle émission de 30 milliards de roubles demandée par M. Gorbatchev pour couvrir le déficit fédéral, annonçait la suppression de quelque quatre-vingt ministères fédéraux sur une centaine au 15 novembre, ainsi que la tenue d'une réunion au sommet des Républiques sur la question de la dette soviétique. Ce sommet doit se tenir le 9 novembre à Kiev, a annoncé l'agence Tass, alors que l'Ukraine ne fait pas partie des huit Républiques ayant signé le traité économique le 18 octobre dernier. L'Ukraine a fait savoir qu'elle acceptait de participer au remboursement de la dette extérieure soviétique, mais exigeait en compensation sa part des créances et avoirs soviétiques. Les procédures de calcul permettant de répartir dettes et ressources entre Républiques - question hautement complexe et politique - sont désormais au premier plan des relations inter-républicaines de l'ex-URSS. - (AFP, Reuters.)

YUGOSLAVIE

Le « bloc serbe » juge les propositions des Douze « fondamentalement acceptables »

Le statut des Serbes de Croatie proposé par la conférence de paix de La Haye est « fondamentalement acceptable », a estimé le « bloc serbe » (Serbie, Kosovo, Vojvodine, Monténégro) au sein de la présidence yougoslave qui s'est réuni, vendredi 1^{er} novembre, à Belgrade.

Toutefois, les garanties concernant le bon fonctionnement de ce statut sont jugées, selon le communiqué émis par l'agence Tass, « absolument insatisfaisantes ». Le « bloc serbe » semble avoir ainsi assoupli sa position sur le sort de la communauté serbe en Croatie (environ 600 000 personnes), ce qui laisse prévoir qu'il se rendra à la réunion plénière de la conférence de paix à La Haye, mardi 5 novembre, alors qu'il avait boycotté la session précédente.

En soutenant, du moins en partie, le statut proposé par la CEE pour les Serbes de Croatie, la Serbie échappe à la menace de sanctions économiques brandie par les Douze en cas de rejet des principes généraux du plan qui doit être présenté la semaine prochaine à La Haye.

En même temps, son engagement réaffirmé pour trouver un cadre permettant « aux peuples qui le souhaitent de vivre dans un Etat commun » répond à l'attente des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, qui ont exprimé leur volonté de vivre tous dans un même Etat centré autour de la Serbie. - (AFP.)

○ Bombardements autour de Dubrovnik. - L'armée yougoslave a bombardé, vendredi 1^{er} novembre, pendant six heures les agglomérations de Zaton et Mikosica, à 2 kilomètres au nord du centre historique de Dubrovnik, déclenchant des incendies sur les collines voisines. La radio croate a annoncé qu'une femme et quatre enfants avaient été tués pendant ces bombardements. Il s'agit de l'attaque la plus violente depuis le 25 octobre, date à laquelle l'armée yougoslave a accepté une trêve autour de Dubrovnik. La ville de Vukovar et plusieurs villages environnants, dans le nord-est de la Croatie, ont également été bombardés vendredi. - (Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement veut endiguer l'afflux des demandeurs d'asile

LONDRES

de notre correspondant

M. Peter Lloyd, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, n'a pas caché que l'aplanissement de la loi sur le droit d'asile, dont le projet a été présenté, vendredi 1^{er} novembre, ne se ferait pas sans quelques « bavures », c'est-à-dire sans que d'authentiques demandeurs d'asile se voient refuser l'entrée en Grande-Bretagne.

Comme d'autres pays occidentaux, la Grande-Bretagne est confrontée à un accroissement rapide du nombre de réfugiés en provenance de pays en développement et originaires de l'Europe de l'Est : le nombre des demandeurs d'asile a été multiplié par dix en trois ans, 5 000 demandes ont été enregistrées en 1988, 30 000 en 1990, et plus de 46 000 cette année. « Il serait grandement irresponsable de la part du gouvernement de ne pas réagir devant cet afflux », a expliqué le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Baker.

Le gouvernement britannique a donc décidé de se doter d'une législation beaucoup plus restrictive, dans le but de réduire le nombre des personnes autorisées à pénétrer en Grande-Bretagne, ainsi que celles qui se voient accorder une « permission exceptionnelle de séjour » (ELR), pour des raisons humanitaires ou dans l'attente d'une déci-

sion administrative. Sur les 4 060 demandeurs dont la situation a été tranchée en 1990, 2 460, soit 60 %, ont bénéficié de l'ELR pour une période (renouvelable) de douze mois. L'asile a été accordé à 980 personnes (24 %), et les demandes de 650 personnes (16 %) ont été rejetées. Environ 60 000 cas sont en cours d'examen.

Des mesures destinées à intervenir avant même l'entrée en Grande-Bretagne sont prévues : les compagnies aériennes, qui risquent déjà une amende de 2 000 livres (environ 20 800 francs) en cas de transport d'un passager sans documents d'immigration en règle, devront multiplier les contrôles à l'embarquement. Selon le projet de loi (que le gouvernement souhaite voir adopté par le Parlement avant les prochaines élections générales), l'asile sera notamment refusé si la demande n'est pas déposée dès l'arrivée. La police pourra, d'autre part, prélever les empreintes digitales des demandeurs, afin de détecter les demandes multiples sous des noms différents. Pour tenter de réduire le délai de réponse de l'administration (deux ans en moyenne) à quatre mois, 760 officiers d'immigration vont être recrutés, 300 centres d'hébergement provisoires vont être créés. Enfin, les allocations de logement aux demandeurs d'asile seront réduites à la baisse.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

ANDORRE

Première motion de censure contre le chef du gouvernement

Pour la première fois en principauté d'Andorre, une motion de censure demandant la démission du chef du gouvernement, M. Ocar Ribas, a été ramassée, jeudi 31 octobre, à M. Albert Gélalbert, syndic général (président du Parlement), par douze conseillers généraux de la tendance majoritaire, qui compte seize conseillers sur vingt-huit. Le basculement de cinq conseillers généraux avait entraîné un changement de majorité au conseil général des Vallées (le Parlement andorran) et permis à M. Gélalbert d'être élu syndic général de la principauté, le 11 février 1991. Depuis, tous les projets de loi que le gouvernement a présentés, y compris celui du budget, ont été systématiquement bloqués. La syndic convoquera le 7 novembre une séance extraordinaire du conseil général, qui devra procéder à un vote le jour même. M. Ribas, en fonction depuis le 12 janvier 1990, est lui-même élu par le conseil des Vallées. Les lois andorranes ne permettent la révocation d'un chef de gouvernement que par une majorité des deux tiers, soit dix-neuf voix. - (AFP.)

BIRMANIE

Mme Suu Kyi, Prix Nobel de la paix a entrepris une grève de la faim

Mme Aung San Suu Kyi, l'opposante birmane qui a reçu, le 14 octobre, le prix Nobel de la paix pour son action non violente en faveur des droits de l'homme dans son pays, mène depuis près de deux semaines une grève de la faim et se trouve dans un état de santé critique, a annoncé samedi 2 novembre le gouvernement de coalition nationale de l'Union de Birmanie (NUGUB), en exil à Bangkok.

Détenue depuis juillet 1989 à son domicile de Rangoun, ou ailleurs, par la junte militaire au pouvoir, Mme Suu Kyi, âgée de quarante-six ans, entend ainsi protester contre le refus des dirigeants birmanes de lui laisser exercer une véritable tutelle sur le pays en attendant la tenue d'élections, vers le printemps de 1993, comptera jusqu'à 12 000 personnes. Sa campagnante militante sera, en particulier, chargée de vérifier l'application du cessez-le-feu et de procéder au déminage.

Des militaires de vingt-deux pays participeront à la mission de l'ONU.

CAMBODGE

Un avion militaire français sous autorité de l'ONU rejoint Phnom-Penh

Un Transall C-160 de l'armée de l'air française est arrivé vendredi 1^{er} novembre à Bangkok, avant de rejoindre Phnom-Penh. Il emmène une unité de commandement et des spécialistes militaires du transport aérien, entraînant les premiers éléments de la MIPRENUC.

Cette Mission préparatoire de l'ONU au Cambodge, qui comptera au total 280 hommes (110 militaires et 150 civils), est chargée d'organiser le déploiement, à partir du 1^{er} janvier prochain, de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge, dont la mise en place a été décidée par la conférence de paix de Paris, le 23 octobre. L'APRONUC, qui exercera une véritable tutelle sur le pays en attendant la tenue d'élections, vers le printemps de 1993, comptera jusqu'à 12 000 personnes. Sa campagnante militante sera, en particulier, chargée de vérifier l'application du cessez-le-feu et de procéder au déminage.

Des militaires de vingt-deux pays participeront à la mission de l'ONU.

CUBA

M. Castro refuserait à sa fille illégitime de quitter le pays

Seule fille des cinq enfants illégitimes du leader de la révolution cubaine, M^{lle} Aline Fernandez Revueltas, âgée de trente-cinq ans, vivrait pratiquement en résidence surveillée depuis deux ans à La Havane et se verrait systématiquement refuser par les autorités cubaines le droit de se rendre à l'étranger.

Le docteur Alfredo Geraie de Santamaría, qui a obtenu l'asile politique en Suède en juin dernier, affirme que l'état de santé de sa fille serait devenu préoccupant. Elle ne serait même plus en mesure de s'occuper elle-même de sa petite fille. Jamais reconnue officiellement par son père, M^{lle} Fernandez a néanmoins joui de privilèges réservés à la nomenklatura cubaine. Le docteur Garcia indique qu'il a alerté les organisations internationales concernées afin qu'elles fassent pression sur le régime castriste pour autoriser M^{lle} Fernandez, fille de Nery Revueltas (une des premières militantes du groupe constitué autour de Fidel Castro pour s'opposer au dictateur Batista) à quitter le territoire cubain. (Corresp.)

هنا من الوطن

سنة من العمل

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Roland Dumas au Yémen

La France souhaite aider Sanaa à sortir de son isolement

Après une visite de deux jours au Yémen, M. Roland Dumas devait rencontrer, samedi 2 novembre, le président Moubarak en Égypte et s'entretenir à Djeddah avec le roi Fahd d'Arabie saoudite.

ADEN

de notre envoyée spéciale

M. Roland Dumas voulait exprimer l'intérêt de la France pour un pays assez singulier dans le monde arabe, le Yémen. M. Jack Lang avait l'idée, alors que l'océan le séparait du Yémen, de transformer la maison où vécut le poète à Aden en un centre franco-arabe de poésie. Cette conjonction a donné lieu, les 31 octobre et 1^{er} novembre, à un périple des deux ministres au royaume de Saba, devenu depuis le plus pauvre des pays arabes où, dans le peu de temps qu'autorise une visite officielle, ils découvrirent de concert quelques-unes des merveilles de la mythique Arabie. On les vit, l'un et l'autre muets d'un appareil photo, essayer de fixer l'étrange beauté des maisons de Sanaa dans les rues poussiéreuses de la vieille ville, arpenter quelques-uns des hauts lieux de la légendaire vallée de l'Hodramaout, celle de la myrte et de l'encens où, dit-on, naquirent les Rois mages, et s'arrêter longuement à Shibam, la ville couleur d'ébène où le savoir-faire architectural séculaire des Yéménites a érigé un saisissant ensemble de «grattoirs» de terre. Ce voyage yéménite s'acheva pour M. Roland Dumas à Aden, dans la maison du poète-négociant, hâtivement restaurée, «lieu de rencontre idéal de la poésie francophone et de la poésie arabe», selon le ministre de la culture, mais dont la vocation précise ne semble pas encore très clairement arrêtée.

Le principal motif de la visite du ministre des affaires étrangères était d'ordre plus politique. Il

s'agissait, en substance, de faire de ce pays, bien disposé envers la France, l'un des points d'appui dans le monde arabe d'une diplomatie française qui n'a pas renoncé à affirmer sa «différence». Le Yémen, fait-on valoir, même depuis la réunification de mai 1990 entre un Sud anciennement marxiste et un Nord aux structures traditionnelles et tribales — une expérience de démocratisation unique dans la région. Les partis politiques et les journaux s'y sont multipliés et des élections y seront organisées dans moins de dix mois.

Cette expérience se va sans tensions, donc aux difficultés économiques, aux mouvements islamistes, au déséquilibre du Sud, qui escomptait de meilleurs et plus rapides bénéfices de la réunification (le Monde des 9 et 10 juillet et du 26 octobre). Mais, à l'issue des entretiens qu'il a eus jeudi à Sanaa, notamment avec le président Ali Abdollah Saleh, M. Roland Dumas se disait convaincu de l'adhésion de ce pays au processus d'ouverture mis en œuvre et de la détermination de ses dirigeants à poursuivre sur la voie de la démocratisation. Il leur faut, disait M. Roland Dumas, du «courage».

Retombées de la guerre du Golfe

Le Yémen est en effet en train de payer extrêmement cher les positions qu'il a prises lors de la crise du Golfe. L'Arabie saoudite, son principal bailleur de fonds, a coupé tout crédit et renvoyé chez eux près d'un million de Yéménites qui faisaient vivre une large partie de la population de ce pays (environ 14 millions d'habitants). Le Yémen s'est retrouvé après la guerre dans un relatif isolement et redoute notamment de se voir exclu d'éventuels arrangements de sécurité régionaux. M. Dumas pouvait peut-être trouver, samedi à Djeddah, l'occasion de transmettre au souverain saoudite le désir

des dirigeants yéménites de renouer le dialogue avec leurs puissants voisins.

Lors de son long entretien avec le ministre français, le général Saleh a, selon M. Dumas, démontré son souci de rectifier la «fausse image» qui fut donnée de son pays pendant le conflit avec l'Irak en raison de ses positions au Conseil de sécurité de l'ONU, de ses contacts avec M. Saddam Hussein et de ceux, toujours très frivoles, avec M. Yasser Arafat. M. Dumas a fait remarquer que le Yémen avait voté à l'ONU toutes les résolutions «justes» et estimé que la démarche du général Saleh à Bagdad visait, comme celle de la France, «à éviter la guerre». A propos de la conférence de Madrid, le chef de l'Etat yéménite a déclaré, à l'issue de cet entretien, qu'il soutenait ce processus et qu'il «appréciait la position de la France en faveur du droit des Palestiniens à un Etat». M. Dumas a indiqué pour sa part qu'il avait aussi fait valoir les légitimes soucis d'Israël pour sa sécurité, qu'il avait trouvé un interlocuteur «sensible à ce raisonnement» et qu'on ne pouvait pas ranger ce pays «dans la catégorie des extrémistes».

La visite de M. Roland Dumas s'est traduite, au plan bilatéral, par un programme d'aide qui n'est peut-être pas tout à fait à la hauteur de ses ambitions politiques : 80 millions de francs, sous forme de dons du Trésor, sont affectés à des projets de développement au Yémen ; le ministre s'est engagé à élever l'aide alimentaire sous forme de dons de farine, à 4 000 tonnes en 1992 (contre 3 000 actuellement) ; un crédit acheteur pour l'achat de 300 000 tonnes de blé a été ouvert cette année. M. Dumas a d'autre part signé un accord de coopération culturelle, scientifique et technique, qui reprend en substance les deux accords existant précédemment avec le Yémen du Nord et celui du Sud.

CLAIRE TRÉAN

La visite de l'ancien premier ministre en Chine

M. Chirac réproche l'attitude de Pékin sur les droits de l'homme et la non-prolifération des armements

Venant de Tokyo, où il avait assisté à la remise du Prix impérial à divers artistes, M. Jacques Chirac a été reçu, vendredi 1^{er} novembre, à Pékin, par M. Jiang Zemin, secrétaire général du Parti communiste chinois, puis par M. Zhu Rongji, vice-premier ministre, avant de s'entretenir samedi matin avec M. Qian Qichen, ministre des affaires étrangères. En dépit de l'insistance de ses hôtes chinois, l'ancien premier ministre français s'est refusé de rencontrer le maire de Pékin, M. Chen Xitong, figure conservatrice associée à la répression de Tiananmen en 1989.

PÉKIN

de nos envoyés spéciaux

M. Jacques Chirac a déclaré, à l'issue de ses entretiens, ce pas avoir obtenu de réponses satisfaisantes sur les deux principaux sujets qu'il a évoqués avec ses interlocuteurs chinois, à savoir le respect des droits de l'homme et la non-prolifération des armements.

Sur le premier point, le vice-premier ministre M. Zhu s'est contenté de lui remettre, sans le moindre commentaire, un livre blanc que les autorités chinoises ont publié le même jour, tandis que M. Jiang Zemin se lançait dans des mélanges culinaires : «J'ai été à Lyon, j'ai vu de nombreuses sortes de fromages. Je les aime beaucoup mais, en général, les Chinois ne les apprécient pas», a déclaré M. Jiang pour signifier à son interlocuteur que la conception occidentale des droits de l'homme n'était pas adaptée à la situation chinoise. «Un usage intelligent et humoristique de la langue de bois», a commenté M. Chirac.

«Sans remettre en cause leurs principes et une certaine forme d'autorité, ils se grandissent en respectant les droits de l'homme», encore dit le maire de Paris en rendant compte de ses conversations. «Ce qu'il nous faut faire,

c'est enfoncer ce clou, politiquement, fermement. Comme pour les négociations commerciales avec les Japonais».

Se disant généralement en accord avec l'attitude adoptée par le gouvernement français vis-à-vis de Pékin, l'ancien premier ministre a demandé une amnistie des détenus politiques et la cessation des exécutions massives de criminels : «La Chine ne sera pas une puissance respectée tant qu'elle n'acceptera pas de tenir compte de cette exigence minimale en matière de droits de l'homme», M. Chirac compte insister à ses hôtes une note évoquant le sort de trois catégories de «victimes» du refus de dialoguer : dissidents, religieux et Tibétains. La mission de juristes qui a récemment séjourné en Chine — sans résultats — doit pouvoir revenir «et travailler sérieusement», a-t-il ajouté.

Pour l'ex-premier ministre, cette affaire des droits de l'homme est celle d'une des «deux graves erreurs» commises par la direction chinoise ; l'autre est son comporte-

ment «irresponsable et inacceptable sur le plan moral» en matière d'exportations de technologies sensibles. Il s'est entendu rappeler par le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, un proverbe chinois : «Les monarques peuvent allumer tous les incendies, le petit peuple n'a pas le droit de cracher le feu». «C'est la responsabilité de M. Chirac : «Les Grands font des bêtises, pourquoi pas nous?»

Ces exportations sont pour la Chine, déplore le maire de Paris, une source non négligeable de revenus, aussi qu'un moyen de faire valoir son existence politique «dans un monde de moins en moins sûr». Il estime que la Chine finira par signer le traité de non-prolifération nucléaire. Sans grand espoir à court terme, il a appelé les dirigeants chinois à se joindre à la France à la tête d'une «croisade» destinée à organiser, sous l'égide des Nations unies, un contrôle des exportations d'armes.

FRANCIS DERON et DANIEL VERNET

Les instances dirigeantes de l'UNESCO deviennent plus politiques

La vingt-sixième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, ouverte à Paris le 13 octobre et qui clôturera ses travaux le 7 novembre, a adopté par consensus le projet — originellement japonais — d'amendement de l'acte constitutif de l'UNESCO, vieux de quarante-cinq ans.

Cette réforme fait des cinquante et un membres du conseil exécutif, organe central de l'organisation, les représentants «directs» de leur pays d'origine, et non plus un ensemble de personnalités éues avant tout — du moins théoriquement — pour leurs qualités intellectuelles. Ce texte consacre la «politisation» du conseil exécutif, considérée par les promoteurs de l'amendement comme un «gage d'efficacité».

Des élections ont ensuite eu lieu pour renouveler une partie du

conseil exécutif. Le candidat de la France, qui était son propre ambassadeur auprès de l'UNESCO, M. Jean-Pierre Angremy (en littérature Pierre-Jean Remy, de l'Académie française), a été élu par 123 voix sur 151 suffrages exprimés, en remplacement de M. Marie-Claude Cabana, une diplomate proche de M. Jacques Chirac.

Les Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ainsi que Tuvalu (ex-colonie britannique insulaire du Pacifique anciennement nommée Ellice) ont été admis au sein de l'Organisation par la conférence générale ; enfin, celle-ci s'est donnée un président pour deux ans : l'historien kenyan Bethuel Allan Ogot (né en 1929, directeur général des Chemins de fer du Kenya depuis 1986, qui était notamment le favori des nations anglophones).

J.-P. P.-H.

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : la campagne pour l'élection présidentielle de 1992

Mario Cuomo «l'Hamlet de l'Hudson»

Sa candidature à l'investiture du parti démocrate pourrait changer du tout au tout le physionomie de la campagne pour l'élection présidentielle de l'an prochain, pour laquelle le président Bush part grand gagnant. Mais Mario Cuomo, le gouverneur de l'Etat de New-York, fait attendre sa décision, et les milieux politiques n'en finissent pas de scruter ses propos sibyllins.

WASHINGTON correspondance

Va-t-il ou non entrer dans la course à la Maison Blanche ? En 1988, après beaucoup de tergiversations, Mario Cuomo, gouverneur de l'Etat de New-York depuis neuf ans, avait décidé de renoncer à sa candidature. Cette année, celui qu'on appelle ironiquement «le Prince Mario», ou «l'Hamlet de l'Hudson», hésite encore, entretenant le suspense parmi les experts divisés. Certains déclinent dans ses propos l'intention de se présenter ; d'autres, au contraire, concluent à un nouveau refus.

Un excellent orateur

Son entrée en lice pourrait modifier le paysage politique : il est considéré comme le seul des hommes politiques démocrates ayant l'envergure suffisante pour tenir tête au président Bush, et sa candidature à l'investiture du Parti démocrate eclipserait toutes les autres.

Publiquement, le républicain s'affirme satisfait. Il prétend que ses convictions libérales, celles d'un homme se situant à gauche, avec une large propension à augmenter les dépenses et les taxes de son Etat (il proposait récemment 1 milliard de dollars d'impôt nouveau), le rendent très vulnérable. En privé toutefois, il admettent que Mario Cuomo représente le danger le plus sérieux pour le président Bush, surtout si la situation économique s'aggrave ou restait stagnante.

En fait, «le Prince Mario», contrairement à ce qu'il pensait il y a quatre ans, estimerait aujourd'hui que le président Bush n'est pas invincible. Il ne serait pas impressionné par la forte popularité (actuellement à

65 %) du président et il ne manquerait pas de rappeler qu'en 1982, bien que distancé de 35 points, il avait battu son concurrent pour la poêle de gouverneur de son Etat.

Mario Cuomo a conscience de ses atouts : il sait qu'il est en mesure de polariser le mécontentement des classes moyennes et qu'il peut se présenter comme le champion des économiquement faibles face aux «riches» favorisés par l'administration Bush. Fils d'un pauvre immigrant italien, père de cinq enfants, ayant fait une belle carrière d'avocat, puis de politicien, excellent joueur de baseball, il peut rallier de larges secteurs de l'électorat, à commencer par les minorités ethniques, qui se retrouvent plus en lui qu'en Bush, le patricien.

Mais ce qui le distingue surtout des autres hommes politiques, c'est un remarquable talent d'orateur, reconnu par tous les professionnels. «Cuomo, c'est de la poésie, tous les autres sont de la prose», a déclaré un jour l'ancien président républicain Richard Nixon. «Le Prince Mario» est en effet très à l'aise devant tous les auditoires, qu'il s'agisse des petites gens du faubourg new-yorkais de Queens ou des professeurs d'université. Les spécialistes pensent que, dans un débat télévisé, le président Bush serait surclassé.

Le gouverneur de New-York n'aurait pas dû mal à obtenir un large soutien financier des bailleurs de fonds démocrates. Et l'état-major de son parti estime que, même s'il était battu en 1992, sa campagne aiderait substantiellement les candidats démocrates au Congrès et aux postes de gouverneur.

Les foudres de l'Eglise

Alors, pourquoi hésite-t-il encore ? Parce qu'il a également conscience de ses limites et de ses points faibles. Son origine ethnique le rend suspect aux yeux de nombreux électeurs, entretenus par la presse et le cinéma dans leurs convictions qu'un Italo-Américain ne peut être que malhonnête, sinon même associé à la Mafia. Bien que étant lui-même eu-dessus de tout soupçon, les activités douteuses de certains de ses collaborateurs et certaines insinuations concernant son fils

offrent des munitions à ses adversaires.

Cet homme de famille, catholique pratiquant, s'est aussi attiré les foudres de l'Eglise par son attitude nuancée sur le problème de l'avortement, qui n'est satisfait ni les adversaires ni les partisans de l'interruption de grossesse.

Son opposition à la peine de mort le desservit auprès du grand public, et les électeurs du centre et du sud du pays se méfient d'un homme ayant fait exclusivement sa carrière à New-York. Surtout, l'énorme endettement de l'Etat de New-York compromet sa réputation de gestionnaire. Et Mario Cuomo n'a-t-il pas affirmé qu'il était difficile, voire impossible, de mener une campagne présidentielle et d'assumer ses fonctions de gouverneur ? Le précédent de M. Michael Dukakis, candidat malheureux en 1988, qui avait fait ce cumul, n'est évidemment pas encourageant.

Finalement, selon certains de ses proches, Mario Cuomo s'interrogerait sur ce que peut d'exercer le magistrature suprême. Il se sentirait encore «provincial» et insuffisamment au courant des problèmes mondiaux, soulignent qu'il n'aurait pas tellement les déplacements, même aux Etats-Unis.

Néanmoins, l'état-major républicain a pris ses précautions. Des spots publicitaires sont déjà prêts, montrant des images de rues défoncées, d'immeubles délabrés, envahis de sans-abri, sous le titre : «Cuomo fera pour l'Amérique ce qu'il fit pour New-York».

HENRI PÉREZ

Il Thérèse sur un campus dans l'Iowa. — Un étudiant d'origine chinoise, apparemment frustré de n'avoir pas réussi à décrocher une distinction académique, a tué quatre personnes et grièvement blessé deux autres avant de se donner la mort sur le campus de l'université de l'Iowa, à Iowa City, ont indiqué les autorités locales. Le forcené a notamment tué, dans un des amphithéâtres du campus, l'étudiant d'origine chinoise comme lui, qui obtenait la distinction qu'il convoitait. Ce drame survint moins de trois semaines après la tour de Killeco (Texas) au cours de laquelle 23 personnes avaient été assassinées dans un restaurant par un tueur fou. — (AFP, AP.)

CANADA

Un otage «oublié» au Liban

Le nom de M^{lle} Henriette Haddad, qui a la double nationalité libanaise et canadienne, ne figure pas sur la liste «officielle» des otages au Liban. Pourtant, sa famille affirme, depuis Montréal, qu'elle a été enlevée en 1985, et demande au gouvernement canadien d'obtenir sa libération avant Noël.

MONTREAL

de notre correspondant

Issue d'une famille chrétienne de commerçants beyroutiens, M^{lle} Henriette Haddad, âgée de soixante-quatre ans, vivait depuis 1980 au Canada, dont elle est citoyenne. Ses proches affirment qu'elle a disparu le 26 septembre 1985 alors qu'elle traversait la ligne de démarcation entre l'est et l'ouest de Beyrouth, pour aller rendre visite à des membres de sa famille.

«Nous savons qu'elle a été enlevée par la faction armée chite d'Amal», affirme son fils, M. Constantin Haddad. Quelques jours après son enlèvement, j'ai contacté Nabih Berri, chef de la milice chite Amal, par l'intermé-

diare de son frère qui vit au Canada. Ce dernier a aussi appelé le Parti Amal à Beyrouth de chez moi, en banlieue de Montréal. On lui a dit deux fois, devant témoins, que ma mère était chez eux et on a ajouté : «On considère comme l'affaire terminée. Dans deux jours, elle va sortir» : c'était il y a six ans.

Aucune revendication d'enlèvement

La famille avait, jusqu'à ce jour, préféré la diplomatie secrète. Elle reproche maintenant au gouvernement canadien d'avoir traité l'affaire non pas comme une question canadienne mais comme une question libanaise.

Un porte-parole du secrétariat d'Etat canadien aux affaires extérieures, M^{me} Nicole Martel, affirme qu'«une demande officielle de renseignements a été envoyée dès septembre 1985 aux autorités libanaises». «Nous n'avons reçu aucune réponse positive et, à ce jour, aucune revendication d'enlèvement n'a été déposée. Tous les organismes dans la région ont été contactés, ajoute M^{me} Martel, et personne n'a entendu parler de M^{lle} Haddad».

Pourtant, insiste M. Haddad, «un journal libanais, l'Orient-le

Jour, évoquait cette affaire dès le lendemain de l'enlèvement. Par ailleurs, en février 1986, deux détenus libérés affirmèrent avoir vu M^{lle} Haddad au centre de détention de Basta à Beyrouth-ouest (...) Elle était alors détenue par le Hezbollah».

La famille Haddad estime que «le moment est propice pour que le gouvernement canadien exerce des pressions sur le gouvernement libanais, maintenant que ce dernier a repris le contrôle de la situation dans le pays, que l'armée syrienne est présente partout au Liban et que les milices ont pour la plupart, déposé les armes».

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

«HATTI : manifestation en faveur du Père Aristide. — Plus de 5 000 personnes ont manifesté pacifiquement, vendredi 1^{er} novembre à Gonaïves (150 kilomètres au nord-ouest de Port-au-Prince), pour réclamer le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide, a indiqué une radio locale. Selon plusieurs témoins, les forces de l'ordre ont distribué quelques coups de matraques, mais n'ont pas cherché à interrompre cette manifestation, la première d'ampleur depuis le renversement du président, le 30 septembre. — (AFP, Reuter.)

La préparation des élections régionales

Divisions au RPR, au PS
et chez les nationalistes en Corse

AJACCIO

de notre correspondant

Pleciée sous le signe de la refonte des listes électorales, l'Assemblée de la quatrième Assemblée de Corse fait, depuis plusieurs mois, l'objet d'une préparation dans une confusion telle que l'on ne saurait se hasarder à prévoir la nature des recompositions. Toutes les formations ont pratiquement éclaté, à l'exception du Mouvement des radicaux de gauche, qui retrouve, à l'inverse, son unité perdue en 1982 à la faveur des retrouvailles de M. Nicolas Alfonsi, ancien député de la Corse-du-Sud, et de M. François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de la Haute-Corse. M. Alfonsi sera officiellement désigné le 9 novembre pour conduire la liste dont le second sera M. Paul Giacobbi, maire de Venaco, fils du sénateur.

Majoritaire avec 31 sièges sur 61 au sein de l'Assemblée sortante, la droite issue de la coalition des élus de cinq listes en 1986 se répartit à l'heure actuelle sur sept listes, dont les chefs de file sont M. Jean-Paul de Rocca-Rossini, député, président sortant du RPR, avec M. Jean Bagnoni, UDF, pour second; M. José Rossi, député, président du conseil général de la Corse-du-Sud, UDF-PR, qui fut le rapporteur du projet Joxe à l'As-

semblée nationale; M. Henri Antoua, vice-président sortant, RPR; M. François Musso, député européen RPR; M. Paul Natali, vice-président sortant, président de la chambre de commerce de Haute-Corse, RPR; M. Philippe Ceccaldi, vice-président sortant, président de la compagnie aérienne régionale Corse-Méditerranée, divers droite; et M. Jean-Baptiste Biaggi, Front national.

A gauche, les listes pourraient être au nombre de cinq: une liste MRG emmenée par M. Nicolas Alfonsi; deux listes communistes, l'une emmenée par M. Dominique Bacchini, conseiller sortant, et l'autre animée par des rénovateurs; et deux listes socialistes conduites respectivement par M. Laurent Croce, conseiller sortant, et Félix Luciani, conseiller général, M. Luciani, approuvé par M. Marc Valéry, conseiller sortant, chef de file des recordistes, reproché à M. Laurent Croce et aux fédérations du Parti socialiste d'avoir signé avec «une kyrielle d'organisations nationalistes» une plate-forme en dix points ne comportant pas l'abandon de la violence.

La direction du PS s'efforce de réduire les antagonismes pour permettre la constitution d'une seule liste. Reste à savoir si ce conflit social-société ne risque pas de faire le jeu des nationalistes.

Ceux-ci, qui avaient présenté des listes communes en 1986, sont très divisés, en particulier sur la question de la violence. L'UPC (Union du peuple corse) de M. Max Simeoni, député européen, et le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), dont le chef de file est M. Alain Orsoni, conseiller sortant, entendent privilégier le débat démocratique, bien que le MPA soutienne le FLNC «canal habituel», qui sélectionne ses actions.

Plus dure est la position de la Cuncolta nazionalista de M. Jean Giambelli et de l'Action nationale corse (ANC) de M. Pierre Poggioli, proche du FLNC. «C'est historique» et du groupe Resistenza. Le MPA ayant décidé de présenter sa propre liste, on pensait que les autres organisations, y compris les Verts corse, feraient liste commune. C'est désormais improbable en point que l'on en arrive à se demander si la floraison des listes nationalistes en premier tour ne va pas être aussi dense que dans les autres mouvements. Dans cette hypothèse, tout se jouera au second tour, avec les fusions qui ne pourront être réalisées qu'avec une liste ayant obtenu au moins 5%. Déjà le MPA a exclu de faire liste commune avec la Cuncolta et l'ANC, mais a tenu la perche à l'UPC.

PAUL SILVANI

M. Jean-François Deniau
entre en lice
dans le Cher

BOURGES

de notre correspondant

M. Jean-François Deniau, député (UDF-PR) du Cher, ancien ministre, a fait savoir, jeudi 31 octobre à Bourges, qu'il était «prêt à conclure la liste d'union UDF-RPR pour les élections régionales». M. Deniau, qui est aussi, depuis 1981, président du conseil général du Cher, a précisé qu'il serait à nouveau candidat aux élections cantonales dans le quatrième canton de Bourges. Mais il a justifié sa candidature aux élections régionales en soulignant que celles-ci «ont pour but de choisir la délégation départementale qui ira à la région défendre les intérêts du Cher». Il a proposé de «créer au sein du conseil général une instance de coordination avec l'ensemble des futurs députés départementaux à la région». Sera-t-il candidat à la présidence de la région? «Je prendrai ma décision au vu des résultats», a répondu le député. Dans cette hypothèse, M. Deniau serait en compétition avec le président sortant, M. Maurice Doussat, député (UDF-PR) de l'Eure-et-Loir.

Les deux autres députés du Cher, MM. Alain Cimet (app. PS) et Jacques Rimbaud, maire de Bourges (PC), seraient également têtes de liste aux élections régionales.

P. M.

Une nouvelle liste de candidats Verts

La direction nationale des Verts a rendu publique une liste de quarante-cinq candidats, têtes de liste aux prochaines élections régionales. Une première liste de quarante noms avait été communiquée lors des journées d'état du mouvement à Saurat (le Monde du 30 août). Il ne reste donc plus que douze départements à pourvoir: l'Aube, les Bouches-du-Rhône, la Corrèze, la Corse-du-Sud, la Haute-Corse, la Creuse, la Drôme, l'Isère, la Lozère, le Val-de-Marne, le Var et la Haute-Vienne.

Alsace. - Bas-Rhin: André Buchmann, conseiller régional sortant; Haut-Rhin: Antoine Wachter, député européen.

Aquitaine. - Dordogne: Pierre Lade, Ameyergue; Allier: René Chanaud; Cantal: Marc Pottier; Haute-Loire: Pierre Pommerel.

Bourgogne. - Nièvre: Jeff Dagain.

Bretagne. - Morbihan: Dominique Bourbaud.

Centre. - Indre: Jean Delavergne.

Champagne-Ardenne. - Ardennes: Philippe Lemire; Marne: François Delmotte; Haute-Marne: Michel Goubault.

Ile-de-France. - Essonne: Philippe Le Pont; Hauts-de-Seine: Henri Afonso; Paris: Jean-Félix Bernard; Seine-et-Marne: Alain Rist-Tard; Yvelines: Annie Fournier.

Lorraine. - Meuse: Marie-Hélène Kasprzak-Gille; Moselle: Daniel Béguin.

Midi-Pyrénées. - Ariège: François Matignon; Gers: Michel Ghirardi; Hautes-Pyrénées: Michel Geoffroy; Tarn: Christian Emaillé.

Nord-Pas-de-Calais. - Pas-de-Calais: Marie-Christine Blandin; Basse-Normandie. - Orne: Jean-Luc Pithis.

Haute-Normandie. - Eure: Eric Pinel; Seine-Maritime: André Le Tourneur.

Pays de la Loire. - Loire-Atlantique: Mireille Ferri; Maine-et-Loire: Christophe Réveillé; Mayenne: Joël Patoucau; Sarthe: Auguste Huberdeau; Vendée: Franck Piazani.

Poitou-Charentes. - Charente: Jean Revercaut; Charente-Maritime: Alain Raimond; Deux-Sèvres: Norbert Bélu.

Provence-Alpes-Côte d'Azur. - Alpes-de-Haute-Provence: Marie-Christine Ingigliardi; Alpes-Maritimes: Patrice Miran; Vaucluse: Marc Faivet.

Rhône-Alpes. - Ain: Eric Gilbert; Ardèche: Denise Laurent; Loire: Christian Brodhag; Rhône: Etienne Tête; Savoie: Gérard Guillem; Haute-Savoie: Marc Lecour.

o RHONE-ALPES: M. Juppé invite M. Carignat à s'entendre M. Millon. - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a indiqué mercredi 30 octobre que M. Alain Carignat, maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, ne conduirait la liste de l'opposition aux élections régionales dans son département que s'il s'engageait «publiquement» à soutenir l'équipe sortante, celle de Charles Millon et d'Alain Mériaux.

M. Juppé répondait aux propos de M. Carignat qui, avant d'accepter de conduire la liste RPR-UDF, avait annoncé son intention de briguer la présidence du conseil régional (le Monde daté 20-21 et du 31 octobre).

BIBLIOGRAPHIE

M. Chaban-Delmas
ou la rage d'exister

«Tant qu'un homme politique n'est pas mort, il n'est jamais fini». C'est la devise de M. Jacques Chaban-Delmas en 1983, alors qu'il avait soixante-huit ans, illustre parfaitement cette sorte de rage d'exister politique qui l'habite toujours. Celle-ci sert de trame à la biographie que Patrick et Philippe Chastanet consacrent à «Chaban». L'uo des intérêts de cette enquête minutieuse est qu'elle raconte l'histoire politique d'une guerre et de deux Républiques, à travers l'action d'un homme qui y a joué un rôle éminent.

Tout en laissant paraître une certaine sympathie pour leur sujet, les deux auteurs ne font jamais preuve de complaisance. Ils prennent soin de mêler les qualités de journaliste de l'un à celles de politologue de l'autre, pour donner un récit vivant et documenté, qui confirme que avec Chaban, contrairement aux apparences, rien d'éclectique n'est simple. Ainsi le sportif toujours fier de sa forme physique n'était-il pas un enfant maladif et choyé? Il est vrai que la carrière du héros a été, comme il le reconnaît lui-même, toujours placée sous le signe de la chance, une chance qui n'a peut-être pas comblé tous ses vœux mais qui ne l'a jamais quitté et qui lui a permis de rebondir après chaque coup du sort.

La lutte contre
le «cabinet noir»

Ondoyant, mais inconstant, habile, mais imprudent, Chaban, selon ses biographes, n'est ni retors ni fourbe. Surtout, il aime qu'on l'aime. Les frères Chastanet ont le mérite de ne négliger aucune ombre du tableau. Ils écrivent donc ce qui se disait jusqu'alors à voix basse, ou par confidences furtives, sur les frasques et les mariages de Jacques Chaban-Delmas. Ils ne cachent rien des colères diffusées lors du décès de sa deuxième épouse. Ils décrivent par le menu les affaires, puis les scandales politico-financiers que Chaban a cotisés sans qu'il soit jamais établi qu'il y ait été directement mêlé. Ils ne négligent aucune des insinuations qui se répandaient alors.

L'intérêt de l'ouvrage ne tient pas seulement à cette caméra loquace qui promène ses auteurs. Il est aussi dans le portrait psychologique de l'homme politique et de ses paradoxes. Résistant authentique, il n'a jamais été ministre du général de Gaulle; baron du gaullisme, il n'a jamais réellement assimilé la République; premier ministre,

il s'est pris pour le président de la République, alors même que Georges Pompidou se composait en chef de gouvernement. «Compagnon» emblématique, il n'a pas su se saisir du mouvement gaulliste lorsque celui-ci fut en déshérence.

Chaban n'a pas su voir venir les coups, expliquent les auteurs, ce qui l'a empêché d'y parer ou d'en profiter pleinement. Ce fut le cas dans ses relations avec Georges Pompidou et dans sa lutte inégale, longuement décrite ici, contre le «cabinet noir» qu'animait Pierre Juillet et Marie-France Garaud; ou encore dans ses rapports avec Jacques Chirac où il fut, lui le sportif, pris de vitesse par ce jeune loup résolu. Non que Chaban soit un indécis. Il est plutôt décrit comme un homme qui s'imaginait pas le mal que d'autres lui voulaient et qui ignore la rancune. Il a souvent recherché des amitiés électorales pour aboutir à des compromis osés, comme les pratiquaient les radicaux de la Quatrième, dont il fut le coadjuteur et l'ami. Et Girondo, il a volontiers favorisé les socialistes pour se faire ses obligés au détriment de gaullistes perçus comme des concurrents.

Cette fidélité en amitié, vertu suprême à ses yeux, l'illustre, non-désolé des divergences doctrinales, dans ses relations avec Gaston Defferre et surtout avec François Mitterrand. Bien que ces dernières soient devenues très espacées, le maire de Bordeaux les affiche à chaque occasion comme une sorte de défi narquois, pour éviter d'être classé définitivement dans un camp. Mais dans ce registre aussi, il s'est toujours gardé de franchir les bornes. Il aurait bien aimé revenir à Matignon en 1986 pour «cohabiter» avec François Mitterrand comme il l'avait fait naguère dans les gouvernements de la Quatrième. Mais cette fois la chance n'était pas là pour lui offrir ce destin oisif qu'il recherchait si ardemment et si maladroitement.

Ce gaulliste de légende, atypique parce que figé dans son époque, sera peut-être «passé un peu à côté», comme le dit François Mitterrand, mais plus sûrement, comme le prévoit leur ami commun Pierre de Bénouville, «il mourra encore animé des plus hautes ambitions». Cette biographie est ainsi la oécrologie prématurée d'un jeune homme de soixante-seize ans, bien vivant et toujours bondissant.

ANDRÉ PASSERON

Chaban, de Patrick et Philippe Chastanet. Seuil, 606 p., 149 F.

Dans un entretien au «Point»

M. Rocard estime que
«la France a
la vague à l'âme»

M. Michel Rocard affirme, dans un entretien publié par le Point daté 2-9 novembre, que «la France a la vague à l'âme en ce moment». L'ancien premier ministre poursuit: «Il y a un spleen national, une inquiétude franco-française, car les chiffres ne sont pas bons que chez les voisins. C'est délétaire. Il y a beaucoup de raisons à cela. L'une est que les Français ont peut-être des vœux des hommes politiques se disputent. Ils n'aiment pas ce ring. Je ne veux pas monter sur ce ring. Je ne me suis pas exprimé à cause de cela, et j'ai toujours, jusqu'à ce jour, choisi l'écrit.»

A propos de l'hôtel Matignon, il dit: «Vous prenez tous les coups. Vous êtes le terminal de la saison des pouvoirs publics (...). C'est un point de passage soutenable, mais un lieu de naufrage potentiel. Et puis vous n'êtes pas le patron. Au-dessus de vous, il y a un personnage qui a charge de dire l'avenir et de tracer les grandes lignes de conduite». L'ancien premier ministre précise qu'il a été «évincé» de l'hôtel Matignon: «C'est le terme technique exact, non?».

Enfin, M. Rocard indique qu'il est séparé de sa femme Michèle. «Quand on se veut un honnête homme et l'époux d'une grande dame, ce qui était mon cas, déclarait-il, la séparation m'a paru la solution la plus conforme à la loyauté et à la capacité que j'aurais à retrouver un équilibre affectif.»

Gérard de Villiers
et M. Le Pen

SAS pour le FN

Dans un entretien à l'hebdomadaire Minute-la France daté 30 octobre-5 novembre, M. Gérard de Villiers, l'auteur de la série de romans policiers «SAS», déclare qu'une alliance entre la droite parlementaire et le Front national lui «semble inévitable, voire souhaitable». Interrogé sur le sentiment que lui inspire «le monté» de l'extrême droite, il répond: «De l'indifférence sûrement pas. De l'inquiétude sûrement moins. Je pense qu'il y a d'excellentes choses dans le Front national. Il y a aussi quelques excès de langage, sans doute trop médiatisés, je ne sais pas. Ceci mis à part, en ce qui concerne l'immigration, ils ont mille fois raison. Sur le plan économique, leur programme est peut-être encore un peu flou.»

Au sujet de M. Jean-Marie Le Pen, le père du prince Malko, il déclare: «C'est un grand homme politique, un tribun, mais avant tout un ami.»

LIVRES POLITIQUES

La République
nous appelle

MÊME dans les régimes démocratiques, la pouvoir dissimule, autant qu'il les révèle, les hommes politiques. Il leur impose ses devoirs de réserve, de discrétion, d'effacement derrière la fonction, de respect envers la collectivité, et filtre l'expression de leur personnalité pour mieux façonner le personnage. La pression médiatique ne parvient pas à briser, car, sauf exception, elle n'agit que sur les apparences. Au mieux, elle sert la transparence du système et, si les personnalités que sont les responsables, si familiers que devenant les visages et les tics du personnel politique, les individus investis de charges publiques conservent leur opacité.

C'est sans doute mieux ainsi, pour les intéressés, d'abord, auxquels il est demandé de juger et d'agir au nom de la collectivité, pour celle-ci, ensuite, qui ne saurait globalement se reconnaître dans l'intimité de ses dirigeants. En conséquence, ce n'est pas lorsqu'ils sont au pouvoir, au vu de tous, que les hommes politiques se font le mieux connaître, qu'ils révèlent ce qu'ils ont de spécifique et d'original. D'où la tentation française, quand ils n'y sont plus, de se montrer sous un autre jour, d'en dire davantage sur eux-mêmes et ce qui les fait courir. Point n'est besoin pour cela d'avoir occupé les plus hautes postes. La moindre parcelle de pouvoir appelle, tôt ou tard, sa justification.

Aujourd'hui, c'est Thierry de Beaucourt qui se confie dans un livre, la République de France. Ce gaulliste d'origine, lié à Jacques Chaban-Delmas au temps de la «nouvelle société», comme l'indique la notice de présentation de son ouvrage, a été secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères de 1988 à 1991; il est actuellement en charge des affaires africaines et malgaches auprès du président de la République. Il est l'un de ceux qui incarnent l'ouverture de la majorité présidentielle.

En bon serviteur de l'Etat, formé à cette école et au moule de la diplomatie, Thierry de Beaucourt se garde de livrer les secrets de ses idées. «Maintenant que les responsabilités s'estompent, écrit-il, j'aurais le devoir de réfléchir. L'action gouvernementale est trop étroite, trop marquée par les échéances. C'est donc une méditation politique qu'il propose à lire ouverte: on va savoir ce qu'il y a dans la tête de ce personnage à la silhouette d'éternel jeune homme, qui fréquente, rêveur et solitaire, les élites du pouvoir. La réponse est simple: il y a la France et la République.

Il estime, par exemple, que la France retrouvera dans l'Europe sa véritable dimension, si elle ne renonce pas à ce qui fut l'essentiel

ANDRÉ LAURENS

de son message universel, tel qu'il a été appelé plus haut. A son sens, l'ambition de la nation ne saurait se satisfaire d'un nationalisme étroit: il lui faut d'autres horizons, qui sont notamment le «destin européen» et le «salut du tiers-monde». Il admet que la décentralisation n'est servie de contrepoids à l'excès de technocratie hérité du gaullisme et à la tentation étatiste du socialisme, mais à condition de ne pas verser dans des excès contraires. «En dehors de l'Etat, observe-t-il, existe-t-il vraiment en France une société civile qui, sachant organiser ses missions communes, ait une vision assez large de ses responsabilités? L'Etat, seul l'Etat, est comptable de tout. Le retour en question aujourd'hui détruit la conception même de la France. On ne sort pas de cette exigence. Le malaise de l'identité française est d'abord un malaise de la République.»

Or, l'auteur voit l'Etat chanceler «sous l'apothéose de l'individualisme». Il ne marque plus sa trace: «Ni dans l'éducation, rendue pour partie aux régions, aux communes, aux entreprises elles-mêmes. Ni dans les équipements, privatisés, régionalisés, quel que soit, dans la pratique, le jeu national des subventions. Ni dans l'ordre public, quand la police et les milices ont la tentation de se faire municipales. Aussi souhaite-t-il voir «redonner existence à l'Etat».

Thierry de Beaucourt souhaite que ce soit la mission d'une gauche vraiment renouvelée et qui «se confonde avec le mouvement», alors que, «comme à tous les moments de désastre, la tentation grandit d'un Etat de droite, autoritaire, un peu plus policier, un peu plus rigoureux, qui se laisserait entraîner dans la spirale des déceptions et des ripostes». L'auteur a l'habitude, en particulier, de cette terrible régression qui conduit à se méfier des autres et à les diaboliser: elle se manifeste actuellement dans le rejet fantasmagorique des immigrés sur fond de racisme. «Rejeter l'immigration, affirme-t-il, c'est remettre en question l'idéal même de la France et, plus loin, les conditions de sa survie.»

Contre une France «qui vise à droite comme on dirait qu'elle vise à l'aire», contre des idéologies sclérosées et paralysantes, contre les pauvres séductions du populisme, Thierry de Beaucourt relate, la République, «une idée neuve» qu'un parti nouveau serait bien inspiré, à son avis, de reprendre à son compte.

La République de France, de Thierry de Beaucourt. Grasset, 248 pages, 100 F.

هنا من الامم

SOCIÉTÉ

Une enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme

« Certains policiers sont racistes... »

« Certains policiers sont racistes et le manifestent soit par des propos, avec ou sans violence physique, soit par des attitudes ou des gestes qui privent des personnes de l'exercice de leurs droits ou en compromettent l'exercice », a constaté à propos de la police française une mission d'observateurs de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Celle-ci était composée d'un professeur canadien de l'université de Montréal, d'une journaliste italienne et d'une avocate britannique. Ils ont rencontré des hauts responsables et des représentants syndicaux de la police nationale, des dirigeants d'associations antiracistes et des avocats, des chercheurs et des victimes. Avant de publier un rapport dans quelques mois, la mission a rendu ses premières conclusions.

L'universitaire canadien, M. Jean-Claude Berheim, s'est ému des conditions de la garde-à-vue dans les commissariats : « Cette période est particulièrement propice aux abus de pouvoir et à l'expression du racisme, le citoyen se trouve isolé et privé de la défense d'un avocat, alors qu'il a face de lui une structure d'Etat disposant de pouvoirs formidables ». Les contrôles d'identité dans le métro ont aussi choqué le professeur québécois : « Chez nous, au Canada, les policiers ne peuvent pas contrôler une personne dans la

voie, sauf en cas d'infraction ou de présomption grave ».

La mission d'étude a surtout voulu souligner le problème du « contrôle de l'exercice du pouvoir policier ». Pourquoi le rapport sur la « transparence » de la police, demandé par le ministère de l'Intérieur au préfet Robert Bouchery, n'a-t-il toujours pas été publié, ont demandé les défenseurs des droits de l'homme ? Remis au début de l'année, ce rapport prévoyait la création d'un conseil supérieur de la fonction policière chargé d'« assurer la transparence » et de rechercher les meilleures méthodes de fonctionnement des services de police dans un Etat de droit » doit toujours dans les tiroirs de la place Beauvau.

Regrettant de n'avoir pas pu effectuer des visites « inopinées » dans des services de police (le statut d'organisation non gouvernementale ne le permet pas), les observateurs de la FIDH s'en sont remis aux experts du Comité européen contre la torture.

En mission dans l'Hexagone depuis quelques jours, les experts de cet organisme international prévu par la Convention européenne des droits de l'homme ne se devraient pas se priver, eux, de réaliser des « descentes » imprévues dans les services de police français.

ÉRIC INCYAN

Un entretien avec le pasteur Jacques Stewart

« Je suis consterné par la dévaluation de la parole publique qui sert à exalter des peurs viscérales » nous déclare le président de la Fédération protestante de France

La dix-neuvième assemblée générale du protestantisme, ouverte vendredi 1^{er} novembre à Lille, a commencé à débiter du thème de « La grâce sans frontières », qui indique un souhait de retour aux sources du protestantisme.

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, a demandé aux trois cent cinquante délégués issus des Eglises, œuvres et mouvements de faire preuve de plus d'audace pour haïr l'unité du protestantisme. Il s'est montré particulièrement sévère pour la politique africaine de la France, ses « solidarités qui voquent qui consolident les privilèges d'oligarchie et prolongent des dictatures insoutenables ou Zaire, à Madagascar, au Gabon ».

Enfin, après avoir alerté les protestants d'Europe sur « le danger de se laisser enfermer dans la logique d'un nouveau sens global de l'histoire, qui serait le libéralisme », il a surtout invité son auditoire à retrouver le sens d'« une parole oubliée et claire contre le discours démocratique », un thème qu'il développe dans un entretien au Monde.

« En dépit du rôle de médiateur que vous avez joué dans la crise saoudienne ou les conflits sur l'immigration, on entend peu les protestants aujourd'hui. S'agit-il d'une discrétion calculée ? »

« Ce serait malhonnête de se réfugier derrière l'argument de la

discrétion. La vérité est que nous n'avons pas assez travaillé pour nourrir une réflexion théologique et prononcer une parole publique sur les grands sujets de société. Le protestantisme vit sur des acquis et ne se remet pas assez en question. Il n'a pas conscience de sa capacité de témoignage original.

Or, face aux discours démagogiques et exclusifs, le protestantisme a vocation à développer une recherche libre, critique, hors chapelle, hors tutelle, et à proposer un sens à la vie, aux relations humaines, aux liens entre les communautés et à la solidarité avec l'étranger.

« Comment expliquez-vous cette dévaluation du discours public ? »

« On confond parler-vrai et parole de vérité. C'est un faux parler-vrai qu'on entend aujourd'hui et qui tente de se justifier par la légitimité du nombre. Parce que beaucoup de Français sont supposés penser que, on dit comme eux... Je suis consterné par cette dévaluation de la parole publique qui sert à exalter des peurs viscérales, des instincts égoïstes, des réflexes d'autoprotection. La référence à l'Evangile nous met en garde contre le mauvais usage d'une légitimité par le nombre. Si, avec d'autres, les protestants n'ont pas le souci de la revalorisation de la parole, alors

ils passent à côté de leur rôle propre, dans la société.

« Quelle est précisément la spécificité du protestantisme aujourd'hui ? »

« Historiquement, le protestantisme n'a pu exister que dans la confrontation avec des conrants majoritaires et des idées qui n'étaient pas les siennes. Dans une société qui aujourd'hui perd le goût du dialogue et de l'altérité, nous avons donc à élargir la conception de la démocratie et du débat public, à aider les autres minorités — et pas seulement les minorités nationales et raciales — à exister et à s'exprimer. Les minorités religieuses par exemple : ce n'est pas en limitant l'exercice de la liberté de groupes appelés sectes qu'on parviendra à contester des affirmations qui nous paraissent aliénantes.

« Je ne peux pas non plus écarter des minorités qui ont des motifs différents des miens et, à cet égard, je reste sensible aux questions posées par le pasteur Douc, tragiquement disparu, en ce qui concerne la marginalisation des homosexuels.

« Le protestantisme, à mon avis, a pour vocation d'approfondir la réflexion sur le thème de la relation à l'autre, dans ce qu'il a de différent par ses origines nationales, ethniques, religieuses, politiques et de travailler davantage le rapport entre les convictions de foi, de justice et les fonctions de l'économie.

« En créant en 1987 un conseil permettant aux différentes Eglises chrétiennes de parler d'une seule voix, en multipliant des signes de rapprochement avec les juifs et les musulmans, vous avez mis sur le dialogue interreligieux. N'avez-vous pas déçu par la faiblesse des résultats obtenus ? »

« Par rapport au conseil d'Eglises chrétiennes en France, je ressens en effet une certaine impatience. Sur une question comme l'accompagnement des mourants et l'euthanasie, où s'expriment différentes sensibilités dans nos Eglises, nous n'avons pas été en mesure de formuler une déclaration commune. L'épiscopat catholique a pris l'initiative d'une déclaration isolée.

« Quant au dialogue avec les juifs et les musulmans, il est vrai qu'il a été développé pendant la crise et la guerre du Golfe, mais cette dynamique aujourd'hui est retombée. Or je crois que nous avons beaucoup à faire ensemble pour mesurer nos contributions respectives à la construction de la société, de la démocratie, confronter nos définitions respectives de l'obéissance à Dieu, nos conceptions de la soumission à la loi de l'amour de Dieu et de l'amour des autres.

Propos recueillis par HENRI TINCO

ÉDUCATION

Deux nouveaux directeurs au ministère et trois nouveaux recteurs

Le conseil des ministres du mercredi 30 octobre a procédé à la nomination de deux nouveaux directeurs au ministère de l'Éducation nationale et de trois nouveaux recteurs (nos dernières éditions du 30 octobre). M. Roland Peytel est nommé directeur de la programmation et du développement universitaire où il remplace M. Armand Frémont.

[Né le 1^{er} décembre 1947 à La Soustane (Creuse), M. Roland Peytel est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur des ponts et chaussées. Du 1983 à 1986, il a été conseiller technique adjoint du cabinet du ministre de l'Éducation nationale, M. Schartzberg, secrétaire d'Etat chargé des universités, puis, de 1986 à 1988, secrétaire permanent adjoint du plan constructif. Il a ensuite été nommé conseiller technique puis, en 1990, directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Éducation nationale, M. Jaspard.]

M. Daniel Bloch remplace M. Franck Métras à la tête de la direction de l'enseignement supérieur.

[Né le 19 octobre 1928 à Remiremont (Vosges), M. Daniel Bloch est docteur en sciences, diplômé de l'École nationale supérieure d'ingénieurs-électriciens. Il a été de 1966 à 1976, maître de conférences puis professeur à l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). De 1976 à 1981, il a dirigé l'École nationale supérieure d'ingénieurs-électriciens de Grenoble avant d'être nommé président de l'INPG. Nommé recteur de l'Université d'Orléans-Tours en 1988, M. Daniel Bloch a été président de la mission éducation-entreprise au ministère de l'Éducation nationale de 1984 à 1985, puis président du Haut Comité éducation-économie de 1986 à 1989.]

M. Franck Métras est nommé recteur de l'académie d'Orléans-Tours en remplacement de M. Daniel Bloch.

[Né le 11 juillet 1936 à Cauderan (Gironde), M. Franck Métras est ingénieur diplômé de l'École nationale supérieure de chimie de Bordeaux. Il devient vice-président de l'université de Pau en 1978. Il a dirigé l'Institut universitaire de recherche scientifique de 1976 à 1978.]

M. Armand Frémont est nommé recteur de l'académie de Versailles en remplacement de M. Michel Alliot, qui devrait être chargé d'une mission d'étude sur la constitution d'une agence de coopération internationale universitaire.

[Né le 29 septembre 1938 à L'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse), M. Guy Ponzard est docteur en sciences et agrégé de physique. M. Guy Ponzard a été premier vice-président de la conférence des présidents d'université de 1984 à 1985. Depuis 1989, il était délégué à l'information scientifique et technique au ministère de la recherche et de la technologie.]

DÉFENSE

Pour être associée à une unité mécanisée allemande

La 1^{re} division blindée française restera outre-Rhin

La 1^{re} division blindée (DB) du corps de manœuvre français, dont le PC est à Trèves en Allemagne, restera outre-Rhin après le départ pour la France des deux autres DB, la 3^e à Fribourg et la 5^e à Landau, dans le cadre du rapatriement partiel des forces françaises en Allemagne décidée en 1990 par M. François Mitterrand. C'est, en effet, cette formation de 10 000 hommes qui, avec la brigade franco-allemande de Böblingen et une division mécanisée allemande, sera l'ossature du corps mixte de 35 000 hommes dont la création a été annoncée en octobre par les deux pays.

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie jeudi 31 octobre, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a pour la première fois donné des précisions sur ce corps franco-allemand que d'autres alliés ont été conviés à rallier au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

En 1991, il est prévu de dissoudre l'état-major de la 3^e DB de Fribourg et onze régiments. En

1992, ce sera au tour de la 5^e DB de Landau, avec onze autres régiments. La formation qui doit rester sur place pour être intégrée au futur corps d'armée franco-allemand est donc la 1^{re} DB de Trèves.

Fort de quelque 10 000 hommes, la 1^{re} DB aligne pas moins de six cents blindés, dont cent soixante-quatorze chars AMX-30, cent vingt AMX-10, trois cents VAB et quarante canons de 155. Avec sa dizaine de régiments, elle tient garnison en Sarre et dans la moitié sud-ouest de la Rhénanie-Palatinat.

Le ministre de la défense, d'autre part, indique que la contraction des effectifs, après le retrait des deux DB d'outre-Rhin et la disparition de certaines unités en France, devrait amener l'armée de terre, en temps de paix, de 280 000 hommes en 1990 à 225 000 en 1997, en terme de la loi de programmation militaire présentée l'an prochain au Parlement.

Dans le dernier numéro de la revue « le Casoar »

Le président des Saint-Cyriens s'inquiète des entraves mises à l'expression des militaires

« Il est temps de remettre en question nos notions filiales sur le droit de réserve et sur la liberté d'expression », écrit le général de corps d'armée (cadre de réserve) de la Motte dans le dernier numéro de la revue le Casoar, qui est le bulletin trimestriel de l'association La Saint-Cyrienne, regroupant les élèves et anciens élèves de l'École spéciale militaire (ESM) de Saint-Cyr-Cottéguand.

La revue donne la parole au général de corps d'armée Jean Salvan, qui a donné sa démission en septembre dernier, après avoir critiqué l'insuffisance de l'effort de défense de la France et après s'être élevé contre les entraves mises par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à la liberté d'expression des militaires, dans une directive du 23 avril.

« Les sujets de réflexion, observe le général de la Motte, ne manquent pas : la structure des forces, l'avenir du service militaire, la condition militaire, mais aussi l'éthique et les moyens de la préserver, de la développer ou plus simplement de la dire. Il est temps de remettre en question nos notions filiales sur le droit de réserve et sur la liberté d'expression ; dans ce domaine, les traditions de notre

armée ont besoin d'évoluer en s'inspirant de ce qui se pratique dans les autres armées occidentales. Une telle évolution ne se fera pas en un jour. Elle suppose l'instauration d'un climat de confiance et de sérénité. Pendant toute notre carrière, nous avons tous constaté une contradiction flagrante entre des directives assez libérales et une pression assez sévère, au plus haut niveau, sur ceux qui osaient exprimer une pensée sortant des sentiers battus. Il y aurait avantage, à mon sens, à ce que les officiers d'active puissent s'exprimer librement sur les sujets qui les concernent, certes en respectant le devoir de réserve, mais stricto sensu, sans lui conférer une abusive extension », conclut le président de La Saint-Cyrienne.

Le général de la Motte, dont les propos rejoignent les préoccupations de nombreux officiers et sous-officiers en la matière, s'inquiète dans son éditorial des doutes que de jeunes Saint-Cyriens pourraient aujourd'hui avoir à l'auto de leur carrière sous l'union. « Pas plus que leurs aînés, constate-t-il notamment, ils ne savent ce que les attend (...) et ils débattent dans des circonstances difficiles ».

EN BREF

Manifestation en faveur du préservatif à Notre-Dame de Paris. — Plusieurs dizaines de militants de l'association de défense des malades du sida Act-Up Paris, ont manifesté vendredi 1^{er} novembre, à Notre-Dame de Paris, en faveur du préservatif et contre les positions de l'Eglise, qui en condamne l'usage. Perturbant la messe de Toussaint célébrée dans la cathédrale, les manifestants ont interrompu le sermon aux cris de « Sida, Eglise complice » et distribué des tracts et préservatifs sur la parvis, ont-ils indiqué dans un communiqué. A la veille de la fête des morts, Act-Up Paris entendait « affronter l'immobilisme de l'Eglise et son emprise sur la pensée sociale en France et dans le monde ». M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF de Vendée, a qualifié cette action de « tout à fait scandaleuse » et d'« atteinte intolérable à la liberté du culte et à la liberté de conscience ».

Le casino d'Aix-en-Provence fermé. — Le ministre de l'Intérieur a décidé de ne pas renouveler l'autorisation d'exploitation du casino d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) à la suite de l'inculpation de deux de ses dirigeants. MM. Stanislas Terrier, PDG de la Société d'investissement touristique et hôtelier du sud-ouest (SITHSO), et André Rollat, membre du comité de direction de l'établissement de jeux, ont été inculpés d'abus de biens sociaux et faux en écriture de commerce et seroués, lundi 28 octobre, à la

JUSTICE

Condamné à huit ans de réclusion en septembre

Maurice Locquin a été remis en liberté

RENNES
de notre correspondant

Condamné à huit ans de réclusion criminelle le 29 septembre 1991 (le Monde du 1^{er} octobre) par les jurés de la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine, qui l'avaient déclaré coupable de participation à un hold-up commis le 14 mai 1987 dans une agence du Crédit mutuel de Bretagne, à Janzé (Ille-et-Vilaine), Maurice Locquin, cinquante-trois ans, — dix-sept ans de prison, qui, la veille de son procès, s'étaient présentés libres à la maison d'arrêt de Rennes, comme le code pénal en fait obligation.

Appuyé par un comité de soutien, l'ex-détenu qui, en 1979, avait été envoyé par le poste aux postes de son articular à gauche au garde des Sceaux (à l'époque, M. Peyrefitte) pour attirer l'attention sur l'humanité des quartiers de haute sécurité, Maurice Locquin déclarait, jeudi soir, au domicile d'une ancienne adjointe du maire de Rennes qu'il avait confiance dans la justice pour le blanchir de l'accusation injustement portée contre lui.

A peine de 200 mètres de là, les policiers du SPP se disaient « consternés et révoltés » par la décision de la cour d'appel de Rennes.

CHRISTIAN TUAL

d'où son pouvoir en cassation. Les deux « avocats » portèrent « l'acte d'acharnement judiciaire », face aux militants en faveur des « sortants » de prison, qui, la veille de son procès, s'étaient présentés libres à la maison d'arrêt de Rennes, comme le code pénal en fait obligation.

Appuyé par un comité de soutien, l'ex-détenu qui, en 1979, avait été envoyé par le poste aux postes de son articular à gauche au garde des Sceaux (à l'époque, M. Peyrefitte) pour attirer l'attention sur l'humanité des quartiers de haute sécurité, Maurice Locquin déclarait, jeudi soir, au domicile d'une ancienne adjointe du maire de Rennes qu'il avait confiance dans la justice pour le blanchir de l'accusation injustement portée contre lui.

A peine de 200 mètres de là, les policiers du SPP se disaient « consternés et révoltés » par la décision de la cour d'appel de Rennes.

maison d'arrêt de Luynes. Les deux hommes, qui avaient été interpellés à l'issue d'une enquête menée par les policiers parisiens de la brigade des courses et des jeux, sont soupçonnés d'avoir été des traites de cavalerie pour des sommes variant selon les estimations entre 10 et 20 millions de francs. La fermeture du casino d'Aix-en-Provence entraîne la mise au chômage des 137 employés de l'établissement.

Le Centre spatial Kennedy change de directeur. — L'ancien astronaute Robert Crippen, cinquant-quatre ans, a été nommé à la tête du Centre spatial Kennedy, à Cap-Canaveral (Floride). Chef du programme navette au siège de la NASA à Washington, M. Crippen remplacera, à partir du 1^{er} janvier, l'actuel directeur, Forrest McCartney, qui avait pourtant prévu de rester à son poste jusqu'à son départ en retraite, dans deux ans. Cette mesure intervient au moment où la NASA entre dans une période d'austérité qui, à Cap-Canaveral, devrait se traduire par un budget de fonctionnement réduit de 15 %, et des compressions de personnel, sans diminution du nombre des vols de navette (huit par an). C'est le moment de procéder à quelques changements « afin d'éviter de devenir trop statiques », a déclaré un haut responsable de la NASA.

Le chef présumé des pirates de la route de Marseille arrêté. — Le chef présumé des pirates de la route qui ont commis, de février à août, une cinquantaine d'agres-

sions, dont vingt violés, entre Marseille et Aix-en-Provence, a été interpellé, jeudi 31 octobre, près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). Jean Navarro, trente ans, gitan d'origine espagnole, était recherché depuis trois ans. Selon la gendarmerie d'Aix-en-Provence, il aurait reconnu les faits qui lui sont attribués. Les pirates de la route de Marseille étaient au nombre de quatre. Le démantèlement de ce gang a commencé le 12 juin avec l'arrestation de Louis Mass, vingt-huit ans, dit « Le Blond ». Dix jours plus tard, Antoine Navarro, trente ans, surnom « Casanova », était à son tour interpellé, tandis qu'en août José Gomez, vingt-cinq ans, avait sa participation à une quinzaine de vols avec violence.

La « journée de révolte » des infirmières. — La journée d'action nationale des infirmières, prévue le jeudi 7 novembre, a pas été annulée à l'issue d'une rencontre entre les différents syndicats et organisations professionnelles et s'annonce sous négociations, comme nous l'avons écrit le 31 octobre, mais uniquement par la Coordination nationale infirmière (CNI). Cette « journée de révolte des seringueuses » sera marquée par un rassemblement devant le ministère de la santé à partir de 11 h. De son côté, l'Union infirmière France appelle à une manifestation le même jour, à la même heure, de la place Denfert-Rochereau au ministère de la santé. Pour sa part, la CFDT maintient son opération « 100 hôpitaux bloqués » mardi 5 novembre.

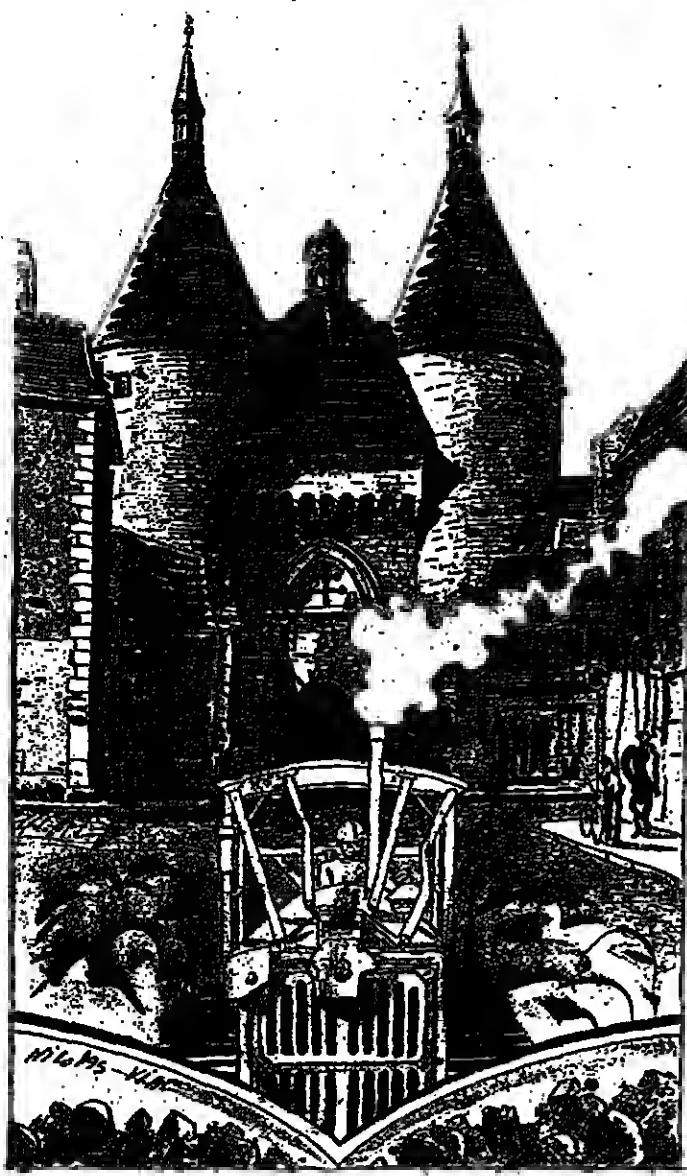
Pépinière en Haie

Le Monde

HEURES LOCALES

Nancy malade de son urbanisme

Une association de quartier s'oppose avec succès aux projets du maire, M. Rossinot, qui souhaite aménager des terrains situés à l'est de la ville



NANCY

de notre correspondant

QUATRE-VINGT-HUIT citoyens vont-ils bouleverser les plans du président du district de l'agglomération de Nancy, le député maire André Rossinot ? Ce ne serait, à dire vrai, qu'un épisode malheureux de plus dans le dossier-réserve qui empoisonne les affaires municipales depuis 1985. Précisément depuis le jour où M. André Rossinot, au terme de deux années de présence à la mairie de Nancy, se décide à récupérer une vaste zone d'activités commerciales située à l'est de la ville, pour en faire une « ville ».

Depuis lors, la ville a systématiquement fait jouer son droit de préemption sur les terrains. Les entrepreneurs, pour la plupart, ont été ravalés, laissant place nette à des dizaines d'hectares de friches comcées entre un canal et la Meurthe. Si les projets d'aménagement de l'espace se sont multipliés, M. André Rossinot et son adjoint délégué à l'urbanisme, le député Claude Gaillard, sont régulièrement allés d'échec en échec. Et la zone, baptisée « Stanislas-Meurthe », en hommage à la place la plus célèbre de Lorraine, reste désespérément déserte.

Deux projets à la trappe

Dernier énième en date : l'avis défavorable que viennent de rendre les commissaires chargés de l'enquête publique sur la ZAC Stanislas-Meurthe. Une désapprobation fondée sur les observations consignées par les quatre-vingt-huit Nancéiens qui ont accompli la démarche de consulter le dossier déposé à l'hôtel de ville, et dont pas un n'a trouvé de charme au projet qui lui était proposé. De quoi agacer considérablement André Rossinot et Claude Gaillard, qui ont dû revoir leur copie lors de la réunion ad hoc du conseil municipal, qui a eu lieu lundi 21 octobre.

Sans doute les deux hommes ont-ils pris l'habitude de faire face à l'adversité depuis le lancement de cette opération. Ils ont successivement vu passer à la trappe un projet de grande salle de

spectacle conçu par l'architecte britannique Norman Foster — remplacé depuis par le dessin d'édifier un « super Zénith » en banlieue — puis celui de meubler la ZAC avec un nouvel hôtel destiné au conseil général. Mais entre-temps les élus du département ont décidé de racheter et d'occuper un ancien hôpital militaire proche du centre-ville.

Les deux équipements étaient, à chaque fois, annoncés comme l'« élément structurant » de la zone. Ces deux échecs de la volonté du maire sont l'œuvre d'une association locale de défense du quartier, pilotée en sous-main, quoiqu'elle s'en défende, par une conseillère municipale passionnée d'architecture, M^{me} Françoise Hervé, et par un avocat du barreau de Nancy, M^{re} Grégoire Bouvier.

M. André Rossinot avait pourtant musclé son action en associant, pour l'aménagement de la zone, l'architecte Rémy Butler et le paysagiste Alexandre Chemetoff, deux hommes au palmarès éloquent. Le premier, responsable de la coordination architecturale du comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver 1992, a réussi un fort bel exercice en construisant près de Nancy un lycée des biotechnologies en tout point remarquable. Le second, entre autres trophées, peut arguer de l'aménagement du jardin de La Villette ou de sa collaboration avec Renzo Piano pour les établissements Schlumberger de Montrouge. Mais le remodelage total de l'Est nancéen qu'ils ont proposé a provoqué des réactions d'une rare violence chez beaucoup de connaisseurs locaux de l'urbanisme, qui leur déniaient le droit de rompre l'équilibre de la ville induit par la juxtaposition parallèle des axes nord-sud tracés au fil des siècles, jusqu'aux ensembles dus à Stanislas Leszczyński.

Les Nancéiens sont traumatisés par les saccages de la ville commis depuis le début des années 50. Les commissaires enquêteurs font d'ailleurs explicitement référence au Haut-du-Lièvre, ensemble de barres réalisé sur les hauteurs de Nancy en 1955 et 1960, et à la tour Thiers, cet édifice sans style et sans charme qui défigure la place de la Gare et offre une bien triste image aux visiteurs qui descendent du train. Visible depuis la place Stanislas, il enlaidit la ville et fait regretter l'épo-

que du béton triomphant. Dans ce contexte, Butler et Chemetoff ont fait figure de provocateurs en proposant de rayer en biais, d'un immense boulevard longiforme, la zone Stanislas-Meurthe, et d'isoler du centre-ville, par des bâtiments indéfinis, les bassins datant du dix-huitième siècle.

Une pièce du puzzle

Les opposants font remarquer qu'il existe dans les cartons d'autres projets, dont un assure qu'ils joignent à une « saine » conception de l'urbanisme une qualité d'architecture à laquelle Rémy Butler, en fait, ne s'est pas encore attaqué. Mais M. André Rossinot ne veut pas en entendre parler. « La ZAC elle-même concerne 10 hectares ; le quartier, dans sa totalité, en recouvre 300 », fait-il remarquer. En d'autres termes, l'urbanisation n'est qu'une pièce de puzzle, qui comporte aussi l'immense chantier d'aménagement des rives de la Meurthe, entrepris il y a cinq ans avec le concours de l'Etat.

Au-delà, le « projet d'agglomération » que met en ce moment en œuvre le district de Nancy entraîne théoriquement une revitalisation du secteur en lui étant définitivement toute vocation semi-industrielle, grâce au départ de l'actuelle gare de marchandises de la SNCF. Bref : si les environnementalistes gagnent les premières manches, le maire ne désarmera pas. « D'ailleurs, j'ai déjà des contacts poussés avec quatre ou cinq investisseurs importants », ajoute-t-il sur le ton de la confiance calculée.

Reste pourtant, dans l'immédiat, un problème politique de taille, d'autant que les propres amis du maire commencent à se lasser. « J'étais moi-même en désaccord avec plusieurs aspects Butler-Chemetoff », n'hésite plus à proclamer Claude Gaillard, pourtant rapporteur du dossier devant le conseil municipal. Une nouvelle enquête publique se prépare, alors que la population, de son côté, se désintéresse de plus en plus ouvertement du dossier. Elle a trouvé la quinième en transformant les friches de Stanislas-Meurthe en terrain de footing.

BERNARD MAILLARD

« Pépinière à deux têtes » en Haute-Garonne

Pour décongestionner Toulouse, le conseil général s'efforce de favoriser l'implantation d'entreprises à la campagne. Mais la métropole conserve ses attraits

MARTRES-TOLOSANE de notre envoyé spécial

PLANTÉ sur le bord de la voie rapide Toulouse-Saint-Gaudens, éclairé la nuit, le panneau de grande dimension, attire l'œil par son texte : « Pépinière d'entreprises ». Juste derrière, au milieu des prés et des champs de maïs, un cube de verre et de béton affiche sa modernité insolite. A l'intérieur, dans les bureaux et les ateliers se trouvent encore la peinture fraîche, plusieurs équipes de jeunes audacieux travaillent sans compter leur temps. Ils viennent de créer leur entreprise et, à l'abri de cette couveuse en pleine campagne, préparent leur sortie sur le champ de bataille de la concurrence.

Edifiée, en 1989, par le conseil général de la Haute-Garonne, la pépinière d'entreprises de Martres-Tolosane n'est pas aussi isolée qu'il y paraît. A 70 kilomètres au nord, sur la commune de Ramonville, dans la banlieue de Toulouse, on trouve sa copie conforme mais deux fois plus vaste. Elle héberge une vingtaine de sociétés nouvellement nées.

Les deux établissements sont gérés par la même société Théogone — et animés par le même directeur, M. Daniel Blondé. Ils fonctionnent de manière identique et se veulent complémentaires. Ici pas question d'opposer patrons des villes et patrons des champs, mais, au contraire, d'offrir aux jeunes qui se lancent les mêmes chances — loyers modestes, services communs, conseils en tout genre — sur deux sites différents.

L'objectif du département et de son bras séculier, le Comité départemental de développement économique (CDDÉ), est triple (1). Favoriser l'économie de nouvelles firmes en donnant un coup de pouce à leurs créateurs durant les années initiales les plus dangereuses. Selon les statistiques de l'INSEE, la moitié des nouvelles entreprises disparaissent au cours des cinq premières années, mais ce taux de « mortalité infantile » est ramené à 20 % si elles reçoivent une assistance convenable. Il s'agit ensuite de décongestionner Toulouse, métropole bouillonnante qui

concentre déjà les deux tiers des habitants de la Haute-Garonne, le quart de la population de Midi-Pyrénées ainsi que l'essentiel des activités économiques, culturelles et universitaires de la région. Il faut enfin tenter de sauver du déclin le bassin industriel du Salat — affluant de la Garonne — où s'élevaient nos demi-douzaine de sociétés chevromées.

D'où l'idée de créer une pépinière à deux têtes : l'une à Ramonville, attractive parce que située dans l'agglomération toulousaine, donc rentable, mais jouant le rôle d'agent recruteur, l'autre à Martres — dans le bassin du Salat — recevant l'appui financier et le trop-plein de la première. Pour aménager un environnement favorable autour de la pépinière campagnarde, un syndicat intercommunal Salat et Garonne (SYGES) a été constitué avec vingt-trois communes rurales. Elles devraient offrir des zones d'activités aux futures entreprises, — qui touchent des primes deux fois plus élevées qu'en ville — des logements à leurs personnels et un cadre de vie de qualité à leurs familles.

Le deuxième âge de la décentralisation

Le dispositif, fort astucieux, est expérimenté pour la première fois en France. Il préfigure le deuxième âge de la décentralisation : celle des métropoles régionales vers leur hinterland. A ce titre, il a été classé par Bruxelles comme centre européen d'innovation.

Après deux ans de fonctionnement, les résultats sont à la fois positifs et décevants. Sur l'ensemble des deux sites, vingt-trois équipes de jeunes « entrepreneurs », pour la plupart diplômés du troisième cycle, ont créé autant de sociétés, dont les trois quarts dans les secteurs de pointe de l'informatique, de la bureautique et de la biotechnologie médicale. Elles emploient déjà cent cinquante personnes. Une seule a déposé son bilan, quatre sont déjà « sorties » et, dès l'an prochain, six autres vont, à leur tour, déployer leurs ailes. La demande est telle que les locaux des deux pépinières sont en cours d'agrandissement. Mais le bilan est

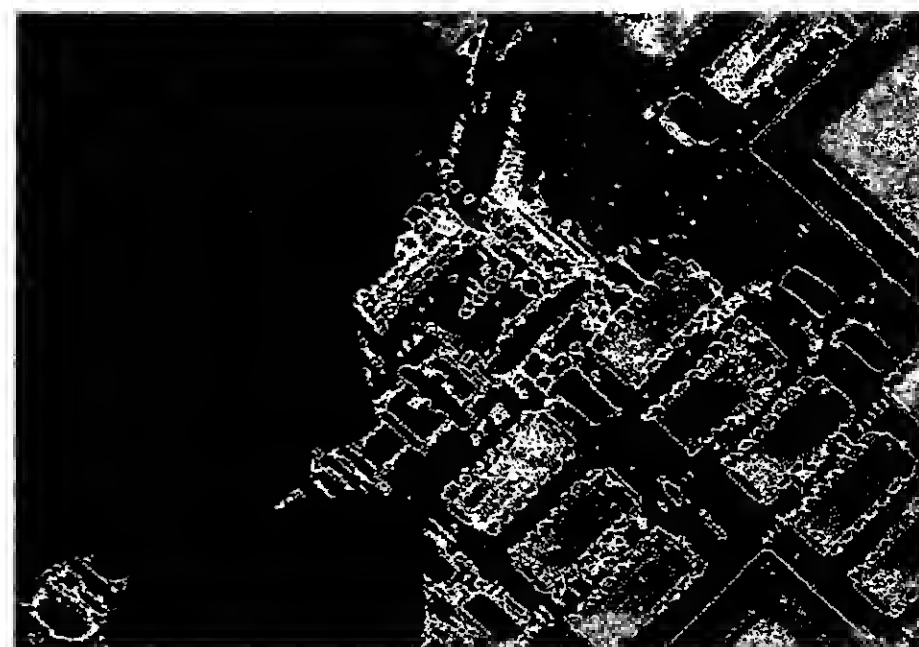
tout de même décevant. Théogone est à l'image du pâté d'alouette. Le gros des jeunes entreprises tourne à Ramonville, la plus petite part à Martres. Et de celles qui sortent — ou vont sortir — des couveuses, aucune n'a choisi de construire son usine dans le territoire du SYGES. Sauf exception, leurs patrons préfèrent rester aux environs de Toulouse.

Apparemment, il est aussi difficile de convaincre un industriel de franchir les 70 kilomètres séparant le Capitole du Salat que de lui faire faire un saut de 700 kilomètres entre l'île-de-France et l'agglomération toulousaine. Les raisons invoquées sont les mêmes. Personne n'aime changer d'adresse, les épouses redoutent l'isolement de la France profonde, et pour leurs enfants, l'éloignement des établissements scolaires performants. Le charme des bois ne remplace pas les attraits de la grand-ville.

A cet égard, le syndicat intercommunal Salat et Garonne n'est-il vraiment joué son rôle d'accueil ? Bien qu'il ait quatre ans d'existence, on en est toujours au stade des projets. La réhabilitation des vieilles maisons de briques comme celle des espaces publics des bourgades, le nettoyage des friches industrielles, l'amélioration des petites routes, l'ouverture de centres de formation pour la main-d'œuvre locale vieillissante et peu qualifiée, l'animation des villages, tout cela se fait attendre. En outre, le syndicat ne groupe encore que des communes rurales impécunieuses. La plupart des collectivités du secteur ayant sur leur territoire soit des usines soit une population dépassant deux mille âmes n'ont pas daigné le rejoindre. Additionner les pauvretés n'a jamais engendré la richesse. Bref, les élus locaux rêvent d'arriver les entreprises de pointe et leurs taxes professionnelles, mais ont-ils compris qu'il fallait d'abord les mériter ?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) CDDÉ : 9, rue des Trois-Banquets, 31000 Toulouse. Tél. : 61-33-43-50.



Akatel CIT Trégor : le monde des télécommunications

Akatel CIT, filiale française du leader mondial Akatel dispose de compétences exceptionnelles couvrant l'ensemble des techniques des systèmes de Communication.

Akatel CIT assure une responsabilité globale, de la conception des réseaux au suivi technique, en passant par la fourniture des centraux téléphoniques, des équipements de transmission et de la formation du personnel des clients.

La région du Trégor peut s'enorgueillir de la présence de quatre établissements Akatel CIT, représentant quelques 2300 emplois dans une grande partie des domaines de compétence Akatel.

A l'annexe tout d'abord, ce sont 3 pôles consacrés à la recherche en matière de communication et de transmission numériques, à la fabrication de matériel de transmission et à la formation. Les produits étudiés ou fabriqués appartiennent au domaine de haute technologie : commutation temporelle, large bande, lasers, circuits hybrides... A Trégor ensuite, des équipes pluridisciplinaires se déplacent à travers le monde pour planifier, organiser et réaliser des réseaux de télécommunication.

Akatel CIT dans le Trégor : 2300 personnes au premier rang mondial des Télécommunications.

ALCATEL CIT

Service Communication : 3, rue Ampère 22304 LANNON - Tél. : 96 05 48 48

سكوت في الحظ

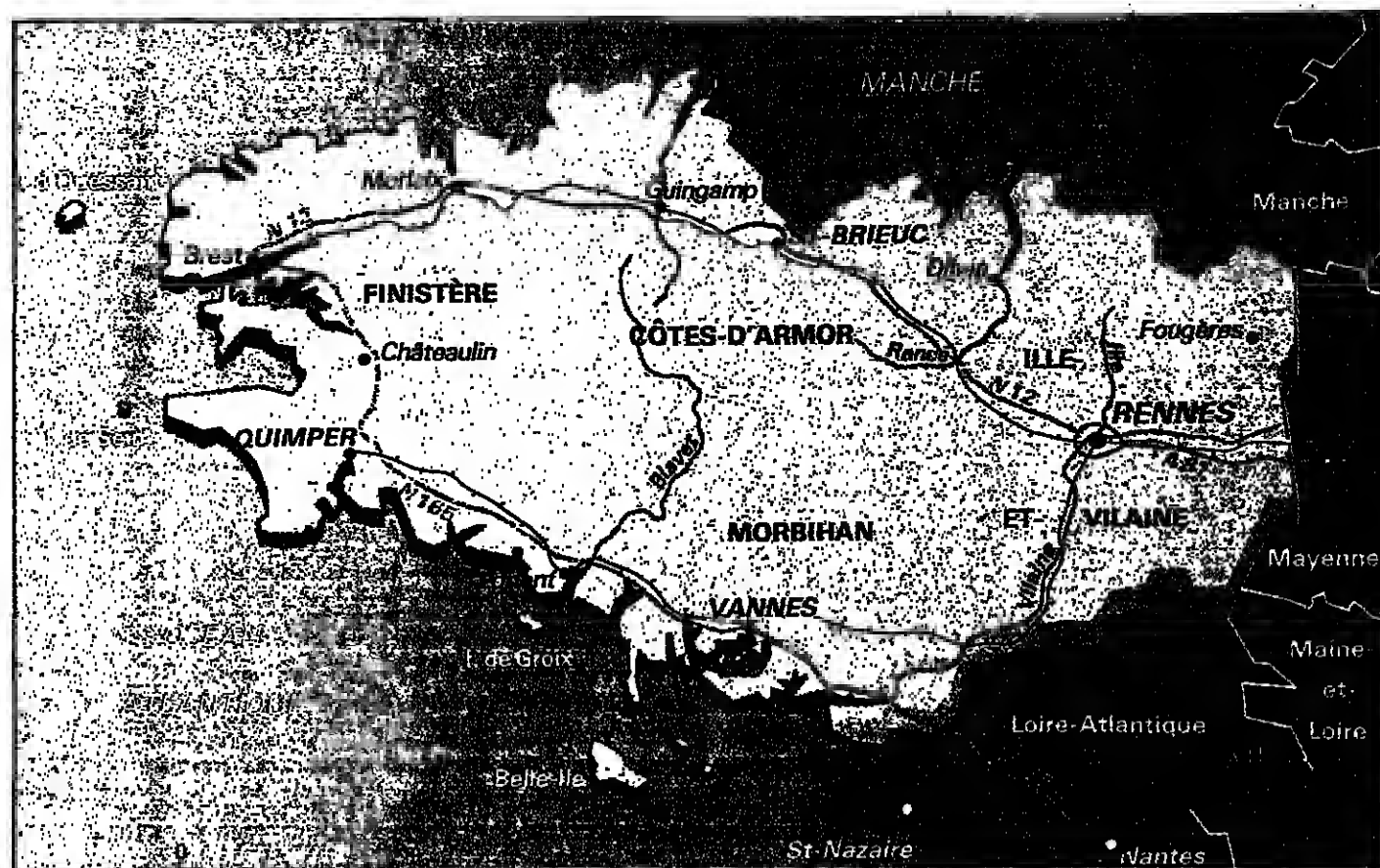
هنا في لاند

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



BRETAGNE : le sursaut d'une

Préfecture :
Rennes
Départements :
Côtes-d'Armor
(préfecture : Saint-Brieuc)
Finistère
(préfecture : Quimper)
Ille-et-Vilaine
(préfecture : Rennes)
Morbihan
(préfecture : Vannes)
Superficie :
27 208 km²



Population :
2 795 638 habitants
Principales
agglomérations :
Rennes
(245 100 habitants)
Brest
(201 500 habitants)
Lorient
(115 500 habitants)
Saint-Brieuc
(83 900 habitants)
Quimper
(65 900 habitants)

Les sirènes du centre en pays rose

Le souci de surmonter les difficultés régionales conduit souvent socialistes et démocrates-chrétiens à oublier leurs divergences

« **P**AR Ouest-France ou Télégramme interposé, en Bretagne, on aime cogner. Et de surcroît dans le Finistère, quand il s'agit du Nord face au Sud...! » M. Ambroise Guéhen, maire de Pouldreuzie et député CDS du pays bigouden, n'a pourtant rien du va-t-en-guerre. Mais les centristes armoricains ont bien voulu marquer, il y a quelques jours, lors d'une réunion houleuse, qu'ils ne se laisseraient pas marcher sur les pieds par le Parti républicain. C'était à l'occasion de la désignation des délégués locaux aux instances dirigeantes de l'UDF. Ont même été tenus des propos publics très aigres-doux. L'ancien secrétaire d'Etat à la mer de M. Jacques Chirac a prévenu : « Je conduirai la liste de l'opposition dans le Finistère à condition qu'au préalable

le ménage et la clarté aient été faits à l'UDF pour anéantir les querelles picrocholine dont nous sommes si friands ». Ses ambitions sont nettes. S'il « y va », ce ne sera pas pour faire de la figuration. Que M. Yvon Bourges, actuel président RPR du conseil régional, qui se représente en Ille-et-Vilaine, le sache! Et M. Alain Madelin, conseiller régional PR, aussi.

Ancien maire de Dinard, ancien haut-commissaire de la République en Afrique noire, admirateur à la fois de De Gaulle et de Gaston Defferre, car ce dernier fut ministre de la France d'outre-mer puis « le père de l'excellente réforme de la décentralisation », le sénateur Bourges se présente lui-même comme un « dénominateur commun ». Il ne se connaît pas vraiment d'ennemis politiques et son esprit conciliant facilite les ren-

contres ecuméniques, ce dont raffolent les Bretons lorsqu'il s'agit d'un grand combat. « Pour préparer le plan Universités 2000, j'ai réuni les quatre présidents des conseils généraux et les huit maires des principales villes. A l'unanimité ils m'ont désigné comme interlocuteur unique de l'Etat. Ça a marché et on a gagné », se réjouit-il.

Le système Marcellin

Ici ou là, le RPR dispose de cadres, de leaders (M. Charles Miossec qui préside le conseil général du Finistère), de quelques « électrons libres » non sans talent (M. Bertrand Cousin qui vient d'écrire un livre captivant Bretagne : à l'ouest, du

nouveau !) mais d'une représentation somme toute limitée; alors que la démocratie chrétienne traditionnellement bien implantée dans l'Ouest semble opérer une nouvelle remontée.

Sur de nombreux dossiers, les nuances entre le centre et les responsables socialistes, au majorité rattachés, sauf en Ille-et-Vilaine où s'est établie une alliance étrange entre jospinistes et fabiusiens, apparaissent d'ailleurs minimes. Reste le Parti républicain, qui, à Vannes par exemple, tient bien les rênes et fait preuve de pugnacité pour attirer les entreprises nouvelles, ainsi qu'à Dinan. Sans oublier, dans cet ensemble, un système astral spécifique et bien organisé en réseaux de clientèle, surtout rural : le système Marcellin, du nom du président UDF du conseil général du Morbihan.

« Vieux routier de la politique, l'ancien ministre de l'Intérieur tient méticuleusement en main son département, la plupart du temps depuis son appartement parisien du boulevard de Latour-Maubourg. Ministre à de très nombreuses reprises depuis 1948, il garde pour cette raison des relations complexes et anciennes avec M. François Mitterrand. C'est lui qui est à l'origine de la création, en 1985, de la Mission interministérielle pour l'aménagement de la Bretagne, instance permanente de concertation entre le conseil régional, les services préfectoraux et la DATAR.

« Son système est efficace », reconnaît M. Jean-Yves Le Drian, maire socialiste de Lorient, proche de M. Jacques Delors. « La politique en Bretagne n'est que paradoxe, ajoute-t-il. En 1988, M. Mitterrand a fait un bon score dans le Morbihan, département de droite, aux législatives le PS réussit bien en Bretagne, aux municipales il remporte les principales villes, mais aux régionales et cantonales il plonge ! » Droite-gauche? Le clivage n'a guère de sens lorsque Vannes et Lorient veulent couvrir ensemble pour être reconnues pôle universitaire. Il est acéré, en revanche, au sein même du conseil municipal, puisque le directeur de la chambre de commerce fait partie des opposants au maire. A qui la faute si le port de pêche périclète ou si la ligne de ferry Lorient-Gijón, en Espagne, est proche du dépôt de bilan? Mais à qui les fleurs si le trafic d'aliments du bétail a grimpé depuis le début de l'année de 19 %... au détriment du port de Brest?

Où va-t-elle se nicher, la politique! Dans le Sud-Finistère, les observateurs trouveront une organisation de pêcheurs à droite, une autre à gauche... Ah, Astérix!

Lire la suite page 12
FRANÇOIS GROSCHARD

COUP DE CŒUR

Sa Majesté la langoustine

DANS les caisses jaunes estampillées à la marque de la chambre de commerce de Quimper, impeccablement alignées, elles frémissent, fraîches, vivaces, merveilleuses. Il y a trois heures à peine, elles se cachèrent encore dans leurs terriers, sous le vase, par 100 ou 150 mètres de profondeur. Les coques se tiennent très bien sous la crête de Guilvinec et de Saint-Guénolé, joyaux de la pêche bigoudène : 23 francs le kilo pour les plus petites - la taille réglementaire minimale est fixée à 8 cm - 100 voire 120 francs - pour les royales.

Débarquée en fin d'après-midi par les pêcheurs eux-mêmes du Wapiti, rouge vif, du An Eosty, noir au bord jaune, du Sant Jekaz, ponté et costaud, Sa Majesté la langoustine est prestement échimée sur des charlots jusqu'au bâtiment de la crêpe. Dans la froideur humide, les maroyeurs, d'un imperceptible hochement de tête, font monter ou baisser les prix par paillers.

Ces langoustines-ci sont d'un rose soutenu, accentué par les deux énormes grains de caviar que sont leurs yeux noirs. Celles-là tiennent sur les tons pêche, diaphanes et presque translucides. Leur corps ciselé, leur rostre, et leurs petites si bien dessinées conviendront tout un chacun des talents d'artiste de la nature. A côté d'elles, les lottes aux têtes ridées et disproportionnées, les

lieux noirs éviscérés, les rousses sanguinolentes et les coque-mars-guants, témoignent d'une mer qui n'est pas toujours accorte. Dans les ports bigoudens (500 bateaux, 2 000 marins, 80 maroyeurs, 730 millions de francs de chiffre d'affaires), on vise le haut de gamme. « La qualité de nos produits et la permanence de cette qualité sont notre capital. Ça s'entretient et ça se valorise », explique Simon Lepape, président du comité des pêches de Guilvinec.

Rubans blancs

Chaque année, les professionnels décernent à certains d'entre eux un ruban blanc. Bravo donc au Lochann-ar-moor, patron Emile Le Cléac'h, au Gwelom, patron Jacques Oudreau, au Kari-Azao, patron Aimé Gueguen, et à quelques autres équipages.

Tandis que résonne encore la voix éraillée du crieur, Simon Lepape est allé ranger son chariot à couple avec un fileyeur au fond du port. Il repart demain à 5 h 30 pour le Poulaller, le Parc à ferrailles, le Trou à Erille ou autre lieu dans l'ouest de Panmarch. « L'idéal est de mettre le chalut à l'eau un quart d'heure avant le lever du soleil. Le poisson radoucit vers le fond », Kenavo! Simon, Ronan, Jean-Yves, Constantin...

F. Gr.

Morbihan, c'est ici que j'investis.



Certificats Coopératifs d'Investissement

Investir en Morbihan, c'est investir dans le 4^e département français pour le Tourisme et le 5^e pour l'Agriculture. C'est aussi investir dans un département qui a su fortifier son tissu industriel : agro-alimentaire, cosmétique, mécanique, transports... pour devenir aujourd'hui l'un des plus dynamiques de l'Ouest.

Le Crédit Agricole du Morbihan, en participant activement au développement économique local, est complètement lié à cette croissance. Pour preuve de son dynamisme, la 1^{re} banque du Morbihan

a été aussi la 1^{re} banque mutualiste française à entrer en Bourse, dès 1987.

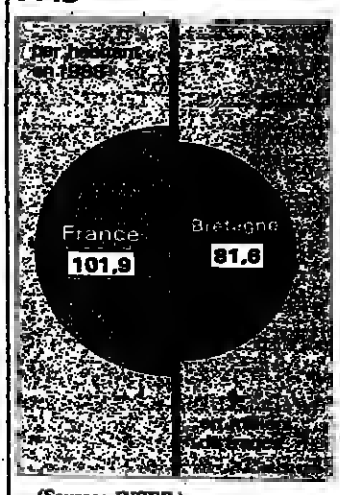
Fort du succès de cette 1^{re} émission et avec un an d'avance sur les échéances européennes, le Crédit Agricole du Morbihan lance sa 2^e émission de Certificats Coopératifs d'Investissements. Cet apport permettra d'épanouir encore plus efficacement les acteurs économiques locaux.

Investir dans le Crédit Agricole du Morbihan c'est aussi investir dans le Morbihan.

CA CRÉDIT AGRICOLE
DU MORBIHAN

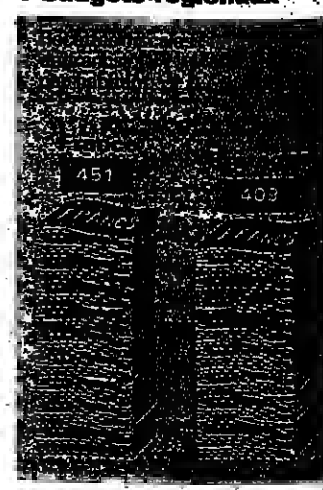
TENDANCES

• PIB



(Source : INSEE)

• Budgets régionaux



(Source : ministère de l'Intérieur)

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

Le tour d'une presqu'île

Longtemps enfant chéri des responsables de l'aménagement du territoire, la Bretagne doit, aujourd'hui, qu'elle possède voies rapides et trains à grande vitesse, compter sur ses propres initiatives. En veillant à ce que l'élargissement de l'Europe à l'est ne pénalise pas, à l'ouest, la façade maritime de l'Hexagone.

Population :
2 795 636 habitants
Principales agglomérations :
Rennes (245 100 habitants)
Brest (201 500 habitants)
Lorient (115 500 habitants)
Saint-Brieuc (83 900 habitants)
Quimper (85 900 habitants)

Que de chemin parcouru depuis 1951, époque à laquelle la dépense par habitant était la plus faible de France, inférieure de moitié à la moyenne nationale. Grâce surtout à l'agro-alimentaire, la Bretagne fut, de 1974 à 1987, la seule région où l'emploi industriel avait augmenté. Et de 1987 à 1990 le nombre d'emplois salariés est passé de 780 259 à 808 035.

De la plus haute technologie à la plus performante industrie, la Bretagne tient souvent le haut du pavé. Les Côtes-d'Armor, numéro un français pour la valeur de la production agricole, abrite des fleurons nommés porcs, volailles, œufs. L'arsenal de Lorient va construire, à la chaîne, des frégates pour Taiwan; Yves Rocher, maire-industriel de La Gacilly, bâtit un empire dans la parapharmacie; les coopératives — qu'elles traitent le lait, la viande ou les aliments du bétail — achètent des entreprises étrangères et multiplient les bons coups.

Brittany Ferries compte parmi les plus grands armements français et investit abondamment. Stalaven, Legris, Doux, Roulier, Finant, Sauter, Hénaff sont, pour les Bretons, des noms connus comme le loup blanc. Pardon! on allait oublier des « patrons-références »: Edouard Leclerc ou Vincent Bolloré.

Une vocation électronique fugace

En contrepoint, bien sûr, il faut aligner une série de fâcheux événements. Au premier rang desquels les réductions de plans de charges depuis 1986 dans les industries de la téléphonie, de l'électronique, du matériel militaire, alors que le décollage des années 60-80 avait précisément été fondé sur les déconcentrations de ces secteurs porteurs. Thomson SGS, Alcatel, la SAT, ont dû opérer des reconversions douloureuses, surtout pour des salariés et leurs familles qui n'avaient pas, sans autour des arsenaux de Brest et de Lorient, une réelle tradition industrielle.

Guingamp, Lannion, Morlaix ou Brest notamment, auront beaucoup souffert de cette fugace et trop vite dite « vocation électronique » de la Bretagne, qui, à certains égards, restera un peu un miroir aux alouettes. Aujourd'hui, c'est l'usine Citroën proche de Rennes et les cent mille emplois du sous-traitance qu'elle fait vivre qui donnent des signes d'inquiétude.

L'agriculture elle-même, véritable nerf de la guerre économique, n'est pas assurée de son avenir. Dans l'optique du marché unique de 1993 et de ses normes sanitaires rigoureuses, les abattoirs vont devoir être modernisés comme les criées à poisson et les PME de maraîchage, à Lorient, à Concarneau, dans le pays de Saint-Guénolé. Le secteur agroalimentaire dispose encore de réserves de productivité considérables et ne sera probablement plus un grand recruteur de main-d'œuvre. La pêche traverse une mauvaise passe avec, à Saint-Malo, les extrêmes difficultés des derniers grands chalutiers hérités des terre-neuvas à voile. La valorisation des algues ne remplace pas facilement l'or de la morue.

« La Bretagne était traditionnellement une région de tradition, elle doit devenir une région d'intelligence », martèle M. Yves Morvan,

professeur à l'université Rennes-I, l'un des penseurs les plus éclairés de l'aménagement du territoire du Grand Ouest. Président de la chambre régionale de commerce, M. Alaïo de Gouvello fait un constat analogue: « Cette industrie que nous avons bâtie depuis trente ans, nous l'avons fondée sur des bases. C'est fini. Ce qui se passe à Citroën, avec la suppression de dix-huit cents emplois, est précurseur de ce qui risque d'arriver dans d'autres secteurs. Formation, valeur ajoutée, recherche, capital-risque, doivent être nos nouvelles priorités. » Bref, comme en 1950, voici la Bretagne à l'aube d'une métamorphose nécessaire face à de nouveaux enjeux et de nouveaux dangers.

Dangers quant à la géographie d'abord. L'Europe qui se consolide sur l'axe Londres-Milan et qui trouve de nouveaux espaces à l'est risque de rejeter les régions périphériques maritimes. Or, d'une « Europe à la centrifugeuse », la Bretagne ne veut pas. D'où sa revendication quasi obsessionnelle pour le désenclavement et ses combats pour les ports, le téléphone moins cher, le prolongement des lignes TGV après Rennes, le soutien du conseil régional à une entreprise aérienne comme Britt'Air. Mais l'aéroport de Saint-Brieuc est un gouffre où s'épuisent financièrement le conseil général, la ville et la chambre de commerce.

Quant au plan routier il relève presque du sacré. « Or l'Etat, proteste M. Yvon Bourges, président RPR du conseil régional, ne tient pas ses engagements en 1991. C'est une rupture unilatérale et inadmissible du contrat. » Quand un élu ou un chef d'entreprise a prononcé les mots magiques « la quatre voies », il a tout dit! Car il est vrai que les implantations industrielles nouvelles et significatives sont presque toutes situées le long de ces grands axes est-ouest, véritables quasi-autoroutes sans péage.

A l'intérieur d'elle-même aussi la Bretagne est menacée de deux dangers d'écartèlement. Tandis que l'Ille-et-Vilaine et Rennes (avec sa technopole d'Atalante, où sont installées une centaine d'entreprises) prolongent le bassin parisien et se renforcent, attirant les grands noms de l'industrie japonaise, l'Ouest extrême au-delà de Saint-Brieuc souffre de plus en plus de son isolement. En effet, l'Ille-et-Vilaine assure 56 % de toute la croissance régionale.

La crainte de la désertification

D'autre part, en arrière du cordon littoral relativement favorisé, la Bretagne intérieure, soit une quarantaine de cantons, voit avec effroi se dessiner le scénario de la désertification rurale. Une crainte qui devrait pourtant être ramenée à des proportions moins dramatiques. Les villes moyennes sont nombreuses et en général attractives. Le réseau routier (1 300 kilomètres de routes et voies rapides réalisés en quinze ans) n'est plus moyenâgeux. N'en déplaie à des élus qui confondent rapidement routes et développement, on trouve aussi des entreprises dynamiques dans des petites villes éloignées des fameuses « quatre voies » (les meubles Ménéard à Bourzeil, les abattoirs Kerméné à Collinée, les patés Hénaff à Pouldreuzé). Sans parler des ports avec le groupe Roulier et les engrais à Saint-Malo ou le trafic d'aliment pour le bétail en plein boom à Lorient.

La Bretagne tirera-t-elle tout le parti de la grande Europe? Depuis 1975 et jusqu'à maintenant, en tout cas, elle a su intelligemment puiser dans les tirailleurs communautaires, pratiquant à Bruxelles un lobbying remarquable. De 1988 à 1991, au titre de l'opération intégrée de développement (OID), les fonds européens auront dégagé 503 millions de francs. Le programme dit « Morgane », qui prend la suite (1991-1993) et qui concerne trois cents ruraux et fragiles et les fle, table encore sur 200 millions. Et l'Europe donne aussi un sérieux coup de pouce pour la reconversion industrielle et sociale du Trégor et du nord de la région. Bref ce ne sera pas l'argent qui manquera condition que les bons projets de développement émergent.

M. Pierre Méhaignerie, président CDS du conseil général d'Ille-et-Vilaine, qui organise dans son fief un aménagement du territoire modèle et volontariste autour de la solidité

financière intercommunale et de la création de pôles ruraux d'animation et d'échange, vient précisément de lancer un grand projet. Il s'agit de l'aménagement d'un nouveau campus universitaire et scientifique, baptisé Ker Lann, sur 170 hectares à Bruz au sud de Rennes. L'objectif est d'attirer des écoles d'ingénieurs et des établissements de formation supérieure pour accueillir trois mille étudiants en 1993. La première école d'ingénieurs, au nom de Louis De Broglie, devrait ouvrir ses portes à l'automne prochain.

Politique anti-dispersion

Maire socialiste de Rennes, M. Edmond Hervé est convaincu pour sa part que « les régions qui à l'avenir compteront seront celles qui posséderont une forte armature urbaine ». D'où le pacte d'entente conclu entre Angers, Nantes, Brest et Rennes, auquel a demandé à se joindre le district de Lorient. La « bande des quatre... municipalités socialistes » cherche à mener une politique anti-dispersion sur des questions aussi essentielles que la recherche agronomique, l'exportation aux Etats-Unis, la reconnaissance de l'arc atlantique, les coproductions artistiques. L'Ouest breton aussi nourrit des grands projets sous l'appellation convenue de « technopôles »: à Saint-Brieuc-Ploufragan autour des pathologies animales et à Brest avec ce beau slogan: « Ici la motière grise est bleue et verte ».

Le conseil régional manquerait-il de grandes ambitions? Sans avoir la réputation d'un « foudre de guerre », M. Bourges, son bureau et

sa majorité ne sont pas non plus des petits gestionnaires « pépères ». Le plan universitaire, le troisième signé par une région avec l'Etat, est intéressant et tannique. La région met aussi en place le programme de biotechnologies « Britta », le schéma d'alimentation en eau (que les pollutions d'origine agricole annuellement rendent urgent) et prépare le futur plan 1993-1997 dans un souci d'homogénéité.

Mais au pays qui vit naître Renan et qui a éternisé Gauguin, ce serait un comble que l'économie supplante systématiquement le destin des âmes et l'amour fin des paysages. Présidé par le socialiste Guy Lengagne, le Conservatoire du littoral acquiert, peu à peu, des parcelles fragiles dans la baie d'Audierne, et encore plus au cap de la Cbèvre, là où parfois, la nuit et par vent à déchirer la toile, les trépassés reviennent parmi les vivants.

Le député centriste du secteur, M. Ambroise Guédel, applaudit des deux mains. L'un et l'autre furent secrétaire d'Etat à la mer, cela crée bien sûr des liens... Grand et surtout beau projet! Pour des causes qui en valent la peine et qui en appellent à l'histoire des ancêtres, les Bretons savent se servir les coudes et élargir à qui veut le cercle des amis.

F.Gr.

La semaine prochaine LE CENTRE

Déjà publié: l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre) et la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre).

Le conseil régional

Président: Yvon Bourges (RPR)
4 PC; 30 PS; 17 RPR; 24 UDF; 3 div. d.; 2 CN; 1 FN.

Résultats des élections de 1986 par départements

COTES-DU-NORD (16 sièges)

Ins.: 409 850; abst.: 16,75 %; suff. ex.: 323 239.
LO: 2,11 %; PC: 12,44 %; 2 élus; PS: 35,04 %; 6 élus; RPR: 15,91 %; 3 élus; UDF: 28,28 %; 5 élus; FN: 3,89 %; UDR: 2,39 %.

FINISTÈRE (25 sièges)

Ins.: 611 842; abst.: 21,21 %; suff. ex.: 468 776.
PC: 6,64 %; 1 élu; PSU: 1,87 %; PS-MRG: 34,42 %; 10 élus; UDF: 33,06 %; 9 élus; opp. diss. (M. Baeam, ex-RPR): 13,43 %; 4 élus; div. opp.: 2,80 %; FN: 5,04 %; 1 élu; Verts: 2,57 %.

ILLE-ET-VILAINE (22 sièges)

Ins.: 518 896; abst.: 21,07 %; suff. ex.: 387 380.
LO: 1,51 %; PC: 3,21 %; PS: 31,86 %; 8 élus; div. g.: 2,12 %; MRG: 0,56 %; Alt.: 0,38 %; UDF: 36,62 %; 10 élus; RPR: 15,89 %; 4 élus; FN: 3,95 %; POB: 0,52 %; Verts: 3,42 %.

MORBIHAN (18 sièges)

Ins.: 434 305; abst.: 20,51 %; suff. ex.: 328 877.
PC: 6,73 %; 1 élu; PS: 28,46 %; 8 élus; UDR: 2,02 %; Un. opp.: 49,49 %; 10 élus; FN: 6,82 %; 1 élu; div. opp.: 1,87 %; Verts: 3,11 %.

"RENNES ATALANTE": LA COMPLICITÉ DES INTELLIGENCES DANS UNE TECHNOPOLE EUROPEENNE

Rennes donnera du souffle à votre entreprise. 46 000 étudiants, 3 500 chercheurs, des PME high tech, des groupes internationaux qui échangent leur savoir pour créer les technologies de l'avenir. De la fusion de ces énergies sont nés le Minitel, Transpac, la norme de TVHD, le verre fluore, les services Numéris, l'ultrafiltration du lait, etc. Les acteurs de Rennes ATALANTE n'ont pas fini de surprendre. Ils créent et réalisent aujourd'hui les outils de demain. Vous avez une idée, un projet, un besoin d'oxygène, le désir d'intégrer votre entreprise dans le futur? Rennes ATALANTE vous accueille, prenez place.

RENNES ATALANTE

Rennes ATALANTE: 11, rue du Clos-Courtel, 35700 Rennes. Tél. 99 63 28 28

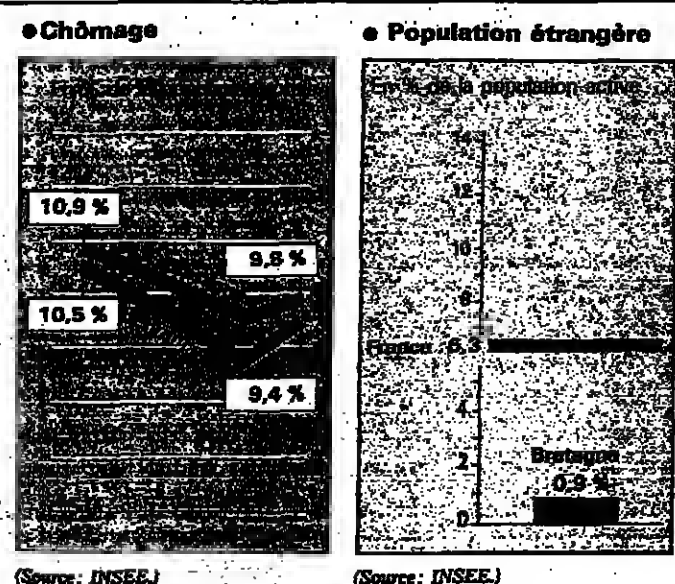
50 Agences en Bretagne

CIO
Crédit Industriel de l'Ouest

LA BANQUE DES REGIONS DU GRAND OUEST

PA Consulting Group
Conseil en Management

Centre des Salorges BP 794
44030 Nantes Cedex 04
Tél: 40 69 22 44 - Fax: 40 69 20 04



هنا من لاجل

SOCIÉTÉ

SPORTS

TENNIS : l'Open de Bercy

Chang traverse Paris

Le Français Guy Forget s'est qualifié pour les demi-finales de l'Open de tennis de Paris en battant l'italien Camporese en trois sets, vendredi 1^{er} novembre à Bercy. Dans les autres quarts de finale, les Américains Chang et Sampras et le Suédois Svensson se sont facilement imposés en deux manches. Les demi-finales devaient opposer, samedi 2 octobre, Forget à Svensson et Chang à Sampras.

Michael Chang aura mis un peu plus de deux ans pour traverser Paris. Après son triomphe de 1989 à Roland-Garros, il réapparait à l'est, en demi-finale au Palais omnisports de Bercy. Après avoir éliminé, comme à l'époque glorieuse, trois joueurs mieux classés que lui, dont le numéro un mondial Stefan Edberg.

Pourtant, ces deux années et ces dix kilomètres ont tout changé. Le jeune Américain le reconnaît, il n'y a plus de « poussière magique »

sur le court. Et les spectateurs se sont faits aussi durs avec lui que la surface de Bercy. Jeudi, ils l'ont copieusement bué pour avoir attenté à la personne du roi suédois. Vendredi, c'est du bout des doigts qu'ils ont daigné le féliciter de sa nette victoire contre Petr Korda, le Tchèque à tête de monnaie.

Le public parisien boude Chang. Comme s'il avait encore honte du délire qui le saisit en ce mois de juin 1989. Comme s'il en voulait au joueur de n'avoir jamais justifié cet engouement par d'autres victoires, d'avoir souillé un palmarès prestigieux pour un caprice de gamain.

Casser le mur

C'était au temps où les Américains, maîtres de statistiques, lui attribuaient tous les records : plus jeune joueur à passer un tour de l'US Open, plus jeune à disputer la Coupe Davis, à entrer dans les dix premiers au classement ATP et, bien sûr, à remporter un tour-

noi du grand chelem, à dix-sept ans et trois mois. Chang gagnait avant même d'avoir promis.

Aujourd'hui le fils d'émigré taïwanais compte dix-neuf printemps, et il n'est pas plus avancé. Une seule victoire, deux finales dans des tournois mineurs : le bilan des deux dernières saisons donne dans le minimalisme pour celui qui devait devenir le joueur des années 90. Les Agassi, Sampras et Courier, qu'il battait régulièrement chez les juniors, l'ont laissé sur place. Et Chang a été rattrapé par des préoccupations que ses prodiges précoces semblaient devoir lui éviter.

« Mon but est d'arriver à casser le mur des quarts de finale, explique-t-il. Mon classement de vingt-troisième à l'ATP me donne toujours des places de dernière tête de série. Et je me retrouve en quarts contre un des cinq premiers mondiaux : c'est comme cela que j'ai perdu neuf fois cette saison. Je dois sortir de ce cercle infernal pour arriver à gagner. » Chang y est enfin parvenu à Bercy, avec un jeu sans coup vraiment marquant, mais un

peu plus agressif au filet qu'à l'accoutumée.

Et toujours avec cette arme qui l'avait conduit au sommet de Roland-Garros : son cerveau. Chang sait parfaitement lire le jeu de ses adversaires. Et il adore faire son nid dans leurs faiblesses. L'Américain est sans doute le premier joueur en creux de l'histoire du tennis, pâte à modeler qui épouse les défauts de toutes les cuirasses. Vu l'état de débâclement des troupes du tennis mondial, Chang le sage peut espérer encore casser quelques briques dans son mur, d'ici à la fin de l'année.

JÉRÔME FENOGLIO

Résultats du vendredi 1^{er} novembre

(Quarts de finale)
J. Svensson (Sué.) b. K. Novacek (Tch), 6-4, 6-2; M. Chang (E-U) b. P. Korda (Tch), 7-5, 6-1; G. Forget (Fra) b. O. Camporese (Ita), 6-1, 3-6, 6-3; P. Sampras (E-U) b. A. Volkov (URSS), 6-2, 6-3.

Les demi-finales. En 1987, seul le Pays de Galles était arrivé à ce stade de la compétition.

Le rugby d'inspiration prôné par le technicien français Jean Trépo, qui a quitté son poste après l'élimination du Quinze de France - paraît condamné à s'offrir des séances de musculation. Hormis les tenants du titre néo-zélandais - décevants sur l'ensemble de la compétition - une seule équipe a semblé capable d'allier la puissance et le talent : l'Australie, dont les prestations en quarts de finale (contre l'Irlande) et en demi-finales (contre la Nouvelle-Zélande) resteront les meilleurs matches de cette compétition. L'Australie et l'Angleterre, finalistes cette année, n'avaient pas connu pareille réussite en 1987. De ce point de vue, aussi, le rugby a bien changé en quatre ans.

PHILIPPE BROUSSARD

FOOTBALL : championnat de France. - En match avancé comptant pour la seizième journée du championnat de France de première division de football, l'Olympique de Marseille s'est imposé vendredi 1^{er} novembre 4-0 face à l'AS Nancy.

Gros sous en Ovalie

Suite de la première page

En fait, sous la pression de leurs joueurs, les fédérations anglaise et écossaise ont dû accepter ce qu'elles reprochaient jadis à la Nouvelle-Zélande ou à l'Australie, traditionnellement plus tolérantes en matière d'argent. Le rugby file à grandes enjambées vers le professionnalisme.

Marginalisation des Français

La première partie de ce « mondial » a donc confirmé la mainmise des Britanniques, en particulier les Anglais, sur le jeu et sur son avenir. Préférer qu'il s'agisse d'une « coproduction » franco-britannique relevait de la tromperie. Hormis le fait d'accueillir huit matches, de remplir ses stades (17 millions de francs de recette) et de décaler ainsi un bénéfice de

7 millions de francs en faveur de sa fédération, la France n'a guère eu son mot à dire, comme cela avait d'ailleurs été le cas au moment de la vente des droits de télévision aux chaînes privées (TF1 et surtout Canal Plus, qui a retransmis les trois premiers matches du Quinze de France en direct et en « codé »). De Grenoble à Paris, même les cerbères chargés de filtrer l'accès aux vastes stades, étaient anglais.

Ces tensions ont été également ressenties dans le domaine de l'arbitrage. Pour les matches de la seconde phase (à partir des quarts de finale), les organisateurs n'ont pas retenu un seul directeur de jeu français, préférant « sélectionner » un Écossais ou un Australien qui étaient pourtant blessés !

A l'évidence, les responsables du rugby anglais, membres influents de l'International Board (le gouvernement du rugby mondial), ont

profité de la Coupe du monde pour marginaliser la France sur la scène internationale. Albert Ferrasse, qui devrait se retirer en décembre prochain, s'est montré un piètre défenseur des intérêts du rugby français. An-dé-là du Quinze de France, l'ensemble du rugby national est sorti vaincu de ce tournoi.

Montée en muscles

Riches en règlements de comptes, la Coupe du monde a été plus avare en matches de qualité. La rigueur et le muscle l'ont souvent emporté sur la fantaisie. Les artistes français ou fidèles n'ont pas été aussi brillants qu'en 1987. En revanche, d'autres équipes se sont révélées, comme le Canada ou les Samoa, surprenants quarts de finalistes contre la Nouvelle-Zélande et l'Écosse.

Le jeu privilégié désormais le physique aux dépens de l'esthétique, comme le prouve la présence en finale de l'Angleterre, très critiquée pour son recours aux « échantillons ». Là encore, les Britanniques (à l'exception des Gallois, éliminés au premier tour) confirment leur retour en force, puisque les Écossais ont également atteint

SCIENCES

A la conférence internationale sur l'avenir des réacteurs rapides L'OCDE plaide pour les surgénérateurs

KYOTO

de notre envoyé spécial

Faut-il poursuivre le développement des réacteurs nucléaires ? Faut-il continuer à investir dans cette filière, illustrée en France par des réalisations comme Phebus, Superphénix, alors même que les spécialistes ne voient pas de débouchés économiques pour ces machines avant 2010-2020 ? A ces questions, le directeur général de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE, M. Kunihiko Uematsu, a répondu, jeudi 31 octobre, par un oui très ferme.

Lors de la clôture de la conférence internationale de Kyoto sur l'avenir des réacteurs rapides, il a en effet invité les participants à ne pas bais-

ser les bras en dépit du creux de vague que connaissent ces programmes, notamment en Europe. « Certes, à-t-il reconnu, il est évident que nous n'avons pas aujourd'hui un besoin vital de surgénérateurs. Bien sûr, nous avons aussi qu'il faudra fortement baisser leur coût de construction pour les rendre compétitifs avec d'autres filières et réduire d'au moins un tiers le prix du kilowatt-heure qu'ils produisent pour espérer convaincre les compagnies d'électricité. »

Mais ce qui est peut-être plus essentiel, c'est l'accent mis par M. Kunihiko Uematsu, et aussi par la plupart des participants à la conférence de Kyoto sur l'attention qu'il faut porter dès maintenant au problème des réserves d'uranium, qui ne seront pas toujours inépui-

bles, et sur celui, plus sensible encore aujourd'hui, des déchets nucléaires. De ce point de vue, disent les experts, les surgénérateurs de demain apporteront une bonne solution par leur capacité à générer du combustible (le plutonium) et à brûler certains déchets radioactifs gênants (les actinides).

Soutien des membres du club

Reste que les programmes de recherche et développement sur ces machines sont actuellement quel- que peu « chancelants » et que, même si l'on perçoit des frémissements sur ces sujets, telle la volonté affichée du département d'Etat américain à l'énergie (DOE) à relancer ses recherches dans le domaine des

surgénérateurs et du retraitement des combustibles irradiés (programmes ALMR, PRISM et IFR), chacun a besoin de l'autre pour tenir. D'où ce formidable besoin de s'entraider par des coopérations croisées entre les pays leaders de cette technique pour ne rien perdre de ce qui a été fait, maintenir les équipes et être prêts pour le jour où le besoin en ces réacteurs se fera sentir.

Le récent accord noué entre les Européens et les Japonais (le Monde du 30 octobre 1991), comme celui noué entre les Américains et les Européens, est de cette nature. Tous les acteurs de cette pièce nucléaire mondiale sont conscients qu'ils ne peuvent rien les uns sans les autres et qu'il leur faut, comme l'a rappelé M. Kunihiko Uematsu, « mettre en commun leurs résultats, travailler ensemble sur les problèmes liés à la sûreté des installations et surtout établir des règles de sûreté commune ».

A n'en pas douter, ce chemin sera long et difficile. Chacun se sent prêt à soutenir celui qui, pour des raisons budgétaires, risquerait de devoir quitter le club des constructeurs de réacteurs surgénérateurs. A commencer par les Japonais, qui, bien qu'ayant un ambitieux programme nucléaire (1) et des budgets très conséquents de recherche et de développement sur les surgénérateurs, aimeraient bien ne pas apparaître seuls sur la scène mondiale au moment où leur réacteur surgénérateur de Monju, d'une puissance de 280 mégawatts, s'apprête à faire ses premiers pas.

Et, même si M. Uematsu ne l'a pas dit, il est clair que sa position en faveur de cette filière nucléaire avait de ce point de vue des accents plus nationalisés qu'il n'y paraissait au prior.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Un rapport du ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) a recommandé, en juillet 1990, de plus que doubler la capacité nucléaire du Japon, la faisant passer de 28,9 gigawatts en 1986 à 72,5 gigawatts en 2010.

Pour remédier aux séquelles de la catastrophe

Une charrue géante pour Tchernobyl

COPENHAGUE

de notre correspondant

Un ingénieur danois, M. Joergen Roed, attaché au centre de recherche nucléaire de Risø (près de Copenhague) vient de partir pour Tchernobyl où il doit, avec quatre autres experts européens, installer dans la zone « interdite » de trente kilomètres qui entoure la centrale sinistrée un laboratoire destiné à étudier les séquelles de la catastrophe de 1986, et la possibilité d'y remédier éventuellement.

Ce projet, qui a reçu le soutien de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, bénéficie d'une subvention de la CEE. M. Roed a emmené une charrue spécialement conçue pour labourer des terres irradiées, qu'il a mise au point ces dernières

années avec ses collègues de Risø. Cette machine est capable d'enfouir à plus d'un mètre de profondeur les couches superficielles touchées par les radiations, amenant ainsi en surface une terre très peu polluée, où, espèrent les experts, il devrait être possible de faire pousser une végétation normale.

M. Joergen Roed a imaginé il y a plus de dix ans cette charrue fabriquée par les usines de Bov-

lund en Suède du Sud. Mais son invention n'avait, jusqu'à présent, guère intéressé les spécialistes. La catastrophe de Tchernobyl l'a brusquement mise en valeur, et un groupe de physiciens soviétiques à qui elle fut présentée lors d'une visite au Danemark au printemps dernier avait manifesté le désir de la copier.

CAMILLE OLSEN

Un nouvel incendie. - Pour la deuxième fois en trois semaines, un incendie a éclaté à la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine). Le feu s'est déclaré pour une raison inconnue dans un local contenant des câbles et du matériel électrique pour les générateurs, dans la salle des turbines du bloc numéro un de la centrale. Il a été maîtrisé grâce au système anti-in-

cendie, ainsi que par les sapeurs-pompiers de la centrale, et « la situation radiologique à la centrale et dans la région voisine n'a pas changé » à la suite de cet incident, indiquent les autorités. Le 11 octobre, un incendie beaucoup plus important avait totalement ravagé la salle des turbines du bloc numéro deux (le Monde daté 13-14 octobre). - (Tass.)

COMMUNICATION

La limitation publicitaire de l'alcool et du tabac en Europe

Londres accuse Bruxelles de menacer la liberté de la presse

Le secrétaire d'Etat britannique aux entreprises, M. John Redwood, s'est attaqué vendredi 25 octobre aux directives de la Communauté économique européenne sur la limitation de publicité en faveur de l'alcool et du tabac.

Dans un communiqué, M. Redwood a indiqué que, « si le flot continu de directives restrictives continue, la liberté de la presse elle-même pourrait être menacée », en concluant qu'il ne s'agissait pas là d'une « exagération ». Selon le secrétaire d'Etat, le tabac et l'alcool, mais aussi les cosmétiques et les produits destinés aux enfants, tous secteurs visés par ces restrictions, représentent entre 20 % et 40 % des investissements publicitaires réalisés par les entreprises britanniques. Si la commission

européenne parvenait à ses fins, cela mettrait en cause environ 1 700 magazines et quelques 16 000 emplois, a noté M. Redwood, qui a fait remarquer que, contrairement à la France, où la presse technique et spécialisée peut aussi compter sur les aides de l'Etat, les magazines d'outre-Manche sont majoritairement financés par la publicité. Or, ajoute-t-il, « une presse libre a besoin de sources de revenus indépendantes ».

Les Britanniques demeurent largement convaincus que la réglementation publicitaire devrait rester du ressort de chaque pays. Une opinion que flatte M. Redwood, selon lequel chaque commissaire européen « a sa petite marotte » en ce domaine, ce qui aboutit à « un dangereux guépier ».

En parallèle à un accord entre FCA! et Dai-ichi-Kikaku

Polémique autour d'un spot anti-tabac

Le septième groupe publicitaire japonais, Dai-ichi-Kikaku (DIK), vient d'acquiescer 10,7 % du capital de la holding FCAB (groupe FCA!), contrôlé à 66 % par ses dirigeants (MM. Philippe Calteux, Jean Feldman, Jean-Fred Koenig et Marc Bourgey) et par diverses institutions financières pour le reste. FCAB détient pour sa part 20 % de l'une des filiales de DIK à Tokyo. En outre, FCA! vient de renforcer sa structure « hors médias » en créant l'IDM Marco Polo, issu du rapprochement de son agence de marketing direct et de promotion IDM avec Marco Polo, rachetée à Eurocom.

Seule ombre au tableau pour FCA! : sa récente campagne contre le tabagisme, avec le spot « Fumer, c'est contre ma nature », dans lequel sont mis en scène cyniques et cow-boys apparentés à l'image de Marlboro. Elle a fait

l'objet d'une première mise en garde du groupe publicitaire bordelais Lemeunier/Leo Burnett (BL/LB). L'agence estime qu'en détournant le personnage et les décors créés en 1956 pour Marlboro par Leo Burnett, FCA! se livre à un « acte de piraterie » (le Monde daté 27-28 octobre).

Une plainte a été déposée le 28 octobre devant le juge des référés du tribunal de Nanterre par la firme Philip Morris contre le Centre français d'éducation pour la santé (CFES) - à l'origine de cette campagne - pour dénigrement, atteinte aux droits d'auteur et discrimination envers la marque. La firme américaine notait, au passage, que le spot emprunte des éléments à l'univers publicitaire de Marlboro et non d'une marque de la SEITA. Le jugement doit être rendu la semaine prochaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARNAUT & ASSOCIÉS

BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ 1 326 MILLIONS AU PREMIER SEMESTRE 1991

Le Conseil d'Administration réuni le 24 octobre 1991 a pris connaissance de l'activité et des résultats consolidés du Groupe pour le premier semestre 1991.

ACTIVITÉ

Le premier semestre a subi les effets de la crise du Golfe et du ralentissement de la croissance économique internationale. Cependant, pour le Groupe des signes encourageants sont apparus dès le second trimestre et une nouvelle croissance de l'activité est actuellement enregistrée.

Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 5,3 % et s'élève à 14 428 millions de francs.

Le secteur des produits de prestige (LVMH - CHRISTIAN DIOR - CELINE - CHRISTIAN LACROIX) a connu une croissance de 3,5 % et le secteur de la distribution (CONFORAMA - BON MARCHÉ) enregistre une progression de 8,3 % supérieure à la moyenne du secteur.

L'activité immobilière (GROUPE GEORGE-V) a réalisé un chiffre d'affaires de 843 millions de francs en croissance de 14,8 % par rapport au premier semestre de 1990.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Il est précisé que CONFORAMA dont le Groupe PINAULT a pris le contrôle en juillet 1991 fait partie intégrante du périmètre de consolidation pour le premier semestre 1991.

Le résultat net avant éléments inhabituels s'établit à 1 275 millions contre 1 458 millions à fin juin 1990. Cette évolution provient principalement du secteur des produits de prestige et plus particulièrement de la progression des frais financiers liés aux acquisitions d'actions GUINNESS en 1990 et du Champagne POMMERY au début 1991.

Pour les mêmes raisons, le résultat net passe de 1 510 millions (45 millions part du Groupe) au premier semestre 1990 à 1 326 millions (30 millions part du Groupe) en 1991.

Le résultat consolidé du second semestre devrait se situer dans la continuité de celui du premier semestre.

Le Monde L'ÉDUCATION

Novembre 1991

A L'IUT, A L'UNIVERSITÉ ACQUÉRIR UN MÉTIER

Tout savoir sur les nouvelles filières professionnalisées pour devenir ingénieur.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الحاصل

CULTURE

MUSIQUES

Verdi, Toscanini, et caetera...

« Don Carlos » à Bordeaux, « Falstaff » à Toulouse et la réédition sur compacts d'un « Otello » de légende

Empli à ras bord de potion magique, l'orchestre de la NBC bouillonne comme un chaudron, les cordes, fringantes et légères, élaborent de toutes parts sans toucher terre; les attaques en anacrouse, mousquetaires et bouclées, ne provoquent aucun fou, aucun tiraillement, dans l'unisson des premiers violons. Du premier entrain - chaque sèche - au débarrasement exultant du héros, de l'air du vin - militaire et violent - au duo d'amour pressé par l'urgence, sans une ombre de pathos, sans rubatos dégoûtants, sans alanguissements, le premier acte d'*Otello* glisse.

Le serment, le credo, auront ensuite marqué, dans l'excès des passions, de nouvelles accélération; la fin du troisième acte - scène de groupe fabuleuse - aura donné lieu à de furieux piétinements, dans l'enchâssement des voix et des sentiments. On n'aura sourillé, essouffé et agonie mêlés, qu'après l'accomplissement du destin. Entre-temps, on aura tout entendu, tout vu, tout compris, de l'action, des images orchestrales, des psychologues.

Cette visualisation de tous les détails de l'écriture musicale, ces contrastes fulgurants du noir et du blanc, ces plans-équivalents balayants, cette nervosité de chat dans l'acier, ce cinéma, c'est *Otello*, c'est Verdi, dirigés par Arturo Toscanini. « Le Plus Grand Enregistrement d'Opéra de Tous les Temps », écrit James Levine, majuscules y compris. Plus qu'un document en tout cas. Un chef-d'œuvre exécuté dans le style adéquat.

Toscanini avait dix-neuf ans en 1887, année du premier triomphe d'*Otello*. Il était dans la fosse, au pupitre des seconds violoncelles. Verdi lui avait confié de jouer plus vigoureusement dans le duo d'amour - passage indiqué *pianissimo* dans la partition. Devenu chef, Toscanini n'allait pas oublier cette auto-trahison. Soixante ans après la création de la Scala, il allait enregistrer à New-York, en cinq séances de studio, cet *Otello* de légende, exemple de liberté dans la fidélité à une tradition (1).

L'*Otello* de Ramon Vinay n'est pas un ténor aux aigres triomphants comme celui de la création, mais comme le veut le rôle, au fond, un grand seigneur du chant, presque plus



Arturo Toscanini : une visualisation de tous les détails de l'écriture musicale

barytonnant que l'ago. Au baryton (Giuseppe Valdengo) les fausses grâces, les fulgurances, les insinuations : l'emploi « léger ». Ni le rôle de Cassio (Virgilio Assandri) ni même celui de Desdémone (Herva Nelli) ne sont confiés à de très grandes voix. Mais on comprend que Toscanini ait préféré à tel ou tel monstre sacré ce soprano précis et aéré, ce ténor aux aigus ciselés. Ils font de la musique, rien d'autre ici n'est important.

Ecoutez, après ou avant, n'importe quelle bonne exécution moderne et, si possible, une excellente : celle de Karajan. On n'est pas dans l'orchestre, les reliefs sont plats, l'agitation instrumentale monotone, la fosse ne colle pas au chant comme aux images d'un film doit coller la bande. L'effet Toscanini? C'est révélateur : les meilleures versions sur microsillons. Par un enregistrement

vieux de quarante-quatre ans, réalisé sur 78 tours, et repiqué (remarquablement) pour figurer au sommet des quelques soixante volumes à ce jour disponibles en France de la « Toscanini Collection », en cours de parution chez RCA.

L'effet Lombard

Mais nous voici à Bordeaux pour *Don Carlos*, inauguration de la première saison Verdi d'Alain Lombard et de son Orchestre de Bordeaux Aquitaine (2). Le Grand Théâtre restauré ouvrira en janvier. Terminés ces opéras sommairement mis en scène au Palais des Sports (ici par Daniel Ogier) devant mille spectateurs, certes électrisés, mais dans un confort précaire : un plateau froid, ingrat, un semblant de fosse. Par là

force des lieux, c'est le chef que l'on voit, et l'orchestre que l'on entend d'abord.

Soit un orchestre placé très en avant, comme chez Toscanini. C'est un risque que Lombard sait retourner à l'avantage de chacun. L'orchestre est contraint de s'écouter, de nuancer tout le temps, de modérer le volume au profit du phrasé, de l'intonation, de l'expression, du sens à donner à chaque dessin. Moins écrasés par cette phalange aux petits soins qu'elles ne le seraient par un orchestre routinier, les voix semblent portées par un souffle puissant. La formation constituée par Lombard l'an dernier n'a pas encore l'assurance d'une phalange rodée : il faut tout un acte pour la décrire. Mais elle colle alors presque aussi étroitement au plateau que celle de la NBC, la virtuosité des cordes en moins. Sans

L'ultime opéra

Baldo Podié fait un furtif signe de croix en s'avancant vers le podium : c'est la cinquième et dernière fois qu'il dirige cette nouvelle production de *Falstaff* de Verdi montée par le Théâtre du Capitole de Toulouse. Les précédentes représentations se sont bien passées, mais on ne sait jamais! Le dernier acte de Verdi est si difficile des autres; c'est une comédie dont la musique est insaisissable dans ses sautes d'humeur, dans ses rebonds péroratoires, à décrire dans ses couleurs, son harmonie, ses assemblages de timbres, qu'il faut le diriger comme on dirigerait les Noces.

Le dernier opéra de Verdi est en rupture avec la virtuosité de rossignol mécanique de *lo Traviata*, comme avec la concentration quasi-minérale

d'*Otello* (composé en 1893, six ans plus tôt). Le « vieux » Verdi se souvient de Mozart et ouvre un chemin que Puccini et Janáček emprunteront.

Un rien peut gripper cette belle machine, surtout lorsqu'elle est mise en scène de façon si respectueuse de la tradition et de la lettre du livret : les chanteurs virevoltent sur scène comme des perruches dans une cage, occupent tout l'espace scénique, entrent, sortent, selon les conventions de la comédie boulevardière.

Mais que faire d'autre avec cette comédie inspirée de Shakespeare que se résigner à faire reposer la représentation sur les épaules du rôle titre? Et la stature de Fontary, assurément, y résiste. Son insolence vocale, sa vivacité, sa présence physique sont épuisantes. Et toute la distribution est digne de lui. De Jonathan Summers (Ford) à Phyllis Panchella (Mrs Page), de Valérie Masterson (Mrs Ford) à Marek Torzewski (Fenton), la distribution réunie par Nicolas Joel, qui est également le patron de l'Opéra de Toulouse, est digne des plus grandes scènes lyriques, des plus beaux plateaux discographiques. A l'image de l'orchestre et des chœurs de la maison qui, dirigés par le Yougoslave Baldo Podié, ont prouvé une fois de plus leur parfaite maîtrise technique et musicale. Une équipe musicale si parfaitement soudée que nous nous sommes pris à regretter qu'aucun enregistrement radio ou discographique n'en ait été réalisé.

ANNE REY
et ALAIN LOMPECH

(1) Avec Ramon Vinay (*Otello*), Herva Nelli (*Desdémone*), Giuseppe Valdengo (*Iago*), Virgilio Assandri (*Cassio*), Nana Merimani (*Emilia*), orchestre et chœurs de la NBC, Arturo Toscanini (direction) : un coffret de 2 CD RCA GD 60302.

(2) En mars : *le Trouvère*, direction Alain Lombard, mise en scène Nicolas Joel, coproduction avec Montpellier et Toulouse. Festival Verdi en juillet avec *Rigoletto*, direction John Fiore, mise en scène Giancarlo Cobelli, avec Leonila Vaduva dans le rôle de Gilda; *Otello*, direction Lombard, mise en scène Ogier, avec Giacomini, Zaccarano et Gabriele Benackova dans le rôle de Desdémone (Tél : 56-48-58-54).

CINÉMA

L'humour de survie

Rencontre avec Ken Loach

Discret, laconique, l'air un peu emprunté, donnant l'impression qu'il a peur de gêner, Ken Loach - *Kes*, *Family Life*, *Hidden Agenda* - est un cinéaste dérangeant, humaniste vibrant, critique féroce de la société britannique, héritier du *free cinema*, de Lindsay Anderson, Karel Reisz. « Jeunes gens en colère » à la fin des années 50, déterminés à se pencher sur la condition ouvrière, mais s'en dégageant pas moins (attachés à la culture bourgeoise). « D'une certaine manière, reconnaît Loach, ils nous ont fait la tâche. Mais tous, hormis Lindsay Anderson, sont partis pour l'Amérique... Leur colère n'était pas politique, seulement une coïncidence historique, peut-être une mode. Aujourd'hui, seul Lindsay Anderson est encore et toujours un homme en colère ».

Loach naît le 17 juin 1936 à Nuneaton, Warwickshire, en milieu ouvrier (père contremaître en usine). Il va à l'école communale. Il entre au lycée, fait à dix-neuf ans son service militaire dans les bureaux de la Royal Air Force, entreprend des études de droit à

Oxford, se joint assez vite au groupe de théâtre expérimental de l'université, monte sur les planches, abaisse ses études, rejoint des troupes de répertoire à Londres et en province, gagne sa vie entre deux « jobs » comme instituteur suppléant, trouve un emploi fixe au théâtre de Northampton où d'assistant il passe bientôt metteur en scène.

Ecœuré par le répertoire boulevardier, il claqué la porte - et passe un an au chômage. A l'automne 1963, apprenant que la BBC recrute du personnel pour sa deuxième chaîne, il pose sa candidature et se trouve engagé. Il fait la connaissance du producteur Tony Garnett, avec qui il travaillera pendant près de vingt ans.

« Nos émissions, entre dramatiques et documentaires, suivaient généralement le journal télévisé du

soir, et nous tentions d'en faire un prolongement de l'actualité ». Vu par six millions de téléspectateurs, *Cathy come Home* (1966) crée le scandale : en traitant des sans-abris, Garnett et Loach forcent au débat public sur l'industrie du bâtiment. En 1967, Ken Loach fait ses débuts au cinéma avec *Poor Cow*, d'après un roman de Nell Dunn, dont l'héroïne est une jeune mère qui s'installe avec un voyou (Terence Stamp) tandis que son mari est en prison.

Ses deux longs-métrages suivants lui apportent une renommée internationale. Tournés au début des années 70, *Kes* (les amours d'un enfant et d'un faucon) et *Family Life* (une lente descente vers la folie) sont désormais deux classiques du cinéma britannique. A propos de Ken Loach reviennent toujours les mots : rigueur,

honnêteté, humour. « Un humour de survie, que l'on retrouve sur les docks, à la mine, en usine... C'est ce que les gens disent regretter le plus quand ils perdent leur emploi : les plaisanteries, les grosses blagues ».

Odysée financière de Riff Raff : Préparant *Hidden Agenda*, commandé par David Putnam, alors à la tête de la Columbia, Ken Loach bénéficie d'un bureau à la branche londonienne du studio. Il rencontre Bill Jesse, scénariste à ses heures et maître de son état. « Il travaillait sur un chantier de construction et venait de temps en temps boire un café. Un jour, aux environs de Noël, il me dit d'avoir passé la matinée à arracher un plancher et à user des bêtes rats. Il n'en pouvait plus. Je suis allé puiser dans la tirelire à petite monnaie de *Hidden Agenda*, et j'ai

réussi à lui décrocher 200 ou 250 livres pour écrire le premier traitement de Riff Raff ». Le projet est alors repris par Channel 4, filiale cinéma de la quatrième chaîne de télévision anglaise.

Riff Raff a été tourné dans un hôpital désaffecté à Tottenham, le Prince-of-Wales Hospital, que l'on transformait effectivement en appartements de luxe. La faillite des promoteurs avait interrompu les travaux, repris avec d'autres fonds. Loach installe ses bureaux de production dans des cabines démontables à même le chantier, les acteurs se mêlent aux véritables maçons. Les éclairages cinéma sont réduits au minimum, et les techniciens planqués de manière à ne pas troubler la vie du chantier. Parfois recrutés sur petites annonces, les acteurs improvisent.

« L'essentiel, dit Loach, est de joindre en sorte que ça fonctionne, que ça existe : puis quand vous sentez que c'est prêt, vous commencez à tourner. On ne peut pas toujours faire ça mais à chaque fois que c'est possible, c'est tonifiant. Prendre tout le monde par surprise : la surprise est ce qu'il y a de plus difficile à jouer. Voyez cette scène où Susan offre à Stevie un boxer-short pour son anniversaire. Robert Carlyle savait qu'il y avait une scène d'anniversaire, qu'il recevrait un cadeau, l'a découvert au tournage, à la caméra. C'est pourquoi tourner dans l'ordre chronologique me paraît si important ».

HENRI BÉHAR

□ Jean Guibal à la tête du Musée des arts et traditions populaires. - Le Musée des arts et traditions populaires (ATP), situé en bordure du bois de Boulogne, à Paris, vient de changer de directeur. Jean Guibal y remplace en effet Nicole Garnier, « appelée à de nouvelles et importantes fonctions ». Jean Guibal, quarante et un ans, connaît bien cet établissement, puisqu'avant de rallier le Musée dauphinois dont il est responsable depuis 1986, il avait fait partie

Un songe cruel

LE VOLEUR DE CHEVAUX
de Tian Zhuang Zhuang

Rien, presque rien des habitudes du spectacle de cinéma n'aide à voir le *Voleur de chevaux*. Que le film soit chinois, et vieux de cinq ans, constitue les moindres causes de son éloignement. Qu'il se passe au Tibet est le moindre de ses exotismes. C'est le récit lui-même, le rapport des scènes entre elles, de son avec les images, de ce que « ça raconte » avec « ce qu'on voit » qui déroutent et intriguent. L'histoire, minimale, est celle d'un pauvre berger très pieux qui se fait voleur, est exclu du village par les prêtres. Histoire suggérée plus que racontée, dans un lent ballet de visions qui mêlent les splendeurs de la nature aux beautés de l'architecture sacrée.

Produit par les studios de Xi'an, à l'époque d'un renouveau du cinéma chinois aujourd'hui noyé dans le sang de Tiananmen, réalisé par un membre de cette « cinquième génération » (Chen Kaige, Zhang Yimou) qui depuis juin 1989 n'a plus le espoir qu'entre l'exil ou le silence, le *Voleur de chevaux* surprend par son mélange de crudité et de souffle. Il faut accepter de se laisser emmener par sa mélodie, sans trop chercher à repérer les causes et les effets, pour jouir des somptueuses images, où l'assemblée hiératique des moines en prière près d'un charnier revient comme un inquiétant refrain. Peu à peu, l'idée s'insinue que cette évocation d'une caste idéologique, prévaricatrice et hypocrite, ne concernait pas seulement les temps immémoriaux de la société traditionnelle.

JEAN-MICHEL FRODON

théâtre de la bastille

27 oct au 13 nov

Léo Katz
et ses œuvres

triplage de Louis-Chrétien Sirjaco

17, 23 et 29 novembre 1991, au Gymnase de la Bastille

43 57 42 14

31, rue de la Bastille 75001 PARIS

Un chantier de construction à Londres, comme si vous y étiez. Un contremaître fascinant, son assistant, petit-chef breillard, plus des gros bras blancs et noirs en salopette et casque, et tous les accents du royaume de Sa Gracieuse Majesté. Comme la plupart des autres, l'Écossais sort de prison, se fait engager sous un faux nom. Ses nouveaux copains l'installent dans un squat. A la première paie par chèque, il va falloir verser une dette à celui qui possède un compte en banque, va encaisser pour les autres et se fait d'ailleurs rouler...

Riff Raff : Ken Loach retrouve

Ici Londres

son thème favori, le prolétariat britannique, et le montre plus vrai que nature. Impossible de ne pas être frappé par la vérité de ces braves types, par leur violence à fleur de peau, leur xénophobie peu même agressive, leur façon détachée plus que résignée d'accepter les turlutes, leur humour fait de distance, ils fonctionnent par solidarité, haine et mépris, ils sont anglais. Thatcher est leur tête de turc. On oserait savoir ce qu'il en est à présent. Continuait-elle à en rêver? Elle l'est obsédée comme une mère fouet-teuse.

Tous, le Noir qui gamberrait sur l'Afrique inconnue, la syndicaliste paternaliste, le joyeux drille... tous ensemble, ils sont la vedette du film. Avec quand

même une attention particulière pour l'Écossais, fils de bourgeois déboussolés - l'entêtement de sa mère est un grand moment - pour son idylle avec une chanteuse hippisante, pauvre, vaguement camée. Elle est la plus « actrice », son rôle veut ça.

Mêlés à des non-professionnels, les acteurs ne s'en distinguent pas. Ils sont là, les uns et les autres, avec leur pesant de soucis. Grâce à eux, grâce au comique dru et précis de certaines scènes - l'audition de la chanteuse, l'enterrement de la mère de l'Écossais - et malgré l'avancée parfois lente d'un récit qui frôle plus d'une fois le didactisme démonstratif, *Riff Raff* est un vrai bonheur.

COLETTE GODARD

سكتة من الالوان

هنا من اجل

SPECTACLES

SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Les Cloches de Saint-Marie (1945), de Leo McCarey, 15 h ; Clio de 5 à 7 (1982), d'Agnès Varda, 17 h ; L'ange ivre (1948), d'Akira Kurosawa, 19 h ; Le Roman de Marguerite Gautier (1936), de George Cukor, 21 h.

DIMANCHE

Paris la belle (1929-1959), de Pierre Prévost et Marcel Duhamel, Paris qui dort (1923), de René Clair, 15 h ; Boudou sauvé des eaux (1832), de Jean Renoir, 17 h ; Pickpocket (1959), de Robert Bresson, 19 h ; Paris nous appartient (1960), de Jacques Rivette, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Yoshiwara (1937), de Max Ophüls, 16 h ; Les Sœurs de Gion (1936), de Kenji Mizoguchi, 20 h.

DIMANCHE

Il est mort après la guerre (1970), de Nagisa Oshima, 16 h ; Océan (1965), d'Olivier Assayas, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : Omes (1934, v.o. s.t.), de Ray Enright, 14 h 30 ; Les Passagers de la nuit (1947, v.o. s.t.), de Delmer Daves, 17 h 30 ; How Sore (1941, v.o. s.t.), de Raoul Walsh, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : A l'Est d'Eden (1955, v.o. s.t.), d'Elia Kazan, 14 h 30 ; Le Port de l'angoisse (1945, v.o. s.t.), de Howard Hawks, 17 h 30 ; Le Roman de Mildred Pierce (1945, v.o. s.t.), de Michael Curtiz, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Week-end hommage à Georges Brassens : Brassens (1960) de Jacques Audiard, 14 h 30 ; Georges Brassens (1977) de Patrick Carnus, Georges Brassens chez lui à Paris (1978) de François Chérel, 18 h 30 ; Brassens (1982) de Jean-Claude Bringuet et François Chérel, En direct de Bobino : Georges Brassens de François Chérel, 18 h 30 ; Rue de Gergovie (1982) de Serge Huet, Porte des Lilas (1957) de René Clair, 20 h 30.

DIMANCHE

Week-end hommage à Georges Brassens : Georges Brassens (1977) de Patrick Carnus, Georges Brassens chez lui à Paris (1978) de François Chérel, 14 h 30 ; Brassens (1980) de Jacques Audiard, 16 h 30 ; Rue de Gergovie (1982) de Serge Huet, 18 h 30 ; Brassens (1982) de Jean-Claude Bringuet et François Chérel, En direct de Bobino : Georges Brassens de François Chérel, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-02-50-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bien-ventures Montparnasse, 15 (45-44-28-02) ; UGC Molière, 17 (40-69-00-10) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-22-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ;

Espece Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ;

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Bratagne, 6 (42-22-57-97) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont : Champs-Élysées, 8 (43-59-04-57) ; Saint-Le-

zère-Pesquier, 8 (43-67-35-43) ; 14

Juliet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Les

Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette

Bis, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Aldéa,

14 (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens,

14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gau-

mont Convention, 15 (46-28-42-27) ;

Pathé Wapler, 16 (45-22-46-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (L., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-

52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-

59-83) ; George V, 8 (45-62-41-48) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ;

Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Mistrat,

14 (45-38-52-43).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélan-

dais, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse,

14 (43-35-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Latina, 4

(42-78-47-88) ; Studio 28, 18 (45-08-

38-07).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George

V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount

Opéra, 9 (47-42-55-31) ; Gaumont Par-

nasse, 14 (43-35-30-40).

LA BANDE À PICOU (A., v.f.) : Rex,

2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-

10-82) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-

93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-

51-33) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-

94-95) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-61-68).

BARTON PINK (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC

Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC

Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; La

Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial,

13 (47-07-29-04) ; Sept Parnassiens,

14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de Beau-

gard, 4 (42-27-82-23) ; Les Trois Bel-

zacs, 6 (45-61-10-80).

BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Images

d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-

19-08) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9

(47-07-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-

21-71) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,

v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-

58-08).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (45-44-58-65).

LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : George

V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Impé-

rial, 2 (47-42-72-52).

LES COMMITMENTS (intéressé, v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

George V, 8 (45-62-41-48) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon,

6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées,

6 (45-61-94-95) ; UGC Biarritz, 9

(45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Les

Halles, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-

36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-

10-30) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;

UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Gau-

mont Convention, 15 (48-28-22-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La

Gambetta, 20 (46-38-10-80).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées

Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; Grand

Pavois, 15 (45-44-58-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE

(Brit., v.f.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-

81-81) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :

Les Trois Belzacs, 6 (45-61-10-80) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;

UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Gau-

mont Convention, 15 (48-28-22-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La

Gambetta, 20 (46-38-10-80).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg,

3 (42-71-52-38) ; Épée de Bois, 5 (43-

37-87-47).

LES DOCTES (A., v.o.) : Grand Pavois,

15 (45-44-58-65).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.,

v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6

(43-28-48-18) ; Denfert, 14 (43-21-

41-01).

PIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS

(Brit., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-

48-60) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Espece Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ;

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ;

Bratagne, 6 (42-22-57-97) ; La Pagode,

7 (47-05-12-15) ; Gaumont : Champs-

Élysées, 8 (43-59-04-57) ; Saint-Le-

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les

Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Action Rive

Gauche, 6 (43-29-44-00) ; 14 Juillet

Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bratagne, 6

(42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade,

8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-

41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-

80-81) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-

84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-

75-79-79) ; v.f. : Pathé Montparnasse,

15 (45-74-94-94) ; UGC

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6

(46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Épée de

Bois, 5 (43-37-87-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Ciné-

ma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14

(43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-

32-61-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia,

6 (43-28-84-66) ; Studio 28, 18 (45-08-

38-07).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) :

Latina, 4 (42-78-47-88) ; Épée de Bois,

5 (43-37-87-47).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna,

6 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Par-

amont Opéra, 9 (47-42-55-31) ;

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LES CLÉS DU PARADIS. Film fran-

çais de Philippe de Broca ; Rex, 2

(42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-

25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; UGC Montparnasse,

14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de Beau-

gard, 4 (42-27-82-23) ; Les Trois Bel-

zacs, 6 (45-61-10-80).

BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Images

d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-

19-08) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9

(47-07-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-

21-71) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,

v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-

58-08).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (45-44-58-65).

LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : George

V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Impé-

rial, 2 (47-42-72-52).

LES COMMITMENTS (intéressé, v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

George V, 8 (45-62-41-48) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon,

6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées,

BILLET

L'enjeu de l'apprentissage

Comme ils ont coutume de le faire, les partenaires sociaux ont dressé, le 31 octobre, un long inventaire des questions qu'ils souhaitent aborder au cours des négociations sur l'apprentissage qui viennent de s'ouvrir (le Monde du 2 novembre). Comme d'habitude, aussi, il est bien pris soin d'écrire les sujets les plus délicats, qui n'apparaissent certainement pas à l'examen des différents chapitres. Le consensus et l'accord éventuel sont à ce prix, ainsi que cela avait déjà pu être vérifié à l'occasion de la négociation précédente, sur la formation professionnelle. Le texte du 31 juillet, qui a été ensuite transcrit dans un projet de loi, n'a pas, à l'évidence, le souffle qu'on pourrait attendre d'une réforme, dont l'ambition était de moderniser la fameuse loi Delors de 1971...

Plusieurs hypothèses devraient en effet être levées pour que l'apprentissage devienne cette voie de formation nouvelle que réclame ardemment M. Edith Cresson, sans peut-être en mesurer les conséquences. D'abord, il faudrait remettre en cause le tuteur qu'exerce l'éducation nationale et lui substituer une responsabilité plus grande des partenaires sociaux. On voit tout de suite le risque d'une telle proposition, que la CGT a d'ailleurs dénoncée en privilégiant la «renouveau» de la formation professionnelle publique. Ensuite, il conviendrait de s'attaquer aux vraies difficultés de financement, qui obligent à affronter les chambres de métier et plus encore les chambres de commerce et d'industrie. Actuellement, 60 % de la taxe d'apprentissage vont vers d'autres formations que celles d'apprentis et, à l'encontre de l'objectif, il est difficile d'espérer un vaste redéploiement. Enfin, ultime obstacle, il serait nécessaire que les partenaires sociaux eux-mêmes se donnent les moyens d'assurer pleinement leur rôle, en compétence et en capacité. Mais, condition indispensable, il faudrait aussi qu'ils soient capables de gérer ensemble, et donc d'admettre un contrôle réciproque des syndicats et du patronat. Si l'on ajoute à cela qu'il faut compter avec la place prise par les régions dans ce dossier, depuis la décentralisation, l'issue relève de la gageure. Tel est pourtant l'enjeu, si l'on entend développer l'apprentissage et lui retirer son image vieillotte pour en faire une filière complète, tant par les niveaux de diplôme. Sinon, elle ne sera guère empruntée par les grandes entreprises et l'industrie, qui ne totalisent que 10 % des places d'apprentis, le reste étant l'éparpillement de l'artisanat et du commerce. Et elle restera marquée du sceau de l'échec scolaire.

ALAIN LEBAUDE

o GEC reprend les activités «missiles» de Ferranti. Le groupe électronique Ferranti International va céder ses activités de missiles à son concurrent GEC-Marconi (General Electric Company) pour 38 millions de livres (376 millions de francs). Cet accord, annoncé vendredi 1^{er} novembre par les deux groupes britanniques, règle une querelle remontant à l'achat, en janvier 1990 (le Monde du 26 janvier 1990), par GEC de Ferranti Defence Systems Group (FDSG) au groupe Ferranti pour 270 millions de livres (2,67 milliards de francs). Le groupe GEC estimait avoir trop payé, certains actifs de FDSG ayant été, selon lui, surestimés. Les deux groupes se sont entendus sur le trop payé par GEC, finalement estimé à 33 millions de livres. Ces activités de Ferranti emploient 275 personnes et sont spécialisées dans la conception et la fabrication de missiles guidés.

L'Ouest plaide pour le rail, l'Est choisit l'autoroute

La première conférence paneuropéenne sur les transports

La première conférence paneuropéenne des transports, organisée par le Parlement européen et la Commission des communautés européennes, a réuni à Prague du 29 au 31 octobre les ministres européens des transports de la CEE, de l'AELE (Suède, Norvège, Autriche, Suisse, Finlande, Islande et Liechtenstein), de l'Europe orientale, et les organisations financières internationales. La rencontre s'est soldée par une déclaration de principe, dite «de Prague» en faveur d'une politique supranationale des transports européens. Elle fut l'occasion pour les représentants des ex-pays du bloc de l'Est d'être associés avant l'heure à la construction de la grande Europe, et surtout de mettre à plat leurs difficultés, une sorte de cahier de doléances post-révolutionnaire.

PRAGUE

correspondance

Quand M. Valéry Boutko monte sur l'estrade avec le poids de ses 148 000 kilomètres de voie ferrée, le silence se fait. Le «Monsieur che-

min de fer» de l'Union soviétique «pèse» en effet 4 milliards de tonnes de marchandises, neuf milliards de passagers par an, 12 % du réseau mondial, 50 % du trafic de marchandises international.

Il est venu défendre des projets tout aussi colossaux : parmi eux, le nouveau passage frontalier Droube-Alachankov, entre les chemins de fer chinois et soviétiques. Celui-ci, sur l'itinéraire de la route de la soie, devrait permettre de réduire de 5 000 kilomètres la distance entre l'Europe et les pays asiatiques. De son côté, Valéry Boutko sort également la construction de deux nouvelles lignes ferroviaires, l'une en URSS, l'autre en Iran : «Prochainement, explique-t-il avec assurance, les marchandises européennes pourront ainsi être transportées dans la région de la mer d'Arabie, en évitant le canal de Suez».

Des idées pour l'heure encore chimériques, comme l'explique M. Michel Gaspard, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : «Au moment où les accords avec la BERD ont été signés, l'URSS ne remplissait pas les conditions des nations démocratiques. Donc, pendant trois ans, elle ne pourra disposer de plus de 50 millions d'euros (350 millions de francs), soit son apport initial. » «Tout au plus un aéroport supplémentaire», renchérit

M. Karel Van Mier, membre de la Commission des communautés européennes.

Les financements des Communautés européennes étant, comme le souligne M. Paul Quilès, ministre français de l'équipement, «par définition, limités», ce handicap de l'Union soviétique devrait profiter à ses anciens pays satellites.

Modernisation des réseaux et des législations

Pas question cependant pour les nouvelles démocraties, de mettre, comme le grand frère, l'accent sur le réseau ferroviaire. Préférant dans le secteur des transports terrestres, il est dans sa grande majorité vétuste et donc peu rentable, une caractéristique encore renforcée par la contraction des échanges avec l'Union soviétique.

Aussi, au grand dam des Occidentaux, soucieux de convaincre les nouveaux Européens des bienfaits du rail, des transports combinés et de la nécessité de «l'enseignement des erreurs de l'Ouest», rien n'y fait. C'est le «tout autoroute» qui est sur toutes les lèvres. Cheval blanc regardé avec méfiance, M. Boguslaw Liberadzky, sous-secrétaire d'Etat aux transports de Pologne, nourrit, lui aussi, de grands rêves autoroutiers pour son pays. En quinze ans, il souhaite

voir la construction de trois axes : de Berlin à Katowice, de Cracovie à la frontière soviétique, de Gdansk à la Silésie. Au bas mot, 1 650 kilomètres, ainsi qu'une voie express à péage à Szczecin, à la frontière de la Tchécoslovaquie. Coût de l'opération ? Le spécialiste se replie sur le coin de la table, aligne les zéros de 5 000 milliards de zlotys, raye les quatre derniers et après un rapide calcul, arrive à la conclusion de 6 milliards de dollars (34,5 milliards de francs).

Il espère que la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et la BERD l'aideront à recueillir les 70 % de ce montant auprès des investisseurs privés. Mais, pour l'instant, regrette-t-il, il n'existe pas encore de législation autorisant les péages, ni de décret obligeant les propriétaires à vendre leur terrain s'il est sur le trac d'une autoroute.

Car, hormis la Hongrie - en juin dernier, elle a promulgué une loi sur les expropriations étrangères et lancé un appel d'offres pour la poursuite de la construction de l'autoroute Vienne-Budapest - les autres États d'Europe centrale ou se sont pas encore dotés des instruments législatifs nécessaires. Des retards souvent dus à des raisons de politique intérieure.

Ainsi, les tensions en Slovaquie

incitent-elles le gouvernement fédéral tchécoslovaque à la prudence : comment envisager la construction de l'autoroute Nuremberg-Prague, agrandir le terminal de l'aéroport de la capitale tchèque, sans savoir sur quel budget - fédéral ou national - il faudra prélever les nécessaires investissements ?

Une cinquantaine qui s'impose aussi au financier : «Le seul projet phare réellement mis en pratique dans la Communauté européenne est celui de la Yougoslavie, signé quelques semaines avant que n'éclate le conflit au sein de la Fédération», déplore M. Karel Van Mier. C'est regrettable, mais cela ne doit rien changer à la démarche nationale. La CEE est prête à investir, du moment qu'on lui fait des propositions solides.

Une vision partagée par le ministre des transports de la très jeune Lettonie indépendante, M. Janis Janovics : «Nous n'avons pas vu dans l'idée de signer un quelconque accord. Nous sommes là en observateurs pour être ensuite capables de mettre en place un plan qui réponde globalement à nos besoins. Nous ne sommes pas à la recherche d'une assistance, qui, comme des bananes, nous remplirait l'estomac un jour et nous laisserait affamés le lendemain».

CATHERINE MONROY

L'annonce de 189 licenciements chez Michelin

«On n'est pas là pour pleurnicher mais pour produire»

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Comment annoncer un licenciement ? Dans l'usine Michelin de Clermont-Ferrand, personne ne connaissait jusqu'au 29 octobre la liste des 189 salariés (115 employés administratifs, 74 techniciens et 4 agents de maîtrise) qui devaient quitter l'entreprise au terme du cinquième plan social qui prévoit 2.432 suppressions d'emploi avant le 1^{er} septembre à Clermont-Ferrand. Les noms sont désormais connus. Mais la manière dont ont procédé certains chefs de service a créé une vive émotion. Les témoignages ne sont pas formellement contestés par les représentants de la direction qui, semble-t-il, veulent en savoir davantage.

«Certes, je ne m'y attendais pas, raconte-t-il, jeudi une jeune femme travaillant dans un service d'informatic. Je pensais qu'avec mes dix-huit années d'ancienneté, j'étais à l'abri... D'autant que mon chef de ser-

vice m'avait fait suivre deux stages de perfectionnement et qu'il m'avait proposé pour un troisième... Le mardi, j'étais en congé, et ce sont des collègues qui m'ont téléphoné pour m'annoncer la mauvaise nouvelle. C'est mieux ainsi... Mais pleurs n'ont pas eu de témoins. Le lendemain, au bureau, le chef de service m'a remis la lettre prescrite et m'a accusé et en m'indiquant toutes les formalités à accomplir, hors négociation, un «boulot» par le biais de l'ancien emploi mise en place par Michelin».

Ce témoignage, pour douloureux qu'il soit, s'inscrit dans un contexte où la direction qui préfère éviter au plus vite les intéressés par l'intermédiaire de leur hiérarchie directe, de manière à pouvoir les orienter «en direction d'une structure appropriée mise en place par ses soins». Ces consignes n'ont apparemment pas été suivies dans tous les services. Ainsi, une employée à qui son chef

venait de remettre la lettre fatidique a été entendue dire par ce dernier, lorsqu'elle était en sanglots : «Ici, on n'est pas là pour pleurnicher, mais pour produire».

Mieux, la seule personne qui a refusé de quitter son poste (la direction ayant dispensé les licenciés de la période légale de préavis), en l'occurrence une secrétaire CPD du centre d'hygiène et de sécurité, totalisant vingt-quatre années d'ancienneté dans l'entreprise, a eu droit de la part de son supérieur hiérarchique à un lapidaire : «Vous n'avez pas un comportement humain. Vous êtes une machine syndicale».

Les débrayages organisés le 31 octobre par les syndicats pour protester contre certaines de ces pratiques n'ont guère été suivis que par 200 personnes. Pour autant, il est difficile de penser que l'atmosphère au sein de l'entreprise clermontoise est au beau fixe...

JEAN-PIERRE ROUGER

Le conflit de Renault dans l'impasse

La mission de M. Cordouan à Cléon s'est terminée par un échec

Le chargé de mission du gouvernement reparti, dans l'après-midi du 1^{er} novembre, les piquets de grève toujours en place, le conflit de Renault-Cléon paraissait dans l'impasse. Le 2 novembre, seize jours après le début du mouvement social qui paralyse la production du groupe. La veille, en début de soirée, M. Martine Aubry en a tiré les conséquences dans un communiqué qui fixe les responsabilités. Le ministre du travail «regrette» que la «possibilité de trouver une issue négociée n'ait pas été saisie par l'une des organisations syndicales», rappelle que «la direction de l'établissement avait accepté qu'une négociation s'engage sans délai» et souligne que le canevas des discussions, «étroitement proposé, vient d'être rejeté par le syndicat CGT de l'usine de Cléon».

Vendredi matin, réunis en assemblée générale, les grévistes avaient voté la poursuite de leur action. Prévue pour s'achever à 11 heures, la mission de M. Jean Cordouan était prolongée de quelques heures et une nouvelle rencontre avait lieu avec les syndicats CGT, CFDT et CGC. Un peu plus tard, dans l'après-midi, M. Jean Cordouan, constatant «une complète absence de dialogue», annonçait que, «dans ces conditions, [il] considère [sa] mission terminée», tout en affirmant qu'il avait le sentiment d'avoir «un peu mieux cerné ce que pouvait être une négociation» sur ce conflit.

Peu après, en fin de journée, M. Jackie Touzani, secrétaire de la CGT, faisait une tentative. «Pourquoi parler d'échec ? La discussion a été positive, elle a fixé un cadre ; on

ne peut pas en rester là après deux jours», déclarait-il. Dans la foulée, il acceptait la proposition de la CFDT de dialoguer directement avec le directeur de l'usine, M. André Guilmot, «dans un cadre informel, hors négociations», affo- que celui-ci précise les propositions financières faites devant M. Cordouan. Les syndicats ont en outre précisé qu'ils avaient l'intention de s'adresser à nouveau au ministre du travail et demandent à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, député de la circonscription, d'intervenir.

Pour les grévistes, les propositions de la direction sont «beaucoup trop floues». Ils veulent des assurances chiffrées en matière salariale et réclament un engagement préalable de lever les sanctions contre les salariés. «Alors nous livrons immédiatement les piquets de grève», ont répété les responsables syndicaux à notre correspondant Etienne Banzet.

o Fin du blocus des marins-pêcheurs de la Manche. Les marins-pêcheurs de Boulogne-sur-Mer, d'abord, de Dieppe, ensuite, ont bloqué pendant 36 heures l'entrée de leurs ports respectifs pour protester contre les décisions prises au début de semaine (le Monde du 31 octobre) par les Douze sur la pêche (notamment sur la taille des mailles de filets). Le mouvement s'est achevé le 31 octobre, dans la soirée dans le premier port et le 1^{er} novembre dans le second, après que des rendez-vous ont été fixés au secrétaire d'Etat chargé de la mer.

Argentine : le glas du péronisme

Suite de la première page

M. Cavallo, qui négocie de nouveaux prêts avec différents organismes internationaux, M. Cavallo veut faire baisser les prix de 30 % et recueillir 30 millions de dollars d'impôts. Ce n'est, certes, pas un hasard si l'annonce de ce plan pré- cède de peu le voyage officiel que doit entreprendre aux États-Unis M. Menem le 13 novembre prochain.

Depuis son arrivée au pouvoir, en juillet 1989, le président argentin, qui a aligné sa politique sur celle de Washington, espère présenter l'Argentine comme la «vedette» de l'économie en Amérique latine. Face à l'ampleur des bouleversements introduits dans la vie quotidienne des Argentins, les fonctionnaires de l'administration Menem admettent que la transition «sera difficile». Ils insistent en revanche sur la vaste adhésion de l'étranger. La Bourse a réagi favorablement après le discours de M. Menem et des représentants de sociétés étrangères installées en Argentine ont exprimé leur enthousiasme.

«Attentat contre la démocratie»

Les principaux bénéficiaires du plan sont les importateurs et les exportateurs, qui voient disparaître une série de taxes et de restrictions. L'Argentine va, par exemple, pouvoir importer des automobiles neuves mais aussi d'occasion. Le coup est dur, en revanche, pour le mouvement ouvrier, déjà fortement ébranlé. D'une part, le budget des œuvres sociales, gérées traditionnellement par les syndicats, passe sous le contrôle de l'Etat.

M. Menem affirme vouloir co- flor avec la corruption en supprimant une bureaucratie jugée «inutile» ; d'autre part, les accords salariaux, qui se faisaient à partir des conventions collectives à l'échelon national, feront désormais l'objet de négociations séparées au sein de chaque entreprise. «C'est l'abolition de tous les droits acquis par les travailleurs avec le général Juan Domingo Peron», affirmait vendredi, en privé, un délégué de la CGT-Azopardo (Confédération générale du travail-

dissidente), qui ne cachait pas sa stupeur devant ce qu'il a qualifié de «contre-révolution péroniste».

L'annonce soudaine d'un plan préparé dans le plus grand secret a fait l'effet d'une douche froide dans le monde politique. Si l'opposition ne discute pas vraiment les mesures adoptées, elle critique la procédure. Le Parti radical a qualifié le décret d'«attentat contre la démocratie» et a décidé de rompre le dialogue politique avec le gouvernement.

Le principal parti d'opposition présentera un recours devant la Cour suprême de justice. De son côté, M. Menem a invoqué une situation «d'urgence» et d'«urgence» pour justifier l'absence de consultation du Parlement. Le chef de l'Etat a aussi affirmé que la grande majorité des normes de réglementation qui ont été éliminées «avaient été imposées par des gouvernements militaires et qu'elles sont donc illégitimes».

Sans opposition réelle, avec des syndicats démantelés et le soutien des urnes, c'est avec le vent en poupe que M. Menem a appelé la population à construire «le miracle argentin».

CHRISTINE LEGRAND

Le holding espagnol INI pourrait s'ouvrir au privé

Le holding industriel public espagnol INI a dévoilé, vendredi 1^{er} novembre, les grandes lignes de son plan de réorganisation, qui devrait être bouclé en avril prochain. L'INI regroupera ses différentes activités en deux pôles. Le premier sera constitué de ses entreprises concurrentielles ou «prometteuses» (la compagnie aérienne Iberia, le groupe électrique Endesa, le constructeur aéronautique Casa, etc.). Le second réunira les sociétés non concurrentielles ou dépendant des commandes de l'Etat : Presur (extraction de minerais), Hunosa et Figarado (charbonnages).

Pour mener à bien cette réorganisation, l'INI prévoit de s'endetter à hauteur de 468 milliards de pesetas (plus de 25 milliards de francs). Le budget de l'Etat contribuera à ce processus à hauteur de 110 milliards de pesetas (5,94 milliards de francs). Le holding public espagnol n'exclut pas l'entrée de capitaux privés ou étrangers dans le capital du groupe «concurrentiel» ou des sociétés qui l'intégreront. Mais, au moins à court terme, cette participation du capital privé sera plafonnée à 33 %.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 4 novembre :
Claude Douillard,
PDG du groupe Eltal.

Mardi 5 novembre :
Xavier Guillaud,
chercheur au CNRS,
(Sous réserve.)

هنا من الامم

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'importance d'être bien noté

L'importance des grandes maisons américaines d'évaluation de crédits ne cesse d'augmenter, car les emprunteurs les plus prestigieux sont de plus en plus nombreux à se soumettre à leur jugement. Si leurs transactions sont bien notées, les débiteurs s'en montrent très fiers, même ceux dont chacun sait qu'ils font partie des meilleurs. Plusieurs grands établissements financiers français ont récemment obtenu à cette occasion pour leur qualité intrinsèque de leur qualité intrinsèque, maintenant qu'ils sont privés de la garantie de l'Etat lorsqu'ils lèvent des fonds sur le marché international des capitaux. De même, la plupart des nouveaux venus confient à Moody's et à Standard and Poor's le soin de constater leurs mérites et de les révéler à la communauté tout entière.

France Télécom devrait prochainement faire sa première apparition sur l'euro-marché, retenant pour cela le compartiment de l'eurofranc. A l'intérieur de l'Hexagone, les spécialistes sont tous convaincus qu'il s'agit d'une des plus belles signatures qui soient. Mais, comme on s'adresse aux investisseurs internationaux, dont certains pourraient ne pas être au fait de la situation, nul ne sera laissé dans l'ignorance car les maisons américaines ont été appelées à se prononcer. La durée de l'emprunt de France Télécom pourrait être longue; elle pourrait aller jusqu'à douze ans, ce qui le ferait ressembler à celui que le Crédit foncier a émis récemment et qui a bénéficié d'un très bon accueil (le Monde daté 27-28 octobre). Les investisseurs étaient assurés d'un rendement de 43 points de base (ou centième de point de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat.

D'une façon générale, le compartiment du franc français demeure très bien orienté. La comparaison avec les emprunts en marks, qui rapportent bien, lui est toujours favorable. La Compagnie bancaire vient de tirer parti des bonnes dispositions du marché. Peu avant l'interruption de la Toussaint, elle a offert pour

1,5 milliard de francs d'obligations, dont la durée est de trois ans et demi. Les titres seront prochainement assimilables à ceux d'un emprunt en circulation, au montant pratiquement identique. Cela ne fera une ligne volumineuse, ce qui est un grand avantage pour les prêteurs car les obligations seront facilement négociables. La transaction, dont la direction a été confiée au Crédit commercial de France, était construite de façon à fournir une rémunération de quelque 60 points de base plus élevée que les valeurs du Trésor.

Une autre enro-émission en francs a vu le jour à la fin du mois d'octobre pour le compte de Pernod-Ricard. Son montant nominal est de 400 millions et le remboursement, dans cinq ans, dépendra de la performance de l'action du débiteur. Jusqu'à l'échéance, il ne sera pas servi d'intérêt.

EDF premier emprunteur français en pesetas

Le souscripteur, assuré en tout cas de récupérer sa mise initiale, pourra éventuellement bénéficier d'une rémunération qui, au maximum, en cas de forte hausse de l'action, sera l'équivalent de 18 % par an. La Société générale, qui dirige cette affaire, a immunisé le débiteur contre le risque de devoir rembourser une somme trop importante. Pernod-Ricard s'est exactement, dès le départ, ce que son emprunt lui coûte.

Parmi les autres emprunteurs français qui, ces derniers jours, ont fait appel au marché international, Electricité de France s'est distinguée. Cette entreprise a levé sur le marché espagnol pour 10 milliards de pesetas de titres (soit environ 550 millions de francs) d'une durée assez courte de quatre ans. L'opération a été couronnée de succès. C'était la première fois qu'un débiteur français était obligé d'obtenir un prêt en Espagne et aucun emprunteur local n'est aussi bien considéré qu'EDF, qui jouit d'un très grand crédit sur le plan international. Il lui a donc

été possible de ne proposer qu'un rendement relativement peu élevé et d'échanger le produit de l'emprunt contre des francs français à des conditions très avantageuses. L'opération était placée sous la conduite de Banco Bilbao Vizcaya et de Samuel Montagu.

Le marché espagnol n'en est qu'au début de son développement international. Les autorités de Madrid le gèrent de très près. Elles n'autorisent que peu de débiteurs étrangers à s'y présenter et limitent les montants des emprunts qui, normalement, ne dépassent pas 10 milliards de pesetas. Cela en renforce encore l'attrait aux yeux des investisseurs.

Pour ce qui est de l'eurofranc, la surveillance exercée par la Banque d'Italie est également très prononcée. Mais, comme le marché est ouvert depuis beaucoup plus longtemps, les restrictions y sont nettement moins sévères. Les débiteurs s'y succèdent à un rythme soutenu et, présentement, il leur est fait un très bon accueil. Comme dans le cas du franc et de la peseta, les spécialistes sont nombreux à espérer, sinon une baisse du niveau de l'intérêt, du moins un rapprochement des rendements de ceux dont sont assortis les emprunts en marks. Le plus récent des émetteurs français de titres en lire est Rhône-Poulenc, qui a levé des fonds pour une durée inhabituellement longue sur ce marché, dix ans. La transaction n'a pas été offerte en souscription publique.

Pour ce qui est des emprunts en écus, la Grande-Bretagne a confirmé qu'elle allait, dès l'an prochain, émettre des fonds à trois ans, par voie d'adjudication. La nouvelle est très importante car elle marque la confiance d'un grand pays européen dans l'avenir de l'écu. Depuis près d'un mois, qu'on débat publiquement de la valeur et de la définition de ce panier de monnaie, le climat s'est tant détérioré dans ce compartiment que tous les Trésors publics qui avaient prévu de lever des fonds en écus ont été contraints de différer la réalisation de leur projet ou d'y renoncer.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un franc en perte de vitesse

Les tendances qui se dessinaient plus ou moins nettement depuis quelques semaines - affaiblissement du dollar et glissement du franc se sont accentuées au cours des dernières séances.

Zone de turbulences

A Paris, le cours de la monnaie allemande a été coté 3,4168 francs jeudi 31 octobre lors de la dernière séance de la semaine et a franchi en cours de journée 3,42 francs. Il faut remonter au début de 1990 pour retrouver un niveau aussi élevé du mark à Paris. La monnaie allemande est désormais très proche de son cours-limite maximum fixé par le SME (3,4305 francs) et la situation a de quoi rendre très attentives les autorités monétaires, pour l'instant discrètes sur le marché des changes.

Aujourd'hui la situation économique comparée de la France et de l'Allemagne est bien plus favorable à la monnaie française qu'il y a deux ans et celle-ci n'est victime d'aucune attaque particulière. Cependant, la tendance à la baisse du franc est presque continue depuis l'annonce de la diminution d'un quart de point des taux d'intérêt directeurs, le 17 octobre. Les taux d'intérêt à court terme, devenus plus élevés à Francfort qu'à Paris, incitent de nombreux opérateurs à délaisser la place parisienne. D'autre part, l'affaiblissement du dollar contre le deutschemark (il est passé de 1,71 DM à 1,66 DM en une semaine) joue à l'encontre de notre monnaie. Ces deux effets sont d'ordre «mécanique».

que», donc plus facilement contrôlables qu'un brusque accès de défiance.

Pour autant, la parité franc-mark paraît être entrée dans une zone de turbulences, au moment où les Douze s'apprêtent à signer le traité d'union économique et monétaire européenne, début décembre à Maastricht (Pays-Bas). A moins d'un réajustement soudain du franc, pouvant notamment être provoqué par une reprise du billet vert, seul le réajustement des taux d'intérêt français et allemand permettra un retour à une parité plus raisonnable. De nombreux éconômistes estiment que outre-Rhin, la prochaine ouverture de négociations salariales et la perspective de mauvais indices de prix au cours des prochains mois pousseront à la hausse le loyer de l'argent. D'autres se demandent s'il était bien raisonnable, alors que le franc manque de vigueur depuis plusieurs mois déjà, de provoquer une baisse des taux d'intérêt français à court terme en deçà de ceux pratiqués en Allemagne.

Quant au dollar, il a subi coup sur coup en l'espace de trois semaines les effets de l'annonce d'une performance économique moins bonne que prévu au troisième trimestre, d'un assouplissement du coût du crédit et de la perte nette du nombre d'emplois

en septembre. La monnaie américaine a perdu presque dix centimes, passant de 5,80 francs à la cotation officielle du 25 octobre à 5,7195 francs le 31, et tombant jusqu'à 5,67 francs le 1^{er} novembre, après la publication des mauvais résultats de l'emploi aux Etats-Unis. Tant que l'hypothèse d'une nouvelle baisse du taux de l'escompte (lire la rubrique «marché monétaire et obligataire») n'aura pas reçu confirmation, une reprise importante du dollar paraît peu envisageable.

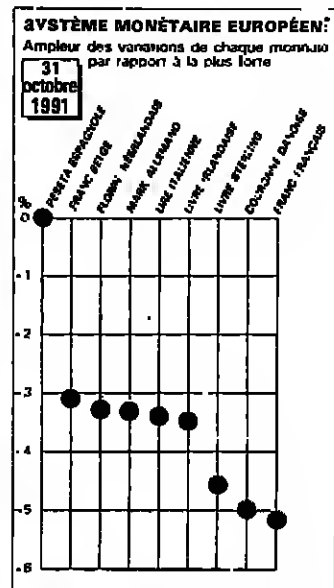
Le franc et le dollar ne sont pas les deux seules monnaies à s'orienter nettement en baisse. La perspective d'une diminution des taux d'intérêt au Japon contribue à affaiblir le yen. Le redressement de la monnaie japonaise à la mi-octobre, à l'époque de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, n'aura donc été que de courte durée, et de 128 yens le 11 octobre, le cours du dollar est remonté à 131 yens cette semaine. Au moment où les résultats du commerce extérieur américain se dégradent de nouveau alors que l'Archipel augmente ses excédents, une nouvelle dépréciation du yen - synonyme d'exportations accrues dans l'esprit de nombreux analystes - pourrait envenimer les relations économiques entre les deux pays.

F. L.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 28 OCTOBRE AU 31 OCTOBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York...	1,7390	-	17,4764	67,9809	59,7814	2,9993	52,9941	0,0797
Paris...	1,7120	-	17,2414	67,1817	58,8235	2,8996	52,2057	0,0787
Bruxelles...	9,9505	5,7228	-	388,9670	341,6119	16,9903	363,2326	4,5629
Zurich...	9,9296	5,8000	-	389,65	341,1765	16,9856	362,79	4,5669
Amsterdam...	2,5880	1,4710	25,7077	-	87,8788	4,2659	77,9544	1,1730
Francfort...	2,5483	1,4885	25,6638	-	87,8588	4,2645	77,7082	1,1720
Bruxelles...	2,9128	1,4759	29,2729	113,868	-	4,8284	88,7652	1,3357
Amsterdam...	2,9184	1,5001	29,3102	114,28	-	4,8613	89,1491	1,3395
Bruxelles...	59,9781	34,49	6,0776	23,4466	26,9910	-	18,7776	2,7583
Amsterdam...	59,8686	34,97	6,0793	23,4934	26,9706	-	18,5263	2,7538
Amsterdam...	1,3614	1,3870	32,9779	1,2828	112,6567	5,4711	-	1,5047
Amsterdam...	3,2793	1,9155	33,0260	1,2869	112,6765	5,4775	-	1,5083
Milan...	218,706	1254	219,1541	852,4813	748,656	36,3883	664,546	-
Milan...	217,424	1270	218,976	853,2127	747,06	36,3168	663,01	-
Tokyo...	227,982	131,10	22,9115	89,1230	78,2086	3,8011	69,4753	0,1045
Tokyo...	224,956	131,40	22,6552	88,2769	77,2941	3,7575	68,5983	0,1034

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 31 octobre, 4,3646 F contre 4,4140 F le vendredi 25 octobre 1991.



MATIÈRES PREMIÈRES

Discipline accrue sur l'étain

Métal très ancien (allié au cuivre, il donne le bronze), l'étain connaît une crise de surproduction - et de sous-consommation - qui ne s'est pas démentie depuis l'éclatement de l'accord international en 1986, consécutif à la cessation de paiement de l'organisme de gestion du stock régulateur. La relative faiblesse des cours au London Metal Exchange - autour de 5 590 dollars (un peu plus de 32 000 francs) la tonne pour livraison à trois mois - traduit ce déséquilibre, en dépit des efforts des principaux exportateurs pour ajuster l'extraction aux besoins du marché. Fin octobre, les sept membres de l'Association des pays producteurs d'étain, l'ATPC (Association of Tin Producing Countries) (1), ont fait connaître leur intention de réduire leurs ventes de 9,1 % en 1992 (après les avoir déjà abaissées de 6 % en 1991) afin de permettre une réduction substantielle des stocks internationaux, qui pourraient passer de plus de 40 000 tonnes à quelque 20 000 tonnes vers août 1993. De l'avis des experts, seule cette «cure d'amaigrissement» permettrait aux prix de se redresser, les excédents pesant aujourd'hui comme une chape.

An premier semestre de cette année, la discipline des producteurs leur a permis d'abaisser les stocks mondiaux de 6 000 tonnes environ. Pour l'ensemble de l'année en cours, leurs ventes devraient se situer autour de 95 849 tonnes en 1992. D'après l'origine, ces efforts ont été limités dans leur portée par l'absence au sein de l'Association de deux des principaux producteurs, le Brésil et la Chine. C'est leur stratégie commerciale individualiste et agressive qui, en 1985, précipita la faillite de l'accord international, ces deux pays brandant leur métal et rendant toujours plus difficile la tâche de soutien des cours. Depuis lors, les «belligérants» de l'étain ont choisi une attitude plus pacifique. Bien que non-membre de l'ATPC, le Brésil s'est engagé à réduire sa production de 12,8 % en 1992, pour la ramener à 34 000 tonnes. Certains observateurs estiment même que l'offre du premier producteur mondial pourrait se situer en deçà des 30 000 tonnes. Côté chinois, les signes de bonne volonté sont multiples. Les autorités de Pékin ont en effet annoncé le 21 octobre leur intention de rejoindre dès l'an prochain l'Association des producteurs d'étain. Comme gage de bonne volonté, elles se sont engagées à limiter à 15 000 tonnes leurs ventes en 1991 (contre 15 884 tonnes l'an passé et 10 000 tonnes en 1989).

Les stocks américains

Production essentiellement concentrée dans les pays du tiers-monde, l'étain continue cependant de traverser de graves difficultés liées à la récession économique mondiale et à la concurrence de produits de substitution. Depuis le début de l'année, la Malaisie et la Thaïlande ont dû réduire d'un tiers leur activité d'extraction, fermant des mines et licenciant des mineurs. L'Union soviétique, qui achète en temps normal 15 000 à 16 000 tonnes d'étain par an, a réduit ses commandes à zéro. Et l'ATPC s'inquiète de voir le ministère américain de la défense liquider ses stocks de métal, constitués au moment de la guerre

de Corée, qui représentaient naguère deux années de consommation.

Aujourd'hui, l'étain n'est plus loin s'en faut, une matière première stratégique. Nul n'est étonné du constat que les pays industrialisés occidentaux comptent seulement pour 6 % de la production mondiale. «C'est un vieux métal, dont la consommation stagne, voire diminue à long terme», écrit le professeur Serge Calabre dans son petit ouvrage bien documenté intitulé simplement «L'étain», dans la collection Cyclope, éditée par Economica. Selon lui, l'étain a subi le double impact de l'innovation technique et de son prix relativement élevé comparé à celui d'autres matériaux : «Le passage de l'étamage par trempage à l'étamage électrolytique a permis de réduire des deux tiers la couche d'étain du fer-blanc depuis 1950; la concurrence est apparue entre les boîtes en fer-blanc et d'autres emballages (carton, plastique, aluminium, verre). Par contre, pour suit-il, les soudures à l'étain dans l'industrie électronique connaissent un rapide développement».

A l'avenir, il semble que la consommation d'étain soit appelée à s'effriter lentement. D'après les projections de la Banque mondiale, elle s'établirait autour de 196 000 tonnes en 1995 et de 185 000 tonnes en l'an 2000, contre 225 000 tonnes environ actuellement. La situation financière des pays producteurs les incite malgré tout à vouloir glaner le maximum de devises avec l'étain, rendant fragile tout effort durable de discipline concertée. Il appartiendra à la 7^e CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), qui se déroulera en février 1992 à Carthagène (Colombie), d'évaluer les chances de résurrection d'un accord international de stabilisation des prix. Car c'est une leçon tirée de l'expérience : aucun pays du tiers-monde ne peut assurer un développement stable sur les cours en dents de scie des matières premières.

ERIC FOTTORINO

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thaïlande et Zaïre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouveau coup de pouce des Etats-Unis

L'administration américaine donne l'impression d'avoir obtenu à l'arraché le nouvel assouplissement du crédit intervenu mercredi 30 octobre. La Réserve fédérale n'a pas annoncé elle-même être intervenue sur le marché monétaire afin de ramener le taux des fonds fédéraux - l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour - de 5,25 % à 5 %. En revanche, la Maison-Blanche s'est empressée de le faire savoir, quelques jours après avoir annoncé qu'elle mettrait à l'étude une baisse des impôts. Cette fois-ci, la machine électorale a clairement été mise en branle, d'une façon d'autant plus visible que la persistance d'une conjoncture économique très morose requiert un certain activisme de la part des autorités.

A peine avaient-ils compris que l'objectif du taux des fonds fédéraux avait été révisé en baisse, que les marchés se sont mis à anticiper une diminution du taux de l'escompte, suite logique, selon eux, de la politique de diminution du loyer de l'argent entamée à la mi-1990 et accélérée depuis quelques mois. Une anticipation devenue conviction au moment où l'on apprendrait, vendredi 1^{er} novembre, que les créations d'emplois étaient devenues négatives au mois de septembre.

Un exemple suivi ?

Le taux de l'escompte, peu utilisé en pratique, mais dont la valeur symbolique est grande, a été ramené de 5,5 % à 5 % le 13 septembre dernier. Si une nouvelle diminution d'intérêt pas aujourd'hui, estimait vendredi les opérateurs, il est certain que la Réserve fédérale l'annoncera au cours des jours qui viennent. Le problème est que le Trésor américain doit procéder, du 5 au 7 novembre, à son adjudication trimestrielle de bons du Trésor et que les autorités monétaires s'efforcent, en de telles périodes, de préserver le calme le plus grand possible sur

les marchés. Devançant la décision de l'Institut d'émission, la Southwest Bank of St Louis a fait part de sa décision d'abaisser son prime rate (celui accordé aux meilleurs clients) de 8 % à 7,75 %.

Plus la Réserve fédérale diminue le coût du crédit et plus l'écart entre les taux au jour le jour et ceux pratiqués par les banques se creuse. Il sera donc intéressant de constater si l'exemple de la Southwest Bank sera suivi par les principaux établissements du pays. Autre écart, celui observé entre les taux à court terme et ceux à plus longue échéance. Alors que la plupart des spécialistes ne seraient pas surpris de voir les taux directeurs américains tomber jusqu'à 4 % voire 3 % d'ici un an, ils sont beaucoup plus réservés sur le long terme. Le peu de sagesse dont font preuve les autorités en matière budgétaire ne les incite pas, il est vrai, à l'optimisme. Cette semaine, le rendement de l'emprunt phare à trente ans du Trésor a été ramené de 8,05 % à 7,87 %. Un niveau comparable à celui des taux allemands, par exemple, alors que sur le marché monétaire, New-York est bien moins cher que Francfort.

Face aux bouleversements américains, dont on sait qu'ils sont loin d'avoir atteint leur terme, les marchés européens font actuellement preuve d'une plus grande stabilité. A peine a-t-on constaté une légère dégradation du climat en Allemagne, qui a permis une nouvelle réduction de l'écart des taux d'intérêt de part et d'autre du Rhin. Entre les 8,35 % offerts sur le «Bund» allemand à dix ans, et les 8,75 % auxquels se maintient le rendement de l'FOAT à dix ans du Trésor français, il n'y a plus que 0,4 point d'écart, contre 1,3 point il y a un an. Malgré l'affaiblissement du franc et la poursuite des conflits sociaux, les fluctuations de cours sur le MATIF ont été très faibles au cours des dernières séances. Le contrat notional échéance décembre a clôturé jeudi 31 octobre à 107,12 contre 106,75

une semaine plus tôt. A noter que la Grande-Bretagne, très critique jusqu'à ces dernières années à l'égard de l'usage de l'écu, a annoncé jeudi 31 octobre, par la voie du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, le lancement d'un programme régulier d'emprunts en écus. Il s'agit d'adjudications trimestrielles d'obligations à trois ans, et certains évoquent le lancement d'une tranche à vingt ans. Londres, connue pour ses réticences à l'égard de l'union économique et monétaire, va-t-elle véritablement devenir le leader du marché de l'écu ?

FRANÇOISE LAZARE

L'accord de troc franco-soviétique bien accueilli par les agriculteurs

Le protocole d'accord de troc passé le 31 octobre (le Monde du 2 novembre) entre la France et l'Union soviétique (échange de 100 000 tonnes de viande bovine contre du gaz et du pétrole) a été bien accueilli par les agriculteurs français. «Cet accord est positif, car il permet de décaler les frigos et de relancer le marché de la viande bovine», a déclaré le 1^{er} novembre le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. Raymond Lacombe, représentant pratiquement les mots du premier ministre, M^{me} Edith Cresson.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

سنة ١٤١٢ هـ

هذا من اصل

20 • Dimanche 3 - Lundi 4 novembre 1991 •

Le Monde

Nouvelle épreuve de force à Madagascar après six mois de crise

Le maintien au pouvoir du président Ratsiraka risque de faire échouer l'accord entre l'opposition et le gouvernement

La France s'est « réjouie de l'accord intervenu à Madagascar entre toutes les forces politiques », dans un communiqué publié vendredi 1^{er} novembre par le Quai d'Orsay. « Cette réconciliation doit permettre d'engager résolument le développement économique du pays. La France, si proche du peuple malgache, est prête dès maintenant à y apporter son appui », précise ce communiqué.

Le professeur Albert Zafy a obtenu gain de cause. Contre toute prévision, le premier ministre du contre-gouvernement malgache doit achever la tournée qu'il effectue en Europe par un entretien, dimanche 3 novembre, avec M. Roland Dumas.

Le Quai d'Orsay, qui, jusqu'à présent, était resté très flegme vis-à-vis de l'opposition, aurait-il l'intention de changer son fusil d'épaule ? Il est en fait plus probable que cette rencontre - une première - ait essentiellement pour objet de convaincre M. Zafy d'entériner l'accord politique qui vient d'être signé à Tananarive entre le gouvernement légal et le « gouvernement de transition », et qui

constitue, vu de Paris, le compromis idéal. Cet accord prévoit la mise en place d'un gouvernement provisoire pour dix-huit mois, la création d'une Haute Autorité présidée par M. Zafy, la rédaction d'une nouvelle Constitution qui sera soumise à référendum d'ici à la fin de l'année et la dissolution de l'Assemblée nationale et du Conseil suprême de la révolution, organes créés par le président Didier Ratsiraka.

Sur ces points, l'opposition n'a rien à redire : ce sont ses revendications qui sont satisfaites. Mais le bât blesse sur un élément essentiel : le maintien du président dans ses fonctions de chef suprême des armées et de chef de la diplomatie. La population n'est-elle pas descendue en masse dans la rue pendant six mois pour, justement, réclamer son départ, fait valoir l'opposition.

Et, sur la question de savoir si un compromis serait vraiment inacceptable pour le comité des Forces vives - la coalition d'opposition - la « ligne » ne dévie pas : « Ce ne sont pas les Forces vives, mais la population qui ne veut plus de Ratsiraka, même s'il inaugure les chrysanthèmes ! » M. Zafy indiquait d'ailleurs mercredi, à Paris, que la mise en place d'un gouvernement mixte impliquait le départ

du président avant le référendum constitutionnel prévu pour décembre.

De toute évidence, la négociation de l'accord entre les deux gouvernements - le légal de M. Guy Razanamasy, et le « transitoire » des Forces vives - a donné lieu à dérapage. Lorsque M. Zafy et ses proches collaborateurs ont quitté l'île pour l'Europe, cet accord était déjà conclu dans ses grandes lignes, dont la principale prévoyait le départ de Didier Ratsiraka. Mais il avait été gardé secret dans l'attente du ralliement des forces armées. Un collectif d'officiers a, de fait, participé mercredi et jeudi à la réunion à l'issue de laquelle les termes de l'accord ont été rendus publics. Il est fort probable que ce soit cette délégation qui ait imposé le maintien du président à la tête de la défense et de la diplomatie, en échange de son soutien.

« Un coup d'Etat institutionnel »

Dès mardi, M. Razanamasy, le premier ministre nommé en août, et l'un des ministres du gouvernement « de transition », M. Emmanuel Rakotovahiny, avaient annoncé la création d'un gouvernement mixte, sans préciser quel

sort serait réservé à M. Ratsiraka. La presse malgache proche du pouvoir avait alors crié à la « trahison ». Pour M. Razanamasy, le président avait été « totalement pris de court ». Le Journal de Madagascar évoquait quant à lui un « coup d'Etat institutionnel » ourdi par M. Razanamasy.

Principal maître d'œuvre de l'accord, M. Razanamasy reste en place, aux termes de la convention signée jeudi, qui énumère les structures du prochain Etat transitoire. Responsable devant la Haute Autorité, une instance de trente et un membres sous la houlette de M. Zafy, le premier ministre devra, selon l'accord, légiférer par voie d'ordonnance après avis de cette même Haute Autorité.

D'autre part, le pasteur Richard Andriamatsiaho, porte-parole de l'opposition, et M. Menadafy Rakotonirina ont été nommés coprésidents d'un Comité national pour le redressement économique et social, un organisme de cent trente et un membres qui aura pour tâche de faire des propositions au premier ministre. Un édifice institutionnel, concocté dans la plus grande discrétion, qui risque fort d'être ébranlé par le maintien, non prévu à l'origine, du président Ratsiraka.

M.-P. S.

En créant un « secrétariat de la prospérité »

Le Canada lance une consultation sur son avenir économique

Le gouvernement canadien a lancé une vaste consultation sur l'avenir économique du Canada. Cette consultation a pour objectif de « rechercher un consensus national » afin d'établir « un plan d'action national (...) pour assurer la sécurité et la prospérité économique future du pays ».

MONTREAL

de notre correspondant

« Les Canadiens ont été habitués à avoir les meilleures équipes de hockey du monde. Un jour, quelqu'un a trouvé le moyen de nous battre. Nous avons dû apprendre à améliorer notre jeu. Maintenant, nous sommes redevenus les meilleurs ; nous devons le refaire en dehors de la patinoire. » C'est en ces termes que le ministre canadien de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, a présenté la situation devant la Chambre des communes à Ottawa.

Le secrétariat de la prospérité, doté d'un budget de plus de 15 millions de dollars (1), sera géré par des dirigeants venus du secteur privé. Il est prévu qu'il sillonnera le Canada pour rencontrer les citoyens dans plus de cent cinquante villes et pour les consulter

dans cinq domaines particuliers : la formation, l'innovation, le marché intérieur et les partenaires commerciaux. Le secrétariat doit remettre son rapport sous forme de plan d'action d'ici à la fin de l'été 1992.

Toutefois, cette consultation coïncide avec quelques difficultés. D'une part, la participation des syndicats n'est toujours pas assurée depuis que la présidente du Congrès du travail du Canada (CTC), M^{me} Shirley Carr, a refusé la coprésidence du comité. Le CTC craint en effet d'être « complice » de l'élaboration d'un programme électoral conservateur du gouvernement Mulroney. D'autre part, les provinces viendront surveiller de près cet exercice, qui prévoit d'examiner les systèmes d'éducation canadiens, domaine de juridiction provinciale au Canada.

L'annonce de cette vaste consultation pan-canadienne survient une semaine après que le Centre japonais de productivité ait fait connaître une étude - se fondant sur des chiffres de 1988 - qui classe le Canada en tête des pays en termes de productivité, devant la Belgique et les Etats-Unis.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Le dollar canadien vaut environ 5,19 francs français.

Soupçonné d'avoir commis des actes terroristes

Un Suisse arrêté en Turquie est réclamé par le Danemark

COPENHAGUE

de notre correspondante

Le Danemark a demandé au gouvernement d'Ankara l'extradition de Marc-Roland Rudin, un citoyen d'origine suisse, arrêté il y a une quinzaine de jours par la police turque alors qu'il tentait de franchir la frontière turco-syrienne muni de faux papiers d'identité. Cet homme, âgé de 46 ans, était, depuis longtemps, recherché par Interpol pour deux attentats à la bombe commis en Suisse en 1979 contre une banque et en 1980 contre l'ambassade d'Espagne à Berne, pour le compte de l'organisation Les Engrés internationaux.

La police danoise détient les preuves de sa participation à une attaque à main armée contre un fourgon postal à Copenhague qui eut lieu, en novembre 1988, contre la vie d'un jeune policier. Cette opération, comme d'autres, aurait été destinée à recueillir des fonds pour le compte du Front démocratique pour la libération de la Palestine.

Un séjour en Syrie ?

Ses complices, un groupe danois qui travaillait clandestinement pour le FDLP depuis les années 70, ont été jugés au printemps dernier à l'issue d'un procès-léve. Plusieurs d'entre eux ont fait appel et devraient repa-

ser très prochainement devant les tribunaux.

La police danoise espère que Rudin pourra apporter des éléments supplémentaires, notamment sur les rapports du groupe danois avec ses « contacts extérieurs » et des caches d'armes.

Les autorités suisses se seraient déclarées prêtes à extraditer M. Rudin au Danemark d'abord, quitte à le récupérer par la suite. Depuis 1986, il aurait vécu le plus part du temps en Syrie, où les membres du groupe danois auraient été entraînés.

CAMILLE OLSEN

Les élections consulaires du 18 novembre

« Scénario western » dans les Hautes-Pyrénées

Echéance préliminaire aux scrutins cantonaux et régionaux de mars 1992, l'élection des délégués consulaires, prévue le 18 novembre, tourne, dans les Hautes-Pyrénées, à la confrontation entre M. Gérard Trémège (UDF-PR) et M. Marc Giacardy (RPR), président de la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes.

TARBES

de notre correspondant

Il y a comme une odeur de poudre actuellement au pied des montagnes pyrénéennes. Pas seulement parce que le Tour de France, vecteur essentiel de l'économie touristique, occultera, en juillet 1992, dans son tracé européen, les sommets qui ont ciselé sa gloire - ce qui provoque la grogne des élus touristes confondus (le Monde du 25 octobre) - mais surtout parce que la prochaine élection des délégués consulaires, fixée au 18 novembre, tourne déjà, selon les propos mêmes de M. Marc Giacardy (RPR), conseiller régional, qui préside depuis vingt ans la chambre consulaire de Tarbes, au « scénario western ». Son adversaire direct, M. Gérard Trémège (UDF-PR), conseiller général, ancien député, s'exprime sur la même registre en accusant M. Giacardy de « tirer à vue sur tout ce qui bouge ». Et le président sortant de répondre qu'il ne veut pas « servir de punching-ball ».

C'est en effet à un règlement de comptes dignes des bandes dessinées inspirées du Far-West que se livrent les deux principaux acteurs de cette compétition. Avec, en toile de fond, toute une panoplie faite de bombes à retardement, vraies ou fausses, et de rumeurs de scandales en tout genre largement exploitées médiatiquement. Un jour, un engin explosif est découvert devant les portes de l'Institut de technologie de M. Trémège ; le lendemain, la presse locale affirme que M. Giacardy a dû payer 1,1 million de francs les services de l'agence de publicité de M. Jacques Ségué pour le lancement d'un salon du tourisme qui aurait fait un flop retentissant !

La cible régionale

Même si, dans chacun des deux camps, on prétend placer cette confrontation sur un plan strictement économique, personne n'est dupe. A la fin du duel, c'est sur le terrain politique que restera le vaincu. Le vainqueur touchera la prime : une place de numéro trois sur la liste de la coalition UDF-PR aux régionales lui assurera l'éligibilité ou la rééligibilité et, de toute façon, la bagarre laissera des cicatrices au sein de la droite locale. Si M. Giacardy peut se suffire, à soixante et onze ans, d'une double réélection à la tête de la CCI et à l'assemblée régionale, en revanche, une certaine bouffissure est souvent reprochée à M. Trémège. Le porte-drapeau du PR ne fait pas mystère de son ambition de récupérer le siège de député dont il a été dépossédé en 1988. M. Claude Gels (MRG), et d'améliorer sa position actuelle de simple conseiller municipal de Tarbes.

L'avenir du paysage politique du département dépendant de cette compétition consulaire, les autres acteurs font preuve d'une grande discrétion. Ils attendent de voir... A droite comme à gauche, un consensus du silence s'est établi. Dans les états-majors du

RPR et de l'UDF chacun cherche à éviter les balles perdues pour ne pas prendre le risque de briser une alliance qui, une fois n'est pas coutume, a été patiemment construite.

La réserve demeure surtout de rigueur au sein du syndicat départemental des hôteliers et restaurateurs, qui, par la voix de son président, affiche une neutralité absolue, abaisse peut-être par la lutte intestine que se livrent les membres de la corporation, très présents dans ce conflit professionnel.

On y retrouve même le combat de « classes » entre propriétaires d'ensembles hôteliers et patrons de pensions de famille. Au point de voir certains associés en affaires se renouer en concours électoraux sur des listes différentes... « Ce n'est pas dans la division que l'on gagne », clame, en fin tacticien, M. Giacardy. Il faut aux Hautes-Pyrénées une communauté et non une addition de collectivités. Il n'y a pas cent cinquante chefs d'entreprise, qui promettent l'essor de la Bigorre et cent-cinquante autres qui portent le misère du monde. A quoi M. Trémège répond, en tentant qu'il s'agit : « Cette élection n'est pas une confrontation d'homme à homme. Il y a avec nous deux cents chefs d'entreprises. C'est un débat collectif. Nous ne sommes inféodés à personne ».

« Ce western » possède, apparemment, la vertu de faire jaillir des idées nouvelles. Au Conseil des chefs d'entreprises, récemment créé par M. Trémège, M. Giacardy oppose ainsi la création d'un tout nouveau « Syndicat de l'artisanat et du commerce ». Comme quoi toute émulsion, fût-elle frivole, a parfois du bon.

JEAN-JACQUES ROLLAT

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, la naissance de Combat..... 2

ÉTRANGER

La fin de la séance plénière de la conférence de Madrid..... 3
Zaire : l'opposition crée un « gouvernement bis »..... 5
Plus de cent mille militants islamistes ont manifesté dans les rues d'Alger..... 5
Le « bloc serbe » de la présidence yougoslave juge acceptables les propositions des Douze..... 5
Etats-Unis : la campagne pour l'élection présidentielle de 1992..... 6
Un otage canadien « oublié » au Liban..... 6
Le voyage de M. Roland Dumas au Yémen..... 6

POLITIQUE

La préparation des élections régionales : M. Jean-François Deniau entre en lice dans le Cher ; une nouvelle liste de candidats Verts ; Divisions au RPR, au PS et chez les nationalistes en Corse..... 7
Dans un entretien au « Point », M. Rocard estime que « la France a la vague à l'âme »..... 7
« Livres politiques » par André Laurens : « La République nous appelle »..... 7

SOCIÉTÉ

Une enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme sur le racisme dans la police..... 8
Un entretien avec le pasteur Jacques Siewart..... 8
Sciences : l'OCDE plaide pour les surgénérateurs..... 13

HEURES LOCALES

● Nancy malade de son environnement ● Pépinière à deux étages en Haute-Garonne : le jardin secret d'Hessen II ● Tour de France des régions : la Bretagne..... 9 à 12

CULTURE

Vive Verdi : deux opéras à Bordeaux et à Toulouse, et la rédaction en CD d'un enregistrement de légende : « Otello » par Toscanini..... 15
Rencontre avec le cinéaste Ken Loach..... 15

ÉCONOMIE

La première conférence paneuropéenne sur les transports s'est tenue à Prague..... 17
Le conflit de Renault dans l'impasse : la mise en de M. Cordouan s'est terminée par un échec..... 17
L'annonce des licenciements chez Michelin..... 17
Revue des valeurs..... 18
Crédits, changes et grande marchés..... 19

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 14
Météorologie..... 14
Mots croisés..... 14
Télévision..... 14

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 novembre 1991 a été tiré à 375 012 exemplaires.

La firme italienne Marzotto prend le contrôle de Hugo Boss

Le groupe textile italien Marzotto Spa va prendre, d'ici la fin de l'année, le contrôle de la firme de confection allemande Hugo Boss AG pour 280 millions de deutschemarks (955 millions de francs), a annoncé à Francfort, vendredi 1^{er} novembre, la banque d'investissement J. P. Morgan. Au terme de la transaction, Marzotto détiendra 77,5 % des actions ordinaires de Hugo Boss. Le capital de la firme de confection était majoritairement détenu jusqu'ici par le groupe Leyton House de l'homme d'affaires nippon Akira Akagi, actuellement emprisonné pour avoir été mêlé à un scandale financier au Japon. Installée à Metzingen, près de Stuttgart, Hugo Boss a réalisé l'an dernier 67,7 millions de DM de bénéfices avant impôt, pour un chiffre d'affaires de 921 millions de DM.

EN BREF

● M. Gaudin n'a « pas envie de gouverner » avec M. Le Pen. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sénateur, a affirmé, le 30 octobre, sur Radio-Shalom, qu'il n'avait « pas envie de gouverner avec Jean-Marie Le Pen ». Il a ajouté : « Je n'ai jamais signé d'accords électoraux avec le Front national. Il n'est pas question que mon attitude change pour les prochaines élections. » Interrogé sur le surnom de « docteur Falanor » donné par M. Le Pen à M. Schwartzberg (le Monde du 30 octobre), M. Gaudin estime que celui-ci « aurait pu être pu faire un peu attention à la façon dont il s'exprime sur des sujets aussi graves que l'euthanasie » et qu'il « a pu choquer un certain nombre de chrétiens ». Enfin, M. Gaudin souligne que, en com-

parant l'immigration à une « occupation », M. Poniatowski « a exprimé une position tout à fait personnelle qui n'est pas celle de l'UDF et du RPR », mais il ne pense pas qu'il faille « exclure ou sanctionner » l'ancien ministre.

● Un maire communiste suspend sa participation au comité central de PCF. - M. Marcel Trigon, maire communiste « refondateur » d'Arcueil (Val-de-Marne), membre du comité central du PCE et ancien suppléant de M. Georges Marchais à l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 29 octobre, qu'il « suspend sa participation aux organismes de direction du parti ». Il maintient son adhésion au parti, tout en dénonçant « des pratiques d'un autre temps ». « Les militants qui expriment leurs divergences, affirme-t-il, sont considérés comme

des adversaires qu'il faudrait isoler et décourager même d'être élus ».

● Démantèlement d'un trafic d'héroïne dans le Bas-Rhin. - Un trafic d'héroïne portant sur près de 54 kilogrammes, d'une valeur de 64 millions de francs a été démantelé dans le Bas-Rhin par la brigade des stupéfiants de Strasbourg. Dix personnes ont été arrêtées et écrouées. La bande approvisionnait des quartiers de Strasbourg et de Brumath, à 20 kilomètres de là, et écoulait depuis le mois de mai environ 200 grammes de drogue par semaine.

● GRÈCE : un policier tué dans un attentat. - Un policier a été tué et six autres ont été blessés, dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 novembre, au cours d'un atten-

tat à la roquette contre un car de police garé à proximité du siège du Parti socialiste (PASOK) à Athènes. - (AFP)

DAVID SHIFF
CASSER LA CRISE
C'EST CASSER
LES PRIX
OUVERT LE DIMANCHE
PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE